

UNIVERSITÉ DE YAOUNDE I

FACULTÉ DES ARTS, LETTRES ET
SCIENCES HUMAINES

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES
HUMAINES, SOCIALES ET ÉDUCATIVES

UNITÉ DE RECHERCHE ET DE FORMATION
DOCTORALE EN SCIENCES HUMAINES ET
SOCIALES

DÉPARTEMENT DE PHILOSOPHIE



THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

FACULTY OF ARTS, LETTERS
AND SOCIALS SCIENCES

POST GRADUATE SCHOOL
FOR THE SOCIAL AND EDUCATIONAL
SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT
FOR HUMAN AND SOCIALS
SCIENCES

DEPARTMENT OF PHILOSOPHY

**LA PROBLÉMATIQUE DE LA DÉMOCRATIE
CHEZ KARL RAIMUND POPPER. UNE
ANALYSE DE *TOUTE VIE EST RÉOLUTION DE
PROBLÈMES* (TOME 2)**

Mémoire rédigé en vue de l'obtention du Diplôme de Master en Philosophie

Spécialité : Éthique et Philosophie Politique

Par

Daniella Robertie NGO-YENGUE

Licenciée en Philosophie

Matricule : 15K902

Sous la direction de

M. Charles Romain MBELE

Professeur titulaire des universités



Juillet 2023

SOMMAIRE

DEDICACE	i
REMERCIEMENTS	iii
RESUME	iv
ABSTRACT	v
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
PREMIERE PARTIE : LES FONDEMENTS EPISTEMOLOGIQUES DE LA PENSEE POLITIQUE DE KARL RAIMUND POPPER	10
CHAPITRE I : PLATON ET LE TOTALITARISME POLITIQUE	12
CHAPITRE II : LA CRITIQUE POPPERIENNE DE LA CONCEPTION PLATONICIENNE ET HEGELIENNE DU POUVOIR	24
CHAPITRE III : LA CRITIQUE POPPERIENNE DE LA DEMOCRATIE MARXISTE	35
DEUXIEME PARTIE : LA SOLUTION POPPERIENNE DE LA DEMOCRATIE : « QUAND GOUVERNER, C'EST POUVOIR DESTITUER »	48
CHAPITRE IV : PRINCIPES DU FAILLIBILISME POLITIQUE DE POPPER.....	50
CHAPITRE V : LA CONCEPTION POPPERIENNE DE LA DEMOCRATIE	59
CHAPITRE VI : FINALITE DE LA DEMOCRATIE LIBERALE DE KARL POPPER.....	77
TROISIEME PARTIE : LIMITES ET PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES DE LA CONCEPTION POPPERIENNE DE LA DEMOCRATIE	86
CHAPITRE VII : LES LIMITES DE LA CONCEPTION POPPERIENNE DE LA DEMOCRATIE.....	88
CHAPITRE VIII : LES DEGATS DE LA MONDIALISATION NEOLIBERALE	94
CHAPITRE IX : POUR UNE NOUVELLE ORIENTATION DE LA DEMOCRATIE EN AFRIQUE.....	103
CONCLUSION GENERALE	110
BIBLIOGRAPHIE	114
TABLE DES MATIERES	120

A ma maman YANGWO Virginie Agnès.

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire a été effective grâce à plusieurs personnes à qui nous voudrions témoigner notre gratitude. Nous remercions le Professeur Charles Romain MBELE qui a accepté de diriger ce travail avec une rigueur scientifique. Malgré ses occupations, il nous a toujours accordé son attention et formulé des remarques pour l'amélioration de ce travail.

Nous remercions également les enseignants de Philosophie de l'Université de Yaoundé 1. C'est grâce à leurs enseignements que nous nous sommes initiés à la pensée philosophique. Nous pensons particulièrement au Docteur Philippe NGUEMETA, pour l'orientation du choix de l'ouvrage, sa disponibilité sans faille. Nous n'oublions pas les suggestions et la documentation qui nous ont permis d'avancer dans nos investigations. Nous pensons également au Docteur Ben BAYIHA KOFFANE, pour ses multiples conseils et orientations. Recevez ici toute notre gratitude.

A ma tendre grande mère, Derboise Antoinette NGO-YENGUE, qui nous a toujours prodigué des conseils, nous encouragé et nous a soutenu contre vents et marées. A mes oncles et tantes, le Docteur Bienvenu HABIT, Madame Fatimatou HABIT, Monsieur Emmanuel KWAKO, Madame Sidonie NGO-NSEH, Monsieur Eric NDIGA et Tatiana Madame TEYONG, pour leur amour, leur patience et leur soutien indéfectible. A nos frères pour leurs conseils bienveillants.

A notre chère et tendre fille Ruth Louisa NGO-NSEH NGBWA, pour sa tendresse, son amour chaleureux et la force qu'elle nous apporte au quotidien. Nous remercions également Monsieur Louis-Nicol NGBWA MINSA, Monsieur et Madame NGBWA, Monsieur Abednego NDIMANTANG, Monsieur Josué Bertrand NGOUNOU SIMEU, Madame Hélène NGUENG NDOUMIN, pour leurs multiples accompagnements. Nous remercions également notre camarade Silvère NTYAM MVONDO et à notre camarade Monsieur Eric Gaël CHUADE NGALE, pour la relecture et la mise en forme de notre travail.

Nous ne saurions terminer ce travail sans remercier le Dieu tout puissant qui nous a toujours donné la force, le souffle de vie et le courage de rédiger ce travail.

RESUME

Le sujet de notre travail de recherche est intitulé : « La problématique de la démocratie chez Karl Raimund Popper. Une analyse de *Toute vie est résolution de problèmes* (tome 2) ». Il s'inscrit dans un vaste mouvement de l'idéologie libérale introduite par Karl Raimund Popper au XX^e siècle. C'est un travail de cent vingt-et-une pages, reparté en trois grandes parties. Plus précisément, nous nous sommes intéressés au problème de l'idéal démocratique chez Karl Raimund Popper, qui permet au peuple souverain de destituer les dirigeants incompetents au pouvoir, sans effusion de sang. Popper, à travers son faillibilisme scientifique qu'il transpose en politique, plaide en faveur d'une société apaisée, ainsi que la prise du pouvoir par les dirigeants compétents et légitimes. Le libéralisme politique de Popper est donc une logique d'ouverture ou encore « société ouverte ». Cette « société ouverte » s'oppose à la « société close » que le penseur autrichien considère comme une société magique, tribale et totalitaire. Ainsi, la « société ouverte » de Popper se pose, en s'opposant à toutes sortes de totalitarisme : qu'il soit scientifique, politique ou social. Cependant, de quelle pertinence peut-être la conception poppérienne de la démocratie qui instaure des institutions politiques sans violence ? La démocratie libérale prônée par Popper est-elle humainement possible ? Peut-on véritablement séparer politique et violence ? Quel est l'impact de cette politique libérale sur l'Afrique ? Pour venir à bout de ces préoccupations cruciales, une méthode historico-critique nous a permis de remonter aux fondements épistémologiques de la pensée politique de Karl Popper. Elle nous a permis ensuite de ressortir la solution poppérienne de la démocratie, pour en fin de compte questionner sa pertinence et ses enjeux en Afrique. Au total, pour une société apaisée et non-violente, nous devons faire recours à la démocratie sociale, gage de l'harmonie, de la stabilité et de la paix sociale. Le cas de l'Afrique étant préoccupant, nous suggérons le « kamitisme politique » comme condition *sine qua non* pour une Afrique postcoloniale libre, prospère et démocratique.

Mots-clés : Démocratie, faillibilisme, faillibilisme politique, kamitisme politique, libéralisme, libéralisme politique.

ABSTRACT

The research subject is entitled: "The problematic of democracy in Karl Raimund Popper. An analysis of *All life is problem solving* (volume 2)". It is part of a vast liberal ideological movement introduced by Karl Raimund Popper in the 20th century. It is work of one hundred and twenty one pages, divided into three main parts. More specifically, we are interested in the problem of the democratic ideal in Karl Raimund Popper, which allows the sovereign people to depose incompetent leaders in power, without bloodshed. Popper, through his scientific fallibilism which he transposes into politics, pleads in favor of a peaceful society, as the seizure of power by competent and legitimate leaders. Popper's political liberalism is therefore a logic of openness or what he calls the « open society ». This « open society » is opposed to the « closed society » that the Austrian thinker conceives as a magical, tribal and totalitarian society. Thus, Popper's « open society » arises opposing any kind of totalitarianism: whether scientific, political or social. However, of what relevance can Popper's conception of democracy, which establishes political institutions without violence, be? Is the liberal democracy advocated by Popper humanly possible? Can we really separate politics and violence? What is the impact of this liberal policy on Africa? To overcome these crucial concerns, a historical-critical method allowed us to go back to the epistemological foundations of Karl Popper's political thought. It then allowed us to bring out the Popperian solution of democracy, to ultimately question its relevance and its challenges in Africa. All in all, we believe that for a peaceful and non-violent society, we must have recourse to social democracy, a guarantee of harmony, peace and social stability. The case of Africa being worrying, we suggest « political Kamitism » as a *sine qua non* condition for a free, prosperous and democratic postcolonial Africa.

Keywords: Democracy, political fallibilism, political Kamitism, liberalism, political liberalism.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Dans le cadre de la domestication de son milieu de vie et de sa socialisation, il faudrait souligner que de tout temps, l'être humain essaye tant bien que mal de cerner sa propre personne, en tant que constituant du cosmos, mais aussi de l'univers dans lequel il marque son existence d'une empreinte indélébile. Ce questionnement sans cesse sur une existence paisible avec ses *alter egos* et avec la nature va conduire à la naissance de la philosophie politique. Depuis son origine dans la Grèce antique, elle se définit comme une tentative de compréhension par la raison suffisante de l'organisation politique et de la direction de la vie communautaire. Autrement dit, la philosophie politique se positionne comme la partie de la philosophie qui stabilise les mœurs et envisage une société juste et apaisée.

Il faut dire que les premiers théoriciens de l'histoire de la philosophie politique ont toujours posé la nécessité de la meilleure forme de gouvernement en vue de l'organisation et l'harmonie sociale. C'est dans cette optique que plusieurs penseurs se sont penchés sur la question : « qui doit gouverner sur le peuple » ? Et pourtant, l'enjeu de la démocratie libérale défendue par Popper est le suivant : comment faire pour déloger les gouvernements incompetents au pouvoir, de façon à ce que les élans totalitaristes et tyranniques soient évités ? Popper questionne la « cité idéale », le socialisme de Karl Marx et l'idéalisme de Hegel qui selon lui, ont abouti au totalitarisme. Il affirme à cet effet que :

Il est faux par conséquent de mettre l'accent (comme on l'a toujours fait de Platon à Marx, et par la suite encore) sur la question : « qui doit gouverner ? Le peuple (la plèbe) ou les quelques meilleurs ? Les (bons) travailleurs ou les (mauvais) capitalistes ? La majorité ou la minorité ? La gauche, la droite, ou un parti du centre ? Toutes ces questions sont mal posées¹.

La problématique de la démocratie chez Popper remonte à l'antiquité grecque, notamment avec Platon. Dans son ouvrage intitulé *Toute vie est résolution de problèmes*, le penseur autrichien, remet systématiquement en question l'historicisme et le totalitarisme. Ces courants philosophiques qui se posent en s'opposant à la démocratie libérale. Pour venir à bout de sa pensée, Popper remet d'abord la conception platonicienne de la politique en question. D'après ce dernier, la « cité idéale » de Platon conduit au totalitarisme et renvoie l'homme dans ce qu'il appelle « société close ». C'est la raison pour laquelle l'auteur milite pour la démocratie libérale définie comme une idéologie politique et une forme de gouvernement dans laquelle la démocratie représentative fonctionne selon les principes du libéralisme à savoir la protection des libertés de l'individu. Popper relève à juste titre dans *La*

¹ Karl Raimund Popper, *Toute vie est résolution de problèmes. Réflexion sur l'histoire et la politique* (1994), tome 2, trad. Claude Duverney, Paris, Acte Sud, 1998, pp. 74-75.

société ouverte et ses ennemis, ouvrage publié après la fin de la Deuxième Guerre mondiale que :

L'analyse des conceptions sociales de Platon facilite la présentation de son programme politique, dont les exigences essentielles peuvent se résumer en deux formes, qui correspondent respectivement à sa théorie idéaliste du changement politique! Si l'immobilité est divine, le changement est néfaste et, pour éviter, il faut que l'Etat soit une copie du modèle original, c'est-à-dire de la forme ou de l'idée de cité².

Il ressort de prime abord que ce concept semble receler une ambivalence sémantique. Car d'une part, l'étymologie grecque de « démos » de ce mot désigne un corps social dans son tout, c'est ainsi que dans les premiers mots des décrets officiels pris par une Assemblée démocratique en Grèce, on disait le *dèmos* a décidé ; mais d'autre part, on l'identifie à la populace c'est-à-dire aux démunis, à une foule sans réel pouvoir.³ Le mot démocratie comporte une multiplicité de sens.

Selon André Comte-Sponville, la démocratie dérive de deux mots grecs *Kratos* qui veut dire pouvoir et *dèmos* qui renvoie au peuple. De par son étymologie, la démocratie signifie donc « *le régime où le peuple est souverain. Cela ne signifie pas qu'il gouverne, ni même qu'il vote les lois, mais que nul ne peut gouverner ou légiférer sans son accord ni hors de son contrôle* »⁴. Sous ce prisme, il convient de mentionner que la démocratie dans son essence originelle, s'oppose aux régimes politiques tels que la monarchie (souveraineté d'un seul individu, qui détient le pouvoir légitime sur ses sujets), à l'aristocratie (souveraineté de quelques personnes qui détiennent la fortune et le pouvoir de décision au sein d'un Etat), enfin à l'anarchie ou à une forme de libéralisme extrême, qui disqualifie tout pouvoir souverain à l'intérieur de l'Etat.

Dès lors, il n'est pas question de confondre la démocratie avec le respect des libertés individuelles ou collectives car, si le peuple est souverain, il peut fixer souverainement des limites à telle ou telle liberté, ce qui donne un sens à l'expression « démocratie libérale » défendue par Popper. Il n'est pas question de confondre non plus la démocratie avec la République, qui est l'expression parfaite de la démocratie. En réalité, la démocratie est un mode de fonctionnement, tandis que la République est un idéal démocratique, qui donne la

² Karl Raimund Popper, *La société ouverte et ses ennemis. L'ascendant de Platon* (1945), tome 1, trad. Jacqueline Bernard et Philippe Monod, Paris, Seuil, 1979, p. 79.

³ Moses Finley, *L'invention de la politique* (1983), trad. Jeanny Carlier, Paris, Flammarion, 1985, p. 22.

⁴ André Comte-Sponville, *Dictionnaire philosophique* (2001), nouvelle édition revue et augmentée, Paris, Quadrige, 2013, p. 239.

possibilité aux citoyens d'exprimer leurs opinions en toute quiétude. Il en résulte que la démocratie est l'expression parfaite de toute République.

Depuis le XIX^e siècle, l'usage et la signification de la démocratie ont connu une extension considérable qui se mesure au fait que la quasi-totalité des Etats actuels se proclament démocratiques. Mais cette extension s'accompagne d'un changement de statut d'idéalité normative qui se traduit par le fait que cette notion recouvre désormais plus que des institutions définies, un ensemble de valeurs : les droits de l'homme, la liberté d'expression, la liberté d'association et bien d'autres. C'est dans ce sens que Jean-Jacques Rousseau théorise l'Etat démocratique comme étant la sortie de l'homme de l'état de nature à la société⁵. De ce fait, pour eux, la naissance du monde se situe dans un cadre où règne l'inégalité. L'état de nature est donc l'état de guerre de tous contre tous, dans lequel chacun use de ses forces autant qu'il veut, dans l'optique de satisfaire ses désirs et de préserver ses propriétés.

La démocratie appartient dès lors, à la sphère définie par le processus de prise de décisions qui engagent la vie associative et collective de chaque peuple. C'est cette définition que nous donne André Lalande en ces termes : « *la démocratie est un régime politique dans lequel la souveraineté appartient à la totalité des citoyens, sans distinction de naissance, de fortune ou de capacité* »⁶. Ainsi, la démocratie n'est pas une manifestation de libertinage, ni d'irresponsabilité dans la société ou un laisser-aller du pouvoir au peuple mais celle-ci permet aux citoyens par le biais d'un vote, de choisir un leader. Autrement dit, le choix d'un citoyen capable de diriger, d'assurer leur sécurité et celle de leurs biens tout en restant libres et responsables.

Mais, nous remarquons que cela est une fiction méthodologique sur le devenir du leadership de l'Etat oubliant que ce leader peut être destitué en cas de mauvaise gérance. Popper évoque clairement ce problème dans son ouvrage, lorsqu'il écrit :

La « démocratie », au sens du « pouvoir du peuple » n'a pratiquement jamais existé, et si elle a existé, elle a été une dictature irresponsable de l'arbitraire. Un gouvernement peut et doit être responsable devant le peuple. Un gouvernement du peuple ne peut l'être et il demeure irresponsable. Je suis donc pour un gouvernement constitutionnel démocratiquement élu : quelque chose de différent du pouvoir du peuple. Et je suis pour un gouvernement responsable : responsable en

⁵ Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social* (1762), Paris, Éditions Philosophie, 2018.

⁶ André Lalande, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie* (1926), vol. 1, Paris, Quadrige/PUF, 1997, p. 215.

*premier lieu envers ses électeurs ; mais aussi et peut-être plus encore, moralement responsable envers l'humanité*⁷.

En marquant une brèche pour étudier minutieusement les différentes théories politiques ainsi que la démocratie à la suite des Deux Guerres mondiales qui ont marqué l'histoire de l'humanité, Karl Raimund Popper veut déceler les causes du malaise que l'on observe dans les Etats modernes du fait de la démocratie totalitaire. Philosophe autrichien né le 28 juillet 1902 à Vienne et décédé le 17 septembre 1994 à Londres au Royaume-Unis, il a vécu les événements des Deux Guerres mondiales qui ont marqué le XXe siècle. Il veut par ce moyen éclairer le reste du monde sur ce qu'est véritablement la démocratie. Il invite ceux-ci à se conformer à une démocratie pacifiste en tenant compte de leur réalité propre, sans toutefois trahir ce système politique dans son originalité.

En tant que meilleur régime politique capable de mettre un terme aux conflits sociaux, la démocratie poppérienne insiste sur la responsabilité du dirigeant envers le peuple ; elle garantit les libertés individuelles. Le libéralisme à l'œuvre dans la philosophie politique de Karl Popper vise donc à redonner le pouvoir politique aux individus de façon à ce que les libertés individuelles ne soient pas aliénées. Pour parvenir à une telle philosophie, le penseur autrichien met l'accent sur les multiples crises socio-politiques et économiques qui secouent le monde. Il se penche également sur la question de la meilleure forme de gouvernance en vue d'atteindre la stabilité et le développement durable. Autrement dit, la philosophie politique poppérienne recadre la démocratie de telle sorte que le pouvoir de ceux qui gouvernent puisse être légitime.

L'objectif est d'éviter tous les abus liés à l'exercice du pouvoir politique. En tant que l'un des membres fondateurs de la Société du Mont-Pèlerin, une organisation à vocation politique, économique et juridique fondée en 1947 par Friedrich Hayek dans le but de défendre les valeurs et les idéaux du libéralisme, Popper estime que la démocratie n'est certes pas le meilleur des régimes politiques au monde mais celui dans lequel la vie harmonieuse est possible. Cette affirmation rejoint celle de l'économiste autrichien Friedrich Hayek, qui pense que la démocratie est un régime politique qui mérite d'être préservé minutieusement. Autrement dit, « *la démocratie est une valeur éminente digne que l'on se batte pour elle* »⁸. L'enjeu est non plus de redonner le pouvoir politique à un être surnaturel à l'image du « Moi

⁷ Karl Raimund Popper, *Toute vie est résolution de problèmes. Réflexions sur l'histoire et la politique*, tome 2, p. 10.

⁸ Friedrich Hayek, *Nouveaux essais de philosophie, de science politique, d'économie et d'histoire des idées* (1978), trad. Christophe Piton, Paris, Les belles lettres, 2008, p. 231.

stirnérien » ou du « Surhomme nietzschéen », mais de réfléchir sur les mécanismes qui favorisent la prise du pouvoir légitime par les dirigeants compétents.

Le libéralisme de Popper dénonce à la fois le conservatisme, le scepticisme et l'organicisme. Les conservatistes s'opposent à la théorie évolutionniste. Or, la science et la politique obéissent absolument à la tradition évolutionniste chez Popper. Le monde septique de son côté, est une politique qui récuse la possibilité d'obtenir les résultats désirables en politique par des théories et des structures abstraites et rationnelles. Et pourtant, le rationalisme est une doctrine valorisée dans la pensée de Popper car, il permet aux hommes de comprendre qu'ils peuvent faire des erreurs. Autrement dit, qu'ils peuvent se tromper dans la prise des décisions. Enfin, Popper se dresse contre l'organicisme, entendu comme une forme d'organisation sociale dans laquelle l'être humain et la société seraient organiquement ou intrinsèquement reliés, de façon à ce qu'il n'y aurait pas de nature humaine universelle. Pour Popper, l'organicisme ne permet pas aux individus d'être libres car, il aliène leurs libertés. L'homme doit se débarrasser de toute forme d'organisation sociale capable d'aliéner ses libertés. C'est la liberté de l'homme, qui lui permet d'avoir un droit de regard sur la gestion des affaires de l'Etat.

Ainsi, Popper écrit dans le tome 2 de son ouvrage *Toute vie est résolution de problèmes* que la question traditionnelle « qui doit gouverner ? » posée par Platon auparavant, conduit au totalitarisme politique. Cette question est d'ailleurs mal posée et par ailleurs, devrait être reformulée. Le penseur autrichien estime qu'il ne s'agit plus de nos jours, de déterminer qui doit gouverner parce que le philosophe-roi peut également abuser de son pouvoir. L'enjeu en démocratie, c'est le contrôle du pouvoir, la lutte contre la violence, contre l'effusion de sang, c'est le débat finalement ; car, en débâtant ensemble on s'ouvre à la critique mutuelle des uns et des autres, nous nous corrigeons : tel est le faillibilisme scientifique que Popper transpose en politique. Pour ce penseur autrichien, nous devons nous améliorer au lieu de penser que nous sommes les meilleurs et que nous ne pouvons pas nous tromper ; et par conséquent, puisque l'homme est par nature mauvais, il s'agit d'établir des institutions dans lesquelles les gouvernants n'abusent pas. C'est pourquoi il affirme :

Nous ne choisissons pas la liberté politique parce qu'elle nous promet ceci ou cela. Nous la choisissons parce qu'elle rend possible la seule forme de vie commune digne de l'homme : la seule dans laquelle nous puissions être pleinement

*responsables de nous-mêmes. La réalisation de cette possibilité dépend de toutes sortes de choses, mais avant tout de nous-mêmes*⁹.

Jusqu'ici, si la philosophie est un art, on dira de cet art qu'il est noble en tant qu'il est une entreprise indispensable si l'homme désire de se conduire comme un être doué de raison, dans tous les aspects de la vie. Ce qui sous-entend que la philosophie est indissociablement liée à l'homme dans son être même. Cependant, si l'on s'accorde avec Towa, sur la philosophie en tant que critique permanente, c'est-à-dire une activité réflexive mieux, une critique sur l'ensemble de la gestion du pouvoir, la culture et le devenir de la société. Car, comme le disait Njoh-Mouelle : la philosophie naît des situations troubles. Alors, la place du débat politique sur le contrôle du pouvoir sans violence serait dès lors une problématique actuelle, au regard des multiples crises que nous observons dans le monde.

En effet, c'est à partir de l'histoire des Deux Guerres mondiales, de l'éthique, de la morale et de la politique, que Popper a trouvé intéressant d'apporter certains éclaircissements à la question habituelle du meilleur régime politique, mieux de la démocratie. Car, plusieurs Etats aujourd'hui se disent démocratiques et affichent autant que possible leur volonté de suivre ce processus. Toutefois, il est regrettable de constater que ceux-ci sont plongés dans de multiples guerres de pouvoir, qui font de nos Etats des démocraties (démocraties totalitaires, qui restreignent les libertés publiques ou individuelles comme le fait une dictature). Popper pense que l'accent doit être mis sur la responsabilité des dirigeants politiques à assurer convenablement la paix et les libertés individuelles. C'est dans cette perspective qu'il définit la démocratie non pas comme un gouvernement du peuple, mais le régime politique qui autorise la déposition sans effusion de sang des gouvernants sanctionnés.

Si la philosophie est fille de son temps selon Hegel, alors nous aurons à interpréter l'œuvre dans laquelle l'auteur répond non seulement au problème de son temps mais aussi celui de notre temps. Le problème philosophique qui sous-tend notre travail, est celui de la possibilité de l'idéale démocratique ou de l'instauration d'une démocratie équitable. Ainsi, l'examen de la démocratie pure que nous présente Popper constituera le sommier analytique de notre travail de recherche. De quelle pertinence peut-être la conception poppérienne de la démocratie qui instaure des institutions politiques sans violence ? La démocratie libérale prônée par Popper est-elle humainement possible ? Peut-on véritablement séparer politique et violence ? Quel est l'impact de cette politique libérale de Popper sur l'Afrique ? C'est à la

⁹ Karl Raimund Popper, *Toute vie est résolution de problèmes. Réflexions sur l'histoire et la politique*, tome 2, p. 35.

lumière de ces interrogations que nous nous proposons de mener une réflexion politico-philosophique sur l'idéal démocratique chez Karl Popper. De ce fait, nous pensons que notre contribution permettra de comprendre la difficulté qui existe dans la définition habituelle de la démocratie. C'est dans une approche historico-critique que nous déroulerons le contenu de la conception poppérienne de la démocratie. L'approche historique nous permettra d'abord de ressortir l'origine de la problématique de la démocratie chez Popper : de l'Antiquité grecque de Platon à la Modernité, en passant par Hegel et Marx. Ensuite, elle nous aidera à mieux scruter la conception poppérienne de la démocratie. Enfin, l'approche critique nous permettra de ressortir les limites de la pensée de notre auteur.

En vue de rendre notre travail plus digeste, nous avons divisé notre travail en trois grandes parties. Dans la première partie qui portera sur les fondements épistémologiques de la pensée politique de Karl Popper, il sera question pour nous de remonter au totalitarisme politique de Platon, dans le but d'analyser la critique poppérienne de la conception platonicienne du pouvoir. Ensuite, nous nous attarderons sur la modernité politique, en montrant, entre autres la critique poppérienne de la conception marxiste et hégélienne du pouvoir. Celles-ci qui, d'après Popper, conduisent inéluctablement au totalitarisme politique.

Dans la deuxième partie, nous analyserons les fondements philosophiques de la démocratie chez Popper. Notre auteur présente l'instauration d'une démocratie libérale équitable, comme un élément de lutte contre la violence entre les citoyens. Ceci contribuerait à l'abolition des multiples guerres ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie des citoyens. Ainsi, nous insisterons sur le faillibilisme dans la philosophie politique de Popper. Il sera question pour nous de faire l'autopsie mieux, de diagnostiquer notre thématique, en faisant recours au faillibilisme poppérien, méthode de la science et de la politique démocratique. Popper à travers son faillibilisme, met sur pied une démocratie libérale plus humanisante, qui a pour finalité la lutte contre la violence au sein des Etats, la promotion de la paix et la responsabilité des dirigeants politiques, ainsi que la promotion des libertés individuelles.

Après avoir présenté la définition de la démocratie, Popper propose une nouvelle orientation, laquelle prône la non-violence. Il souligne à cet effet que : « *je suis donc pour un gouvernement constitutionnel démocratiquement élu : quelque chose d'entièrement différent du pouvoir du peuple* »¹⁰. Le penseur autrichien n'hésite pas à souligner que la mort ou la destitution d'un dirigeant n'arrête pas la réalisation des projets qui ont été votés pendant son

¹⁰ *Ibid.*, p. 10.

règne ; ensuite, il attire l'attention des citoyens sur la question de liberté et de la responsabilité. Pour lui, la liberté est synonyme de la responsabilité politique.

Dans la troisième partie, il est question d'évaluer la pensée politique de Popper. Pour y arriver, il conviendra de ressortir les limites de sa pensée politique, ensuite l'intérêt de sa pensée. En nous appuyant sur la démocratie et la société contemporaine, nous examinerons les limites et les perspectives philosophiques de la conception poppérienne de la démocratie à l'aune des crises politiques dont l'Afrique est en ce moment confrontée.

**PREMIERE PARTIE : LES FONDEMENTS
EPISTEMOLOGIQUES DE LA PENSEE
POLITIQUE DE KARL RAIMUND POPPER**

Il s'agit dans cette première partie de notre travail de ressortir les fondements de la pensée poppérienne de la démocratie. Pour y arriver, nous présenterons d'abord le totalitarisme politique chez Platon qui se matérialise dans sa « cité idéale ». Ensuite, la critique poppérienne de la conception platonicienne et hégélienne du pouvoir, avant de ressortir en fin de compte la critique poppérienne de la démocratie marxiste. L'examen de cette première partie, qui vise à ressortir les fondements philosophiques de la politique chez Popper, nous permet de comprendre que la gestion de la société est sujette à une analyse croisée par les différents théoriciens des idées politiques. Au risque d'être prolix, il s'agit ici de faire une analyse critique de la conception platonicienne et marxiste du pouvoir. Pour ce faire, il convient d'interroger tour à tour le totalitarisme platonicien, puis la conception hégélienne et marxiste du pouvoir.

CHAPITRE I : PLATON ET LE TOTALITARISME POLITIQUE

L'origine intellectuelle d'une réflexion portant sur le pouvoir dans la philosophie de Platon prend corps et trouve son point d'orgue avec la publication vers 382 de son opuscule *La République*. Si l'ensemble des thèses politiques platoniciennes sont contenues dans trois de ses ouvrages notamment *Le Politique*, *Les Lois*, *La République*, il faut dire que le troisième livre suscité est celui dans lequel cette vision est la plus détaillée. Ainsi, *La République* de Platon vise à apporter une réforme au pouvoir, après l'échec de la tyrannie et de la démocratie, dont l'interrogation sous-jacente s'articule autour de « Qui doit être porté à la tête de l'Etat ? » « Qui doit exercer le pouvoir ? » ou Quelle est la nature de ceux qui sont censés conduire la Nation ? *Le Politique* traite de la vertu du citoyen à l'aune de l'éducation, tandis que *Les Lois* constituent un moyen de toiletter les institutions politiques.

N  dans une famille aristocratique, Platon (427 - 347) est un philosophe antique de la Gr ce classique. De culture très vaste et diversifiée, son œuvre composée en partie de dialogues est aussi riche et immense que sa renommée. La pensée philosophique de Platon peut se regrouper en trois grands moments entre les ouvrages de jeunesse, ceux de maturité et ceux de vieillesse, abordant différents centres d'intérêts. Le philosophe grec antique empruntera comme méthodes la maïeutique de son mètre Socrate et la dialectique pour trouver la solution aux nombreux maux auxquels sa société était confrontée. Tout en essayant de saisir la pensée philosophique du fondateur de l' « Académie » dans son tout, car très vaste, nous avons pris soin de ne pas nous disperser ou de nous égarer dans les méandres de celle-ci, nous nous contenterons d'analyser le totalitarisme platonicien avant d'opérer une analogie avec la vision poppérienne du pouvoir.

1. Platon et l'idée du philosophe-roi

Pour envisager une compréhension de la théorie platonicienne du pouvoir, il faut reprendre à cœur cet aphorisme placé à l'entrée du temple de Delphes : « *nul n'entre ici s'il n'est géomètre* »¹¹. Ceci illustre le caractère id el de la vision politique platonicienne fondée sur la technique et les mathématiques. Toutefois, pour rendre compte de l'itinéraire politique de Platon, les mathématiques à elles seules ne sauraient suffire. Pour ce faire, il faut partir des

¹¹ Aphorisme utilisé par Pythagore.

étapes de sa vie comme citoyen athénien qu'il fut. Influencé par l'activité politique dans sa tendre enfance, Platon aurait même voulu se lancer dans la sphère politique, mais très tôt déçu par le climat délétère qui régnait dans sa cité, accroupis sous la barbarie de la tyrannie des rentes, puis sous l'anarchie de la démocratie. Il consacra alors son existence à la philosophie qui pour lui, pouvait apporter des solutions aux maux de la cité. D'où son idée de « Philosophe-Roi », amplement enraciné dans la philosophie politique de l'auteur du *Timée*. Car pour lui, la politique étant un art, comme un artiste qui coordonne parfaitement les cordes de son violon, l'auteur d'*Apologie de Socrate* estime que le prince doit être muni d'une certaine science à même de faire le distinguo entre le bien et le mal, afin de conduire la cité au bonheur. Le philosophe se définissant comme celui qui sait tout dans la mesure du possible, Platon parvient à la conclusion selon laquelle la cité doit être dirigée par un philosophe qui, seul est à même de bien gouverner. Il affirme d'ailleurs à ce propos :

*Tant que les philosophes ne seront pas rois dans la cité, ou que ceux qu'on appelle aujourd'hui rois et souverains ne seront pas vraiment et sérieusement philosophes ; tant que la puissance politique et la philosophie ne se rencontreront pas dans le même sujet ; (...), il n'y aura de cesse, mon cher Glaucon, aux maux des cités.*¹²

Cette assertion platonicienne renforce l'idée selon laquelle l'éducation est un pilier social qui permet au prince de régner vertueusement. Dans cette volonté de fonder une cité juste, vertueuse avec pour pierre angulaire le « Philosophe-Roi ». Platon fera le distinguo entre l'homme de la pratique dont la nature est d'obéir et le philosophe dont la destinée est de se mêler de la gouvernance de la cité. Cette distinction sera à l'origine du monde sensible voué à la corruption et le monde des Idées qui constitue la mamelle nourricière de toute la philosophie de Platon. Fort de cette analogie et à l'aune de son expérience de citoyen, l'auteur du *Gorgias* va poser les jalons d'une cité dans laquelle tous les citoyens seront heureux, où les citoyens jouissent des privilèges liés au régime aristocratique. Pour ce faire, il commence par un examen critique des formes de dégénérescence de gouvernements dans lequel il a vécu.

Cette dernière trouve son origine dans l'impossibilité du prince à toujours organiser la cité. Le gouvernant dans la timocratie privilégie la « ploutomanie » et la « ploutocratie ». Tirailé entre la recherche des honneurs et du pouvoir, le timocrate oublie son peuple qui périt sous la famine. « Ainsi, d'amoureux qu'ils étaient de la victoire et des honneurs, les citoyens finissent par devenir avares et cupides ; ils louent le riche, l'admirent et le portent au

¹² Platon, *La République* (315), trad. Robert Baccou, Paris, Garnier-Flammarion, 1966, p. 229.

pouvoir, et ils méprisent le pauvre »¹³. Ici, c'est le gouvernement de quelques hommes bons et riches. Trop ambitieux, l'enrichissement fini par prendre le pas sur la vertu. Tout pour lui c'est la recherche de la fortune. « *La démocratie apparaît lorsque les pauvres, ayant remporté la victoire sur les riches, massacrent les uns, bannissent les autres, et partagent également avec ceux qui restent le gouvernement et les charges publiques* »¹⁴. La démocratie tire son origine de la souveraineté du peuple. Les désirs insatiables de richesse perdent l'oligarque de son dessein. Ici, les dirigeants ne se soucient que du gain délaissant le peuple à son sort. Ainsi, les citoyens déshonorés et réduits à une situation de pauvreté aigue complotent en faveur d'une révolution et renversent le gouvernement en place.

Souvent appréhendée comme le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple, la démocratie est le régime de la multitude qui promeut la liberté et l'égalité de tous, mais Platon estime que la démocratie est un régime anarchique dans lequel on ne se soucie guère de la compétence du prince comme dans l'aristocratie, où l'injustice fait son nid. Pour lui, ce sont les vendeurs d'illusion qui sont investis à la magistrature suprême et de même que le désir insatiable de richesse précipite la chute de l'oligarchie en démocratie, de même le goût des honneurs, des avoirs et du pouvoir conduit la démocratie à se diliger en tyrannie. On peut d'ailleurs conclure avec Popper que :

*La démocratie, au sens de pouvoir du peuple, n'a pratiquement jamais existé, et si elle a existé, elle a été une dictature irresponsable de l'arbitraire. Un gouvernement peut et doit être responsable devant le peuple. Un gouvernement du peuple ne peut l'être et il demeure irresponsable*¹⁵.

Ici la notion de la loi votée par la démocratie est volée en éclat et le trop-plein de liberté se change en excès de servitude. Lassé, le peuple fait appel à un homme providentiel, rendant ainsi possible l'avènement de la tyrannie. Au nom du libertinage, conjuré à l'absence des lois et de la confiance, le Léviathan n'hésite pas d'abuser de son pouvoir. Il supprime les sujets les plus estimables et se débarrasse de ses potentiels rivaux. Entre incertitude, servitude, non satisfaction et crainte, les sujets aliénés cherchent l'exil ou sont contraint de boire la ciguë comme Socrate. Raison pour laquelle Platon la qualifie de régime d'un seul homme mauvais

Contrairement aux monades leibniziennes qui sont sans portes, ni fenêtres, l'origine de la société idéale chez Platon vient du fait que chaque individu éprouve le besoin de s'ouvrir aux autres, car s'il faut emprunter le vocabulaire aristotélicien qui fait de l'homme un

¹³ *Ibid.*, p. 310.

¹⁴ *Ibid.*, p. 316.

¹⁵ Karl Raimund Popper, *Toute vie est résolution des problèmes*, tome 2, p. 10.

animal politique, ce dernier ressent le besoin des autres et des choses. Dans cette cohabitation de l'un et du multiple l'auteur du *Philebe* attribut non seulement une place, mais aussi un rôle à chacun. Cette organisation va voir naître en son sein en dehors de la division de la cité en trois classes, mais aussi du corps de métier correspondant à chaque classe. Comme la société, le corps de métiers sera regroupé en trois catégories entre ceux qui concourent à la production et aux échanges réservé aux commerçants, ceux qui ont pour objet la défense du patrimoine et de l'intégrité nationale réservé aux guerriers et l'administration pour les magistrats.

Platon estime donc que pour une bonne harmonie dans la cité, les magistrats doivent dominer les autres classes et par l'intermédiaire des guerriers, diligenter les artisans et les commerçants. Tout ceci à condition que le philosophe devienne roi ou que les rois se mettent à philosopher. Car pour lui, le philosophe est un homme capable de discerner les valeurs dont la cité a besoin dans sa marche vers la perfection. Cette posture platonicienne du philosophe-roi qui dirige suivant la vertu semble épouser le point de vue contraire à la conception machiavélienne du prince, car pour ce dernier en politique il n'existe pas une recette *ad vitam aeternam* qui puisse fonctionner en toutes circonstances comme la baguette magique dans le ciné télé Harry Potter. Le prince selon lui doit pour ce faire user de beaucoup de tacts pour parvenir à maintenir l'équilibre dans la cité.

Il recommande pour cela de recourir non seulement à la ruse, mais aussi à la violence, car en politique pour l'auteur *Du Prince*, tous les moyens sont bons lorsque ceux-ci sont efficaces et permettent le rendement escompté. Comme une théorie en cache une autre, Rousseau va s'inscrire en faux contre le philosophe italien. Ainsi dans son œuvre *Le Contrat social*, il rejette fermement le recours de la violence en ces termes : « *le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne transforme sa force en droit, et l'obéissance en devoir. (...). Céder à la force est un acte de nécessité, et non de volonté ; c'est tout au plus un acte de prudence* »¹⁶. Le philosophe de Genève procède par analogie entre la force de l'homme qui le dépossède dans sa vieillesse et le pouvoir.

Il arrive à la conclusion selon laquelle la force ne fait pas le droit, car pour lui, quel est ce droit qui périclète quand la force cesse. Il préconise à cet effet que l'Etat s'arme de bonnes lois, car dit-il, l'obéissance aux normes prescrit est liberté. Cette thèse rousseauiste cache sûrement une emphase entre la politique et la violence, mais il se pose avec acuité les interrogations suivantes : comment peut-on gouverner en marge de la violence ? Pouvoir et

¹⁶ Jean-Jacques Rousseau, *op.cit.*, p. 8.

violence sont-ils contradictoires ou complémentaires ? Pour comprendre ce contraste épistémologique nous allons convoquer à l'image d'un avocat qui fait recours aux témoins pour défendre son client. Ainsi, dans *Le Léviathan*, Thomas Hobbes défend la thèse du caractère naturellement belliqueux de l'homme. L'homme est un loup pour son semblable dira-t-il pour montrer que violence et pouvoir ne font qu'un et en montrant l'image d'un grand monstre comme prince, il affirme tout simplement qu'aucune gouvernance ne saurait proliférer sans le recours à la force.

Cette hypothèse hobbesienne semble être féconde lorsqu'on sait que dans la Grèce antique la célèbre boutade « *si vis pacem, para bellum* » généralement attribué à Végèce a eu une influence considérable dans la société au point où Mao Zedong a pu dire que : « *le pouvoir est au bout du canon* » comme pour dire que l'ordre règnera dans la cité qu'en combattant la violence par la violence. Les saintes écritures ne restent pas oisives face à cette interrogation à l'aune de la fameuse loi du talion qui stipule que : « *œil pour œil, dent pour dent* », la violence apparaît dès lors comme un complément essentiel dans l'organisation de la cité. C'est peut-être ce qui pousse Hannah Arendt à affirmer : « *s'il n'existerait que des structures sociales d'où toute violence serait absente, le concept d'Etat aurait disparu et il subsisterait que ce que l'on appelle, au sens propre du terme, l'anarchie* »¹⁷. Si le but de la politique est de restreindre la violence, pour parvenir à cette fin l'Etat se retrouve contraint d'éradiquer la violence en usant de la violence. Le recours à la violence semble être un acte de nécessité. C'est pourquoi Pareto arrive à la conclusion ci-après : « *la force, n'a ni raison, ni droit : mais il peut être impossible de s'en passer pour faire respecter le droit et la raison* »¹⁸.

2. L'idée de justice chez Platon : la « cité idéale »

L'idée de justice totale dans la cité prend corps dans la philosophie de Platon avec le procès, puis la mort de son maître Socrate. On peut d'ailleurs estimer ce mythe comme étant le fondement de tout son édifice. Car, au seuil de sa mort, Socrate se montre comme un philosophe qui accepte la mort plutôt que l'injustice. C'est ce qui modèlera à coup sûr la pensée platonicienne. L'auteur du *Sophiste* estime la justice comme la vertu maîtresse qui ordonne toutes les autres et modèle l'agir humain. Accusé par Mélètos, Anytos et Lycon de corrompre la jeunesse, d'introduire de nouvelles divinités dans la cité et de ne point obéir aux lois, Socrate sera condamné et déclaré coupable de ses chefs d'accusations. Stoïquement il accepte la sanction et sera contraint à la mort en buvant de la ciguë.

¹⁷ Max Weber, *Le Savant et le Politique* (1919), trad. Julien Freund, Paris, La découverte, 2003, p. 65.

¹⁸ Vilfredo Pareto, *Traité de sociologie générale*, Paris, Lausanne, 1917, p. 1395.

Conscient de différentes interprétations qui peuvent découler de l'attitude cynique ou héroïque de son maître, Platon dans son opuscule *La République* veut non seulement procurer une définition à l'idée de justice, montrer l'intérêt pour lequel l'homme sage doit être juste, mais la mission véritable de ce dernier consiste à dévoiler aux yeux du monde ce qu'est en réalité la véritable justice. Pour ce faire, il estime le meilleur des mondes possibles avec pour capitaine de bord le philosophe-roi. Raison pour laquelle il procède à une répartition tripartite de l'âme en cohésion avec les classes sociales ; il estime la justice à cet effet comme l'accomplissement du devoir par chacune des classes. Voilà pourquoi il affirme : « *mais la cité nous a paru juste quand chacune de ses trois classes s'occupait de sa propre tâche, courage et sage par les dispositions et les qualités de ces mêmes parties* »¹⁹. Il faut comprendre par cette assertion que ce qui fait l'harmonie, l'équité et la justice dans la cité, c'est le principe selon lequel chacune des trois classes entre lesquelles sont répartis les citoyens doit s'en tenir à la tâche pour laquelle elle est faite par essence.

Ainsi, la justice dans la cité, est synonyme de la vertu chez le citoyen. Platon ayant vécu dans l'injustice, préconise la justice comme fondement de toute vie harmonieuse. Mais c'est quoi même la justice ? Si le philosophe athénien estime que cette idée est fortement implémentée dans la conscience des hommes, on remarque que l'idée de devoir donner une définition ou une nature à ce concept pose déjà problème dès la base. Ainsi, dans le livre 1 de *La République*, il affirme :

*La justice est dure et pénible (...), l'injustice est naturelle et aisée. Au fond, il n'est pas mauvais de la commettre si l'on est assez habile (...). Telles sont les opinions que l'on entend couramment énoncer, et qui se parent de l'autorité de la tradition. Pour les combattre il n'y a qu'un moyen : dépouiller la justice de tous ses avantages, l'examiner dans son essence et montrer qu'elle est elle-même le plus grand des biens tandis que l'injustice est le plus grand des maux*²⁰.

Dans le jargon chrétien, la vertu se présente comme une disposition de l'âme à faire du bien. Or, pour Simonide et Tharsymaque la justice consiste pour le premier à donner à chacun son dû et pour le second, la justice c'est tout simplement l'expression du plus fort. A la recherche de cette définition adéquate pour la justice, Socrate conscient de cette difficulté va de même écarter ces deux conceptions des sophistes et dans une vision eschatologique portant sur la téléologie de l'homme sage posera la vertu comme science de la justice. Le philosophe grec antique loge la justice dans l'âme humaine et à l'aune du mythe d'Er

¹⁹ Platon, *op.cit.*, p. 187.

²⁰ *Ibid.*, pp. 22-23.

l'Arménien montre que la justice est assortie d'une récompense, car Socrate ne limite pas l'existence de l'homme que sur la terre pour lui elle va au-delà et chaque âme qui aurait vécu une existence vertueuse sera adulée par les dieux.

Cette justice de l'âme va s'étendre pour devenir la justice politique compris ici comme la vie en société. Celle-ci représente pour lui l'équilibre entre trois classes c'est pourquoi il y a analogie entre le macrocosme et le microcosme c'est-à-dire la justice dans l'Etat et la justice dans l'âme individuelle pour créer cet ordre, cette harmonie. Pour Platon, cette forme d'organisation sociale est la seule à même d'éradiquer l'injustice dans la cité. Car, l'homme ne peut être juste que dans une relation harmonieuse avec ses semblables régi par des lois naturelles.

3. Popper sur la question de la faisabilité dans la cité idéale de Platon

La vision politique de Platon dans *La République* épouse le modèle totalitaire des philosophes absolutistes comme Machiavel, Hobbes et bien d'autres. Ici, le tout prime sur la partie et la partie est quasi inexistante. Autrement dit, l'organisation politique platonicienne pose le primat sur la communauté au détriment de l'individu qui n'est rien d'autre qu'une partie du tout. C'est ce qui explique à coup sûr le fait que l'auteur du *Sophiste* reste évasif ou élude sur la question du bonheur des soldats dans le livre IV de *La République*. Cette vision des choses est totalement à l'opposé de celle de nos jours où la propriété privée est une valeur non négligeable. Or, pour Platon, en ce qui est du bonheur des guerriers celui-ci est quasi inexistant dans la vision politique du maître.

Dans les sociétés actuelles en général et particulièrement en Afrique, la femme fait le bonheur de son époux et les enfants sont considérés comme une source de richesse. Donnons encore de la voix à l'auteur du *Protagoras* : « à cette loi et aux précédentes fait suite, je pense celle-ci : les femmes de nos guerriers seront communes toutes à tous : aucune d'elles n'habitera en particulier avec aucun d'eux ; de même les enfants seront communs, et leurs parents ne connaîtront par leurs enfants ni ceux-ci leurs parents »²¹. Dans le livre de *La Genèse*, le mariage est traité comme étant la plus belle des choses qui puisse arriver à l'être humain durant son pèlerinage sur terre. C'est ce qui illustre le mythe du jardin d'Eden où Adam était triste, anxieux, mais Dieu lui dota d'une merveille sa femme Eve et tout azimut celui-ci devint joyeux et poète. On peut donc lire dans les pages du livre susmentionné : « comme ses parents l'ont aimé, lui aussi doit aimer. C'est ainsi que l'homme

²¹ *Ibid.*, p. 212.

quittera son père et sa mère pour s'attacher à sa femme et fonder une nouvelle famille »²². Le bonheur dans la théorie platonicienne des idées semble être l'affaire des Delphes c'est-à-dire des dieux et de la communauté au détriment de l'individu. Comment ne pas penser les soldats mariés dans les sociétés actuelles, ne font pas partir des hommes comme tous les autres ? Au regard des événements actuels peut-on penser les enfants et les femmes communs à tous ? La cité idéale de Platon est-elle vraiment réalisable ?

Comme Platon, Thomas Hobbes dans *Le Léviathan* préconise la domination totale du tissu social sur l'individu. Tout comme la première cité, l'auteur *De Cive* estime que le prince Léviathan a le droit de mort sur l'individu pour la bonne marche de la communauté. On peut également voir cette vision totalitaire chez Rousseau dans laquelle la communauté a un ascendant sur l'individu. Car pour l'auteur *Du Contrat social*, la souveraineté du peuple doit se faire entendre avant les intérêts des particuliers. Notons tout de même la différence qu'on puisse établir dans les systèmes platonicien, hobbesien et rousseauiste, car si on fait allusion à un totalitarisme chez Rousseau, c'est en vue du bonheur de chaque membre contractant au pacte et qui reste aussi libre qu'auparavant

Or, le système hobbesien similaire à celui platonicien récuse le bonheur de l'individu comme on peut le remarquer dans *La République*. Raison pour laquelle Karl Popper dans son opuscule *La Société ouverte et ses ennemis* fait un procès à Platon qui estime les idées de ce derniers incompatibles avec la conception moderne de la cité. Si le philosophe grec antique veut fonder une société basée sur la justice, Popper estime celle-ci totalitaire et faite pour les dieux. Comme la critique de Charles Péguy sur la morale kantienne, l'auteur de *Conjectures et réfutations* récuse la cité idéale de Platon qui pour lui, nie l'individu dans son essence et le reconnaît seulement comme une pièce du puzzle dans la réalisation de cette cité l'idéale.

C'est ainsi que Platon dans *La République* établit une sorte d'analogie entre la justice dans l'âme humaine et la justice dans la cité. C'est dire que l'homme dans la cité idéale est juste par-ce-que la société l'est davantage et c'est en cela que la société doit primer sur l'individu. On comprend pourquoi le sociologue français Emile Durkheim estime que la conscience morale de chaque individu est l'intériorisation des contraintes institutionnelle. Car pour lui, « *quand notre conscience parle, c'est la société qui parle en nous* »²³. La conception humaine repose sur le fait que l'Etat doit protéger l'individu ainsi que ses biens et que cet

²² Bible, *Louis Second*, Genèse, 2 : 24.

²³ Emile Durkheim, *L'Education morale*, Paris, Editions Librairie Félix Alcan, 1934, p. 67.

appareil doit promouvoir le culte de l'individualisme. Car, le citoyen vivant sans doute dans une communauté avec ses alter ego est d'abord un sujet qui a des droits et dont il doit jouir sans en feindre ceux des autres. Or, la conception platonicienne de la cité idéale semble ignorer cela et l'individu doit au péril de sa vie soutenir l'appareil étatique à être plus fort, stable et il doit fondre dans la masse car il est le produit de la société.

Ici également on constate que l'Etat que les philosophes anarchistes Bakounine et Proudhon considèrent comme un vaste cimetière et que Nietzsche dans *Ainsi parlait Zarathoustra* appréhende comme un monstre froid détient entre ses mains la totalité des pouvoirs ce qui est contraire à toutes les sociétés modernes qui se réclament libéralistes. L'individu n'a alors de libertés que celles édictées par le prince Léviathan. On peut même dire sans risque de se tromper qu'il n'existe pas de réelle liberté qui puisse être qu'un impératif d'ordre catégorique. Raison pour laquelle Platon dans *La République* proscrit les mariages entre les différentes classes sociales et réserve l'éducation et le pouvoir qu'au philosophe-roi qui incarne toute la vertu dont la cité a besoin pour sa réalisation. C'est en cela qu'on peut comprendre quand Platon affirme :

*Tu dis vrai. Mais, mon cher Glaucon, dans un Etat où les citoyens doivent être heureux, il ne peut pas être permis de former des unions au hasard (...). Il est donc évident après cela que nous ferons des mariages aussi saints qu'il nous sera possible, et les plus avantageux à l'Etat seront les plus saints*²⁴.

La question du totalitarisme qui meuble notre psychanalyse est au centre de toute la réflexion politique chez Platon. Ainsi, l'exégèse portant sur l'interrogation de « *qui doit diriger la cité* » a connu une grande influence dans la théorie des idées politiques et a traversée différentes périodes de la pensée de la philosophie politique. Il est donc évident de desceller dans la pensée de l'auteur du *Philèbe* que le pouvoir politique est quelque chose de délicate à ne pas laisser entre les mains de n'importe qui. L'éducation semble alors être le fil d'ariane qui permet dans la thèse du philosophe-roi chez Platon de mener à bien cette mission. Car pour Platon, il convient par essence aux uns de se mêler de la politique dans la cité, de commander et aux autres d'obéir.

Si la question de la gouvernance politique reste avec acuité de nos jours, elle a pris d'autres orientations. Ainsi, à la question platonicienne de « *qui doit gouverner et selon quelle moralité* », la notion de philosophe-roi chez ce dernier s'est substituée à la volonté générale des membres contractants chez les modernes. De même, la démocratie directe que récuse

²⁴ *Ibid.*, p. 213.

Platon dans la *République* laisse place à celle représentative avec pour système de base la démocratie. Généralement attribué à Abraham Lincoln, le concept de démocratie doit son étymologie à deux vocables grecs « demos » et « craton » ce qui signifie littéralement le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Autrement dit, la démocratie est un système politique dans lequel le peuple exerce sa souveraineté au moyen de ses représentants. Contrairement à la mise en application de ce système dans la Grèce antique qui ne reconnaissait pas toutes les couches sociales, cette nouvelle forme s'appuie sur l'ensemble de la population pour former un tissu social.

A la suite de Platon et autres théoriciens des idées politiques, Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) opère au plan doctrinal une véritable révolution qui fait de lui le père de la démocratie moderne. Pour lui, la volonté générale est le principe essentiel du droit public et c'est cette idée qui va bâtir l'édifice de la pensée politique du philosophe genevois. Considérée par Platon dans la *République* comme un système anarchique car pour lui, tout le monde ne peut non seulement prétendre à la gouvernance politique, mais la parole ne saurait donnée à tous pour affabler sur les questions de l'Etat. Soutenu sur ce point par son élève Aristote qui milite aussi pour l'Aristocratie que pour la Démocratie, puis par Gaston Bachelard qui, dans son opuscule *La Formation de l'esprit scientifique* estime que la volonté générale qu'il qualifie sous le vocable d'opinion traduit ses émotions en connaissance.

On comprend alors que la notion d'éducation évoquée par Platon doit préoccuper l'auteur *Des Considérations* pour éviter que les systèmes de croyance, des préjugés sans fondements mettent à mal l'idéal de construction d'une cité dans laquelle le peuple est le pilier. La volonté générale qui est le sommier de la pensée rousseauiste et le centre du système qu'il se propose de construire par de sa volonté à prôner la démocratie sociale qui pour lui, est un moyen d'éviter que la société ne se fonde sur le droit du plus fort, ni sur le libéralisme bourgeois tel que conçu dans la Grèce antique. Dans son opuscule *La Société ouverte et ses ennemis* Popper essaie de donner un nouvel élan à la gouvernance en substituant la question platonicienne de « *qui doit gouverner* » par « *comment exercer le pouvoir* ». C'est dire que la re-centration de la souveraineté du peuple qu'opère Rousseau à l'aune du « *mythe du bon sauvage* » encore appelé l'état de nature et à travers le contrat social sont au cœur de sa philosophie politique.

Ainsi, au philosophe-roi de Platon, à la guerre naturelle de Hobbes, à la liberté naturelle de Locke, et à la loi naturelle de Montesquieu, Rousseau apporte du nouveau dans la

politique avec la notion « *d'égalité naturelle* » qui est au fondement de tout système qui se réclame être libéral notamment la démocratie. Par analogie à l'état de nature chez Hobbes où la force est à l'origine du droit ou à Platon qui estime que la nature est façonnée de telle sorte que les uns commandent aux autres, Rousseau pense que le contrat social ne saurait admettre la domination ou la supériorité de certains individus sur d'autres car l'homme sociable d'Aristote reçoit de ses alter ego lors du contrat une partie indivisible pour former un tout non l'emprise d'un souverain, mais sous la suprême direction de la volonté générale. Ce qui fait que chaque individu détient une portion de la souveraineté et puisqu'il est membre d'un corps, il obéit aux lois votées par ce corps politique tout en restant aussi libre qu'auparavant. C'est pourquoi au chapitre II *Du Contrat social* il écrit :

Qu'est-ce donc proprement qu'un acte de souveraineté ? Ce n'est pas une convention du supérieur avec l'inférieur, mais une convention du corps avec chacun de ses membres ; convention légitime, parce qu'elle a pour base le contrat social ; équitable, parce qu'elle est commune à tous ; utile, parce qu'elle ne peut avoir d'autre objet que le bien général ; et solide, parce qu'elle a pour garant la force publique et le pouvoir suprême²⁵.

Contrairement à l'antiquité helléniste, il existe de profonds changements dans la manière de concevoir le pouvoir et même dans son application. Parmi les innovations majeures notons en lice le passage de sujets à citoyens avec en prime le droit de participer aux affaires de l'Etat à l'aune du scrutin électoral. Ce qui est à l'origine du concept de souveraineté du peuple élaboré par Rousseau.

On remarquera aussi le passage de cité à la nation, ce qui confère le statut de citoyen à tous la population quel que soit la couche sociale. Ce qui aboutit sans doute à l'article 1 de *La Déclaration universelle des droits de l'homme* qui stipule que tous les hommes sont égaux en droits et en devoirs. Un autre point culminant de cette métamorphose en politique réside dans la séparation des pouvoirs qui permet de contrôler librement l'action des gouvernants et l'avènement du multipartisme qui permet aux citoyens d'exprimer leur choix et la chance à tous d'accéder à la magistrature suprême. Tous ces événements en politique vont influencer sur le pouvoir décisionnaire qui dépasse aujourd'hui les fonctions du bien et de la vertu chez Platon pour prendre en compte les problèmes contemporains comme la pandémie à corona virus, les guerres asymétriques, le terrorisme, le réchauffement climatique, la famine, le chômage, les problèmes historiques, les relations internationales etc. Les vertus requises pour la gouvernance de la chose publique transcendent les principes

²⁵ Rousseau, *op.cit.*, p. 31.

d'honnêteté véhiculés par Platon dans *La République* et tendent à copiner la vision du prince chez Machiavel. Sans prétention aucune d'invalider la thèse platonicienne, il convient de dire qu'elle est insuffisante de nos jours, car même la politique subit l'usure du temps.

CHAPITRE II : LA CRITIQUE POPPERIENNE DE LA CONCEPTION PLATONICIENNE ET HEGELIENNE DU POUVOIR

Dans son opuscule *La Société ouverte et ses ennemis*, Popper pose les jalons d'un rationalisme critique tant sur le plan de l'épistémologie que sur la politique. Dans cet élan épistémologique et à l'aune des théories du faillibilisme, du falsificationnisme et du réfutationnisme, il va remettre en cause la vision totalitariste de Platon, Aristote, Marx et Hegel. Dans le tome 1 de l'ouvrage susmentionné il estime que ces derniers sont des ennemis de la société ouverte et contribuent à enfermer la société dans un essentialisme qui fait qu'un cercle clos de personnes sont appelés à commander sur les autres. En effet, la question qui sous-tend l'édifice politique platonicienne s'articule autour de la sélection naturelle et l'idée du philosophe-roi qui s'énonce de la manière suivante « *qui doit gouverner et suivant quelle moralité ?* ». Dans le conciliabule que tiennent Socrate et Glaucon dans *La République*, la posture platonicienne paraît clairement en ces termes :

Tant que les philosophes ne seront pas rois dans la cité, ou que ceux qu'on appelle aujourd'hui rois et souverains ne seront pas vraiment et sérieusement philosophes ; tant que la puissance politique et la philosophie ne se rencontreront pas dans le même sujet ; (...), il n'y aura de cesse, mon cher Glaucon, aux maux des cités²⁶.

Pour Popper, la question aujourd'hui ne doit plus être pensée sous le prisme de qui doit gouverner, car Aristote avait auparavant défini l'homo sapiens comme un animal politique et cette interrogation engendre un totalitarisme dans la gouvernance politique de nos chers Etats. Pour lui, il faut sortir de l'école platonicienne qui tend à prophétiser une certaine classe dans la société au détriment du reste de la population et invite à intégrer l'humilité socratique de je sais une chose, c'est que je ne sais rien. L'orientation à donner à cet aléa du pouvoir politique consiste pour lui à se demander « *comment pouvons-nous améliorer la qualité de nos Etats ?* ».

1. Du faillibilisme épistémologique au faillibilisme politique

Né à Vienne en 1902 en Autriche et mort le 17 septembre 1994 à Londres, Karl Raimond Popper surtout connu pour ses positions épistémologiques, mais il a su apporter un regard nouveau en politique à l'aune de sa théorie de la réfutabilité qui récuse les vérités

²⁶ Platon, *op.cit.*, p. 229.

établies, éternelles et universelles qui paraissent comme des dogmes religieux. Fondement et féroce opposé à la gouvernance de quelques-uns dans les systèmes totalitaires notamment chez Platon. En effet, citoyen de la cité grecque d'Athènes, l'auteur du *Protagoras* est contre la démocratie athénienne qu'il juge anarchique et incapable de conduire la cité vers la vertu. Pour lui, la multitude ne saurait gouverner, car le corps étant le tombeau de l'âme, les désirs éphémères du corps ne pourront pas permettre à l'âme de s'élever pour contempler les vérités éternelles qui sont à l'origine des vertus nécessaires dont le magistrat a besoin pour conduire la cité au bonheur. La populace pour lui souffre d'un marasme épistémologique qui ne lui permet pas d'avoir le sens du bien commun, de la collectivité telle que sera illustré quelques siècles plus tard Thomas Hobbes dans *Le Léviathan*.

En examinant les consultations à l'agora dans la cité helléniste, Platon arrive à la conclusion selon laquelle le peuple confond l'opinion à la connaissance vraie, semble manipulable à tout moment par quelques vendeurs d'illusion dans la cité et est esclave des désirs. La figure du mythe de la caverne dans le Livre VII de *La République* illustre à merveille cette posture platonicienne. Il appréhende d'ailleurs la démocratie comme ce régime dans lequel la vérité est perçue non pas à la connaissance de la réalité, mais à la capacité à convaincre, à imposer son idéologie par le sophisme. Le plus convaincant paraît alors comme l'homme providentiel, l'homme de la situation, l'homme à porter à la magistrature suprême. Raison pour laquelle l'auteur du *Phédon* théorise la cité idéale sous la figure du philosophe-roi. Pour lui, seuls les philosophes seraient à même de discernement en vue du bien commun. Cette idée apparaît chez Platon comme la seule alternative de maintenir l'ordre et la cohésion sociale et d'éradiquer les tares qui minent la société et mettent à mal l'idéal du vivre-ensemble.

Selon Popper, la question formulée par Platon à savoir « *qui doit gouverner ? Le petit ou le plus grand nombre ?* » et dont le résultat est comme suit « *le meilleur doit gouverner* ». L'auteur de *Toute vie est résolution des problèmes* estime que l'interrogation platonicienne avait été mal posée et propose une formulation nouvelle en ces termes « *comment organiser l'Etat et le gouvernement de telle sorte que même les pires gouvernants ne puissent pas causer assez de dommages ?* ». Il dira à cet effet : « *il n'est donc pas question de souveraineté et de savoir qui règne, mais bien plutôt de gouvernement et de savoir comment l'exercer ; et il importe surtout que le gouvernement ne gouverne trop. Mieux encore, il s'agit de savoir*

comment l'Etat est administré »²⁷. Il s'agit de savoir si l'Etat à l'aune de ses dirigeants, remplit ses missions régaliennes qui sont d'assurer la sécurité de la population et aussi de voir si en cas de non légitimation de la classe gouvernante, si celle-ci contestée, peut être remplacée sans effusion de sang. Popper s'insurge donc contre cette idée qui fait éternellement du philosophe celui qui doit incarner les règnes de la cité. Voilà pourquoi il s'interroge d'avantage :

*S'il y a des raisons précises pour que le fondateur de la cité, le premier donneur de lois, soit le philosophe, on ne voit pas ce qui justifie une souveraineté permanente des philosophes. (...) une fois la cité et son système d'enseignement définitivement instaurés, un général ou un roi soldat ne ferait-il pas aussi bien l'affaire ?*²⁸.

Il poursuit son argumentaire en montrant que l'exclusion de certains citoyens dans la gestion des affaires de la cité ne peut pas aboutir à la formulation de ce qu'il appelle des institutions raisonnables dépouillées des oripeaux de la violence. En effet, le philosophe autrichien part de l'hypothèse bachelardienne selon laquelle les vérités d'aujourd'hui peuvent constituer des coquilles ou des duperies de demain. Il s'insurge donc contre des vérités universelles de certains philosophes positivistes et des scientifiques, qui pensent qu'une expérience empirique est un critère de validation définitive d'une théorie. L'idée platonicienne qui fait du philosophe prince de la cité ne saurait donc être perçue comme absolue et définitive, mais une hypothèse ou ce qu'il qualifie de conjecture et réfutation. Voilà pourquoi il peut dire :

*Nos tentatives pour saisir et découvrir la vérité ne présente pas un caractère définitif mais sont susceptibles de perfectionnement, (...) ils sont faits de suppositions, d'hypothèses, et non de vérités certaines et dernières. Les seuls moyens dont nous disposons pour approcher la vérité sont la critique et la discussion*²⁹.

Il faut comprendre ici que la vérité est une donnée métaphysique qui transcende la capacité de l'homo sapiens à l'établir une fois pour toute. Il faut donc pour cela bannir ces gouvernements qui se réclament justes et tyranniques au détriment de ce qu'il considère comme étant des politiques du moindre mal dont le faillibilisme est la méthode par excellence.

²⁷ Karl Raimund Popper, *Toute vie est résolution des problèmes*, tome 2, p. 93.

²⁸ Karl Raimund Popper, *La Société ouverte et ses ennemis. L'ascendant de Platon* (1945), tome 1, pp. 122-123.

²⁹ Karl Raimund Popper, *Conjectures et Réfutations. La croissance du savoir scientifique* (1963), trad. Michelle-Irène et Marc B. de Launay, Paris, Payot, 1985, p. 29.

Popper transpose cette théorie épistémologique dans la pratique de la vie courante pour montrer que toute vérité est en sursis et que même le plus grand savant est faillible, susceptible d'erreur ou de se tromper d'où l'importance de la critique, de la discussion ou du relativisme en politique. C'est ce qui pourrait justifier l'adoption des systèmes libéraux par la plus grande partie des Etats du globe terrestre avec en teinte de fond les consultations électorales susceptibles d'apporter du changement à la tête de la cité comme cela vient de se faire au Brésil ou plus proche de nous au Nigéria. Le changement d'homme peut sembler une option importante dans la mesure où il y a également changement de vision ce qui peut être profitable pour la communauté. Le multipartisme et les consultations électorales montrent que la faillibilité humaine est vaine pour espérer un homme providentiel à la magistrature suprême et envisager une gouvernance idéale pour la cité. Le but pour lui est de réduire autant que possible les tares qui minent la cité au lieu de chercher par tous les moyens d'instaurer le bien, le juste dans la cité comme dans le totalitarisme platonicien ou le bonheur comme chez Aristote. Popper estime que l'erreur de Platon serait dans la prétention de vouloir éliminer le mal et l'injustice et d'instaurer le bien dans la cité par la providence du philosophe-roi.

Dans son opuscule *La Société ouverte et ses ennemis*, Karl Popper identifie deux types de société : une close et totalitaire qui correspond à la vision ancienne et platonicienne de la communauté qui a eu un impact considérable dans les idéologies politiques du XXe siècle en se proposant de forger un nouvel homme fort à l'aune de la vision raciste du nazisme hitlérien et le communisme de l'Union Soviétique. L'auteur allemand qui a sans doute vécu les balafres des idéologies nazies, pense que le modèle de société close préconisée par Platon serait à l'origine de telles attitudes qui se posent comme l'ailleurs de la raison.

André Glücksmann reprendra cette idée poppérienne dans son ouvrage *Les maîtres Penseurs*, quand il estime que l'éducation que Platon place comme condition sine qua non de l'accession au pouvoir est la base du totalitarisme comme on peut le voir dans le livre VII de *La République* notamment en faisant allusion aux contraintes liées à l'éducation dans le mythe de la caverne où Platon. Popper estime donc qu'Hitler n'est rien d'autre que l'incarnation de l'idéologie platonicienne. Dans son plaidoyer contre Platon, le philosophe allemand apparaît comme l'un de ceux qui estiment que Platon a trahi la pensée de son maître Socrate lorsqu'on connaît l'humilité qui incarnait ce dernier. Il estime alors que l'auteur de *L'Apologie de Socrate* a posé les fondations du totalitarisme moderne.

Les vertus que recèle la pensée poppérienne à savoir liberté, tolérance et démocratie expliquent au mieux sa vision de la cité qui en analogie a des similitudes avec la société actuelle. Dans le tome 1 de son opuscule *La Société ouverte et ses ennemis* il écrit : « *j'appelle société close la société magique ou tribale, et société ouverte, celle où les individus sont confrontés à des décisions personnelles* »³⁰. Cette assertion nous révèle la célèbre pensée Oratio de Pic de la Mirandole qui postule à la liberté du sujet humain à être responsable dans tout ce qui lui arrive.

Popper pense que la société ouverte est celle-là qui est dénudée de tout excès idéologique et qui pose comme valeur axiologique les droits inaliénables de l'homme sapiens, citoyen du monde. A la société close de Platon à Hegel, Popper l'oppose à la société ouverte pour la simple raison que celle-ci ne fait pas de l'individu une simple pierre pour la bonne marche de l'Etat, permet la libre expression des citoyens. Cette idée était déjà inscrite dans la pensée kantienne qui demande de prendre l'homme comme fin et jamais comme moyen, car l'homme néandertalis doit être au centre de sa vie en prenant des décisions qu'il juge meilleure pour lui sans en feindre la liberté des autres et les lois.

Rousseau dans *Du Contrat social* ne va non plus passer sans élucider sur la question de la liberté humaine. La société ouverte de Popper est donc celle-là qui est ouverte à ce qu'il appelle l'institutionnalisation des débats. Car, si pour lui, la question ne se pose plus sur qui doit gouverner, mais comment gouverner, il faut pour que la société ouverte garde son essence, discuter sur les aléas fondamentaux qui concernent la *Res publica* comme c'est le cas dans les communautés actuelles avec les sessions budgétaires dans les différentes chambres des parlements. La raison critique poppérienne issue de la démarche kantienne est cette faculté qui permet le progrès et garantie ce bonheur tant cherché par Aristote ou cette justice qui a meublé la pensée platonicienne. Il dira à cet effet : « *le passage de la société close à la société ouverte est une des plus grandes révolution que l'humanité ait connu* »³¹. Car, « *l'avenir est ouvert et nous avons la responsabilité de faire de notre mieux pour le rendre encore meilleur que le présent* »³². Faire allusion au totalitarisme de nos jours est pour Popper, une tentative de revenir à un monde clos.

³⁰ Karl Raimund Popper, *La Société ouverte et ses ennemis. L'ascendant de Platon*, tome 1, p. 142.

³¹ *Ibid.*, p. 143.

³² Karl Raimund Popper, *Toute vie est résolution des problèmes. Réflexions sur l'histoire et la politique*, tome 2, p. 154.

Les Etats modernes doivent accorder le primat à la vision d'une société ouverte, car la tyrannie des systèmes totalitaires est une forme de suicide. L'humanité qui a connu de grandes révolutions avec la chute du mur de Berlin, l'abolition de l'esclavage, doit tendre vers une sortie la société close pour une société ouverte qui reconnaît les valeurs axiologique de l'être humain. Libéré de la pesanteur de la société traditionnelle, l'individu de la société ouverte est artisan de son destin. On tend plus ici à l'existentialisme athée de Sartre et Nietzsche qui fait de l'homme le propre projet de sa vie par rapport à l'essentialisme Platonicien et judéo-chrétien qui fait de l'homme le fruit de l'histoire et de la transcendance. Tout comme Platon et d'autres penseurs des idéologies politiques, Popper va faire une exégèse sur les formes de gouvernements et aboutira à la conclusion selon laquelle seule la démocratie donne le cadre institutionnel de se réformer sans effusion de sang. Reprenant la définition donnée par Périclès qui fait de la démocratie le gouvernement du peuple, pour le peuple, il définit cette idéologie à son tour comme étant la foi en la raison et dans une conception humaniste. Il convient certainement de rappeler que la démocratie poppérienne ne suppose guère uniquement, l'expression de la majorité ce qui s'apparente à une dictature de la masse, mais la méfiance à l'égard de toute tyrannie ou de tout ce qui serait autoritaire et violation des droits des individus. Popper fait donc de la démocratie le meilleur régime dans le sens où les imperfections de celle-ci peuvent toujours être corrigées sans recours à une quelconque violence contrairement à la tyrannie.

C'est ce qui justifie à juste titre les élections législatives, municipales et présidentielles dans les systèmes démocratiques. Si la société close paraît comme une certitude, une évidence dans la mesure où la cité est hiérarchisée, Popper pense que ce rêve est dangereux et qu'il n'est plus évident de nos jours, car il serait incongru ; insipide et indigestible de renfermer la raison ce qui semblerait à un retour vers l'animalité tel que décrit par Hobbes dans *Le Léviathan*. Il est donc évident que la société actuelle doit porter son fardeau dans la mesure où la communauté ouverte est un construit de la raison, elle n'est pas naturelle comme celle close et archaïque.

Il est de ce fait plausible que l'humanité fasse un saut vers l'inconnu et dans l'incertitude en demandant à ce que nous avons de raison de nous guider vers la sécurité et la liberté. C'est dire que pour le philosophe autrichien, il y a un prix à payer pour réaliser le schisme entre la société close vers celle ouverte. Ce prix réside dans le fait la discussion, la critique créé une incertitude dans la conscience de l'homme. Pour pallier à cela, nous nous

devons de nous accepter, d'être ouvert, accepter de vivre dans la discipline de la raison, accepter de devenir plus raisonnable et apprendre à coopérer.

2. La prophétisation de la politique

La notion de prophétisme est d'essence religieuse. Bien que cette expression fasse allusion à la religion, elle peut s'appliquer en politique surtout dans la vision ancestrale de la cité chez Platon, Aristote, Hegel et Marx. Il s'agit d'une critique poppérienne d'une société close avec un caractère magique, tribal. C'est la vision d'une société sous la forme d'un troupeau guidé par un pasteur. Cette figure nous renvoie immédiatement dans les communautés chrétiennes dans lesquelles le pape ou l'évêque successeur des apôtres conduit les fidèles à l'image des prophètes de la Bible comme Elie, Isaïe, Jérémie, Moïse, Osée et autres. Généralement perçu comme les représentants de Dieu sur terre, le prophète est la courroie de transmission entre Dieu et son peuple comme ce fut le cas avec la délivrance et le passage de la mer rouge à pied sec du peuple d'Israël vers la terre promise sous la houlette de Moïse et d'Aaron. Platon, Aristote, Marx et Hegel se présentent eux aussi comme ces prophètes des idées politiques assurant ainsi une cité totalement dépendante de l'ensemble, cet organisme vivant qui fonctionne selon des règles immuables. Ici, tout est attribué à une volonté surnaturelle avec des coutumes rigides comme c'est le cas des mariages entre les classes sociales dans la cité idéale de Platon.

L'obéissance est absolue et la transgression à un tabou vaut une exclusion de la cité similaire au bannissement d'Adam et Eve au jardin d'Eden après avoir désobéi à la volonté de Dieu en mangeant le fruit de l'arbre défendu. Il n'existe pas de discussion dans une société close car tout est d'avance réglé à la manière du premier moteur automoteur aristotélien ou du figurateur dans le système de l'harmonie préétablie chez Leibniz. C'est pourquoi on peut lire dans les pages du tome 2 de *La Société ouverte et ses ennemies* que : « *selon La République, la société originelle, celle qui ressemble de plus près à l'idée de l'Etat. « au meilleur des Etats » est un royaume gouverné par les hommes les plus sages et les plus proches des dieux.* »³³. On peut donc constater que cette manière de prédire les choses a fortement influencé la pensée politique d'une génération à une toute autre.

Ainsi, sans toutefois totalement rejeté les idées de son maître, Aristote s'éloigne tout de même de l'exigence absolue voire utopique de Platon et adopte l'attitude de l'homme du juste milieu c'est-à-dire l'art de la modération. Le précepteur d'Alexandre le Grand démontre

³³ Karl Raimund Popper, *La Société ouverte et ses ennemis. L'ascendant de Platon*, tome 2, p. 43.

que le bon régime n'est pas nécessairement la forme pure, mais mixte qui est déterminé suivant trois critères à savoir : la satisfaction de l'intérêt général ; la règles du juste milieu chère à sa philosophie et ce que les grecs appellent *politéia* qui signifie littéralement la constitution. C'est cette idée qui amène Popper à lui consacrer quelques lignes dans le tome 2 de son ouvrage *The Open Society and its Enemies* en ces termes :

Son Etat modèle est calqué sur celui de la République et des Lois et nous permet de mieux le comprendre. C'est comme toute, un compromis entre trois éléments : un aristocratie platonicien, un féodalisme ayant sérieux et équilibré, enfin quelques principes démocratiques, le féodalisme ayant manifestement la meilleure part de cet ensemble³⁴.

Le couronnement de l'entreprise politique chez Hegel se trouve dans *Les Principes de la philosophie du droit* publié en 1820 dont l'idée majeure repose sur la notion de liberté nationale. Ici, il y a une sorte de confusion dans l'étymologie même du vocable de liberté, car l'homme individu d'Alexandre meurt avec Hegel et laisse place à la super puissance de l'Etat. Héritier d'Héraclite, Platon et Aristote, l'auteur de *La Raison dans l'histoire* démontre la souveraineté de l'Etat par rapport à l'individu. L'Etat hégélien se présente comme un dieu sur terre qui dicte la conduite à suivre à ses sujets en analogie au Dieu chrétien qui est le centre de la vie humaine et qui, à l'aune du décalogue édicte des préceptes de vie à son peuple. En supprimant les libertés subjectives, l'Etat hégélien, le divin sur terre est comme dirait la cause motrice qui fonde le mouvement et le repose des citoyens. Il est donc à la fois cause motrice, formelle, matérielle et finale de tous sujets. On comprend dès lors ces propos hégéliens relayés par Popper dans le tome 2 de son livre *The Open Society ans its Enemies* :

L'Etat est tout et l'individu rien, puisqu'il doit à l'Etat son existence physique que spirituelle (...) L'Etat est le monde que l'esprit s'est fait lui-même (...) il faut donc vénérer l'Etat comme un être divin-terrestre et savoir que s'il est difficile de comprendre la nature, il est infiniment plus ardu de bien concevoir l'Etat (...) C'est la marche de Dieu dans le monde qui fait que l'Etat existe (...) C'est pourquoi l'Etat sait ce qu'il veut et le sait dans son universalité³⁵.

L'hégélianisme résulte du fait que l'Etat est le rationnel absolu, en soi et pour soi. Autrement dit, l'Etat chez le philosophe allemand n'est pas le résultat de la marche vers la société civile, il en est le fondement, la pierre angulaire pour emprunter l'abécédaire judéo-chrétien. L'hégélianisme se présente comme une forme d'absolutisme voire une divinisation de l'Etat et Hegel comme un prophète. Sa conception de la société sera même celle qui va

³⁴ *Ibid.*, p. 10.

³⁵ Hegel cité par Karl Raimund Popper dans *La Société ouverte et ses ennemies. Hegel et Marx* (1945), tome 2, trad. Jacqueline Bernard et Philippe Monod, Paris, Seuil, 1979, p. 21.

avoir une influence prépondérante dans la gestion de la cité à son époque de tel enseigne que ses idées constituent la ligne directrice de la gouvernance. Karl Popper n'hésite d'ailleurs pas de faire cette remarque en ces termes :

Cependant, Hegel ne serait sans doute pas devenu la personnalité la plus influente de la philosophie allemande, s'il n'avait eu l'appui de l'Etat prussien, dont il devint le philosophe officiel à l'époque de la restauration féodale qui suivit les guerres napoléoniennes. Par la suite, l'Etat se fit le défenseur de ses élèves, qui, à leur tour, se défendirent les uns les autres. Il ne faut pas non plus oublier qu'à cette époque les universités allemandes étaient contrôlées par l'Etat ; seules les universités de l'Autriche catholique parviennent à surnager. Le succès sans précédent remporté en Europe par l'hégélianisme devait nécessairement avoir des répercussions en Grande-Bretagne, où certains philosophes se mirent en quête de ce que Sterling appelait le secret de Hegel³⁶.

Chez Popper, l'hégélianisme, tout comme la « cité idéale » de Platon renferme l'homme dans la « société close ». Il faudrait détacher l'individu de cette forme de totalitarisme, afin que ce dernier soit capable de penser par lui-même ou d'agir librement. Il en est de même du prophétisme politique dont dénonce notre auteur, à travers son rationalisme critique.

3. Le Prophétisme politique face au rationalisme poppérien

Dans les tome 1 et 2 de son opuscule *The Open Society and its Enemies*, le philosophe allemand met au tribunal de la raison la philosophie dite prophétique de Platon, Hegel et Marx. Il s'agit pour lui de montrer que le totalitarisme qui prend ses sources sur l'historicisme est politique et épistémologiquement irrecevable. En s'appuyant sur le modèle d'organisation de la société actuelle, Popper estime que les philosophes suscités sont à l'origine du totalitarisme des communautés modernes depuis le XXe siècle. Car leur théorie consiste en un essentialisme d'une soumission aveugle et dont le fonctionnement de la cité ressemble à la sortie de l'état de nature chez Thomas Hobbes dans *Le Léviathan* où tous les principes de vies sont édictés par un individu ou un groupuscule.

Dans l'optique de mieux comprendre l'idée développée par Popper, il faut non seulement se borner au premier tome de l'ouvrage suscité qu'il dédie à Platon et à son idée de philosophe-roi, mais aussi à travers le dogmatisme d'une foi aveugle à une Transcendance. Parler de prophétisme en philosophie consiste pour nous à montrer le caractère prophétique de certains philosophes qui se disaient avoir une vision close et dogmatique de la société. Chez

³⁶ *Ibid.*, p. 18.

Platon, Popper récuse le fait que la magistrature suprême soit l'apanage d'une élite intellectuelle, à Hegel il récuse la divinisation de l'Etat qui devient comme un rationnel en soi et pour soi, à Marx, il reproche le fait de s'appuyer sur l'historicisme pour donner une vision fini de la société sans prendre en considération que tout subit l'usure du temps. C'est ce qui amène Jean François Malherbe à se pencher sur les travaux de Popper et d'aboutir à cette facture :

Popper oppose aux conceptions platonicienne et marxiste de la société qu'il qualifie de philosophie de la « société fermée » l'idée ou plus exactement le projet d'une « société ouverte ». Le tribalisme patriarcal de Platon et le collectivisme de Marx sont des formes de société close parce qu'elles nient l'importance fondamentale des responsabilités personnelles de chaque citoyen face à l'édification d'une société rationnelle. La négation de l'esprit critique individuel et la croyance en un destin historique inévitable caractérisent les philosophies de la société close, et la confrontation des individus avec leurs décisions personnelles marque l'entrée dans une société ouverte³⁷.

Loin d'être l'exemplarité de modèle de cité à suivre, Malherbe estime comme Popper que la société close fragilise le fonctionnement des Etats actuels car elle obéit à la dynamique de l'absolutisme qui a bercé la Prusse Orient sous l'égide du roi Guillaume III, de l'Allemagne hitlérienne, de l'Italie de Mussolini ou de la Chine de Mao Zedong. Cet état de chose répond à coup sûr à la divinisation de l'Etat par Hegel dont la pensée a fortement influencé son époque et a permis d'étendre la dictature sans oublier que cette idéologie a permis à servir les intérêts égoïstes des dirigeants. Platon et Hegel sont pour Popper les initiateurs de l'absolutisme en Europe et des grands dictateurs qui ont fait les choux gras dans ce continent.

Raison pour laquelle l'Etat s'apparentait au Léviathan, ce grand monstre décrit dans le livre de *L'Apocalypse* de Saint Jean qui était à la manœuvre sur toutes décisions communes ou individuelles, car pour eux, il ne pouvait ni se tromper, ni duper les citoyens. C'est cette farce que donne Platon dans *La République* avec l'image du philosophe-roi qui possédait comme dirait Aristote la totalité du savoir dans la mesure du possible, car ayant contemplé les idées, il est selon l'entendement platonicien le seul apte à gouverner du fait que les autres sont semblables aux prisonniers restés dans la caverne.

Popper fait le même reproche à Marx qui développe une philosophie basée sur l'historicisme. En effet, la vision politique de l'auteur du *Manifeste du parti communiste* est

³⁷ Jean-François Malherbe, *La Philosophie de Karl Popper et le positivisme logique*, Paris, PUF, 1977, pp. 257-258.

teintée d'un tissu de prédictions des événements sociaux. A l'exemple du Dieu chrétien qui prédit une descendance nombreuse à son serviteur Abraham, Marx se prend pour un prophète en prédisant le destin de la société avec exactitude. Ce cynisme politique dont fait montre le philosophe allemand n'échappe pas à la critique de Karl Popper lorsqu'il affirme :

Selon Marx, tout système social tend inévitablement à s'autodétruire, parce qu'il secrète les forces génératrices de l'étape suivante de l'histoire, de sorte qu'une analyse perspicace de la société féodale à la veille de la révolution industrielle aurait, probablement, permis de déceler qui allaient détruire la féodalité et de prédire les traits fondamentaux de la période capitaliste. De même, une analyse du capitalisme devrait, pensait-il, permettre de prédire les caractéristiques dans l'évolution des moyens de production, quelles étaient les principales forces susceptibles de détruire le capitalisme, puis déterminer leur action sur les rapports de classe et sur l'organisation juridique et politique³⁸.

Marx se présente alors aux yeux de Popper comme un vendeur de rêve, d'illusion, une sorte de voyant qui fait des tours avec sa boule de cristal. Pour lui, cette philosophie n'est déduite d'aucune crédibilité scientifique, elle apparaît dès lors comme un dogmatisme voire une pseudoscience qu'on doit jeter à la poubelle ou tout simplement toiletter. Raison pour laquelle il renchérit en ces termes :

Malgré toutes ses qualités, Marx a pourtant été un faux prophète. Non seulement ses prédictions concernant le cours de l'histoire ne se sont réalisées ; mais, ce qui est plus grave, il induit en erreur tous ceux à qui il a fait croire que la prophétie historique est une méthode scientifique permettant de traiter les problèmes sociaux. Il est responsable des ravages produits par la pensée historiciste jusque chez les défenseurs de la société ouverte³⁹.

Popper reproche à Marx le fait qu'il ne tient pas en considération que tout subit l'usure du temps. De même que la science évolue, la société connaît également une certaine évolution. Il semble alors un leurre d'adapter les réalités de l'antiquité gréco-latine dans les sociétés contemporaines et penser que le résultat sera identique. Selon Popper, la science évolue par conjecture et réfutation c'est-à-dire par erreur successive, car comme nous le montre Gaston Bachelard, les vérités d'aujourd'hui peuvent dans une certaine mesure s'avérer être des erreurs de demain. Ceci étant, il convient de se dépouiller des oripeaux de la science classique de Paul Valéry qui veut que les mêmes causes réunies dans les mêmes conditions atmosphériques produisent toujours les mêmes effets, pour épouser le falsificationisme de Karl Popper.

³⁸ Hegel cité par Karl Raimund Popper *La Société ouverte et ses ennemis. Hegel et Marx*, tome 2, p. 93.

³⁹ *Ibid.*, p. 21.

CHAPITRE III : LA CRITIQUE POPPERIENNE DE LA DEMOCRATIE MARXISTE

Après la Deuxième Guerre mondiale qui à préexistée dans les années 1939-1945 et qui avait pour causes : le diktat imposé par le traité de Versailles et l'échec de la société des Nations, et dont le principal protagoniste était l'Allemagne Nazi d'Adolph Hitler, Karl Raimond Popper veut offrir à l'humanité une nouvelle perspective de sortir de l'état de nature, cet environnement qui fait de l'homme un loup pour son semblable, un espace de guerre de tous contre tous où Polemos est le mode de vie et la violence le fondement du droit. En analogie aux deux sources de la morale et de la religion chez Bergson, Popper va commettre son chef d'œuvre *The Open Society and its Enemies* parut en anglais en 1945.

1. Popper et la critique marxiste du socialisme

Le socialisme est une doctrine qui préconise une socialisation sociale et économique, tout en condamnant les inégalités qui surgissent au sein de la société. « *Le mot socialisme recouvre un ensemble très divers de courants de pensée et de mouvements politiques, dont le point commun est de rechercher une organisation sociale et économique plus juste* »⁴⁰. Popper développe la critique marxiste du socialisme et de l'historicisme en procédant à une analyse critique des écrits de Marx considéré comme l'un des précurseurs du totalitarisme du XXe siècle. Cet opuscule se présente alors comme un plaidoyer passionné du libéralisme contre toute forme de totalitarisme. Raison pour laquelle à la société close ou ancestrale et immuable à base de tribalisme et de magie, le philosophe allemand oppose la « société ouverte » dans laquelle la raison est la mamelle nourricière et où la liberté de l'individu peut impunément s'exercer, sans toutefois se fondre totalement dans la puissance étatique comme nous le voyons dans le totalitarisme.

Comme à Platon et Hegel, les idées de Marx ne vont pas dérober à la critique poppérienne ; il reproche à ces derniers de ne reconnaître l'histoire que pour mentionner qu'elle obéit à des lois naturelles qui déterminent le cours des événements. Ils font donc dans un essentialisme qui fait de l'histoire une fatalité qui paralyse le progrès et fait de l'homme un fruit de l'histoire en cours des événements qu'on ne saurait modifier. Le reproche

⁴⁰ [www.http://fr.m.wikipedia.org/wiki/socialisme.com](http://fr.m.wikipedia.org/wiki/socialisme.com), page consultée le 20 avril 2023 à 08h03min.

particulier qu'il fait à l'endroit de Marx est de transformer des hypothèses en dogmes. Il écrit à ce sujet :

L'hégélianisme, c'est la renaissance du tribalisme, et l'importance historique de Hegel vient de ce qu'il est, en quelque sorte, le maillon manquant de la chaîne reliant Platon au totalitarisme moderne. Si les tenants de celui-ci ignorent ce qu'ils doivent à Platon, la plupart d'entre eux savent fort bien ce qu'ils doivent à Hegel, dont ils ont appris le culte de l'Etat, de l'histoire et de la nation⁴¹.

En tant que défenseur du libéralisme, Karl Popper estime que le socialisme de Karl Marx, ayant abouti à la social-démocratie aliène sans doute les libertés individuelles. Il faudrait détacher les individus de cette tyrannie sociale auquel ils sont confrontés.

2. La pensée marxiste : une aliénation collective ?

Karl Marx est né le 5 mai 1818 à Trèves dans le grand-duché du Bas-Rhin et mort le 14 mars 1883 à Londres, est un homme de science polyvalent et de culture très vaste et variée : philosophe, historien, sociologue, économiste, journaliste, théoricien de la révolution, socialiste et communiste. Auteur d'une œuvre immense, il est plus connu pour sa conception pragmatique de l'histoire, son analyse des rouages du capitalisme et de la lutte des classes. Au carrefour de la philosophie allemande, du socialisme français et de l'économie politique anglaise, Marx va fonder ce qu'il est convenu d'appréhender sous le vocable de socialisme scientifique, en s'inspirant notamment de la dialectique hégélienne et du matérialisme de Feuerbach.

Les origines terminologiques du mot socialisme restent confuses, même s'il est avéré que le mot et l'idéologie qu'il recouvre, plurielle au départ, apparaissent en 1831 dans un hebdomadaire protestant *Le Semeur* sous la plume d'Alexandre Vinet qui, l'oppose alors à l'individualisme. En 1848, cette idéologie devient le paradigme essentiel des rapports entre l'individu l'Etat et la société. En montrant le caractère profondément injuste de la condition ouvrière, le socialisme qui peine à s'enraciner va offrir un nouveau paradigme politique au XIXe siècle : ce qui va opposer la bourgeoisie au prolétariat. Cette contestation se présente sous une triade révolution à la fois morale, politique et économique. Il existe en réalité plusieurs formes de socialismes. Sans s'égarer dans les méandres de cette idéologie, on peut tout de même faire mention de certaines formes à l'instar du socialisme utopique ou de l'anarchisme de Proudhon et Bakounine. Dans le souci de tracer les frontières à notre

⁴¹ Karl Raimund Popper, *La Société ouverte et ses ennemis. Hegel et Marx*, tome 2, p. 21.

investigation, le socialisme scientifique, matérialiste ou historique de Karl Marx constituera le plat de résistance de ce diner épistémologique.

Fondé sur le principe selon lequel la lutte des classes est le moteur de l'histoire, le marxisme peut regorger différentes interprétations de nos jours qui, en analogie aux différentes analyses qu'on donne au machiavélisme peuvent sembler erronées. Toutefois, dans la conception classique, il peut être compris comme un système général de l'Être, du Devenir et de la connaissance avec en son centre le matérialisme dialectique et historique. Il peut également être perçu comme une philosophie de l'histoire mettant en évidence la prédominance de la volonté du système économique. Ici, le marxisme cesse d'être une philosophie générale pour une théorie économique. On peut également l'apercevoir comme une méthode d'analyse du cours de l'histoire de la société. A ce titre, elle devient comme une science de la compréhension de la société et de ses différentes mutations dont le socialisme scientifique est la pierre angulaire voire l'assise fondamentale.

Selon *Le Dictionnaire philosophique Jacqueline Russ*, il peut se définir comme étant une conception matérialiste et dialectique de l'histoire, liée aux principes d'une praxis révolutionnaire qui fut développé par Karl Marx et son collaborateur Friedrich Engels. Elle est constituée par le matérialisme historique ainsi que par une analyse économique du capitalisme. Le marxisme est un courant de pensée politique, sociologique et économique fondé sur les idées de Karl Marx et Friedrich Engels qui repose sur la participation au mouvement réel de lutte des classes afin de parvenir à une société sans classes sociales, sans patriarcat, démocratique, mettant fin à l'Etat et basée sur la propriété collective des moyens de productions en tant qu'étape succédant au capitalisme.

L'ensemble de la pensée politique du philosophe allemand est contenu dans son opuscule *Le Capital*. Il découvre que tous les rapports ont leur fondement dans les faits économiques. Autrement dit, pour l'auteur de *L'Idéologie allemande*, les rapports interhumains dépendent du mode de production. Ainsi, pour lui, la société compte une succession de cinq principaux types fondamentaux de modes de production entre autre la communauté primitive, l'esclavage, la féodalité, le capitalisme et le socialisme.

De plus, les premières lignes du *Manifeste du parti communiste* renseignent un peu plus sur la vision marxiste de rapports sociaux à l'aune de cet célèbre aphorisme « *l'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes* ». Cette analyse qui présente l'affrontement de deux grands modes de production à travers la lutte entre la

bourgeoisie minoritaire et la masse prolétaire. En effet, l'œuvre de Marx suscitée met en exergue l'histoire de la formation de deux types de consciences correspondant à deux classes sociales diamétralement opposées : la conscience dite bourgeoise et celle prolétaire.

L'objectif de Marx est la transformation de la société, voire du monde dans le but de libérer l'homme de toutes formes d'aliénation. L'histoire est la trame où s'effectuent toutes les transformations y compris celle des consciences. La position de l'individu dans les rapports de production est pour Marx l'élément essentiel de la définition de sa classe social. Pour lui, le communisme sonne le glas pour débarrasser la société de cette division de classe. Autrement dit, pour l'auteur de *L'Idéologie allemande*, le socialisme apparaît comme la définition idoine de l'existence d'une société dépouillée des oripeaux de la lutte des classes. Dans ce choc d'intérêts, les prolétaires conscients de la dictature de la classe bourgeoise et de l'échec de la constitution d'une conscience collective trouvent nécessaire l'action révolutionnaire qui devrait sous-tendre la révolution prolétarienne et aboutir à la néantisation du droit et de l'Etat bourgeois, puis à l'avènement d'une société sans classe. Car, pour Marx et Engels, la vérité ne se trouve point dans « *le ciel embrumé de l'imagination philosophique* »⁴², c'est dans l'action que l'homme copine avec celle-ci.

Ainsi, toute action dans la théorie marxiste sera jugée bonne du moment où elle est orientée dans le sens de la révolution qui vise le renversement des valeurs pour une équité au sein de la cité. Car comme dirait Machiavel dans *Le Prince*, tous les moyens sont bons lorsqu'ils sont efficaces et c'est la fin qui justifie les moyens employés pour aboutir à un résultat concret. Il s'agit de penser les mécanismes d'un vivre-ensemble dans un Etat qui favorise l'atmosphère d'une égalité tant juridique que politique, avec les mêmes avantages, les mêmes considérations, privilèges économiques, sociaux et culturels comme dans les sociétés contemporaines. Contrairement à Hegel qui voue un culte à l'Etat, Marx milite pour la suppression d'un Etat fort et non à sa disparition. Popper n'oublie pas de souligner cette idée dans le second tome de son opuscule *The Open society and its Enemies* lorsqu'il affirme : « *Mais, pour les extrémistes, tout gouvernement de classe étant nécessairement une dictature, donc une tyrannie, on ne peut établir une véritable démocratie qu'en créant une société sans classes après avoir renversé, au besoin par la force, la dictature capitaliste.* »⁴³. Il faut

⁴² Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste* (1847), trad. Etienne Balibar, Paris, Bordas, 1986, p. 8.

⁴³ *Ibid.*, p. 104.

comprendre par cette assertion marxiste que la lutte des classes et la révolution sont des moteurs principaux autour desquels gravitent les idées de Karl Marx.

Pour mettre place à une société sans classes, il faut évincer la bourgeoisie dominante pour faire place à une société à modes de production communistes. Cette idéologie fera naître chez le philosophe allemand le concept de matérialisme historique qui, représente une vision scientifique et économique de la société à l'aune de la lutte des classes. Contrairement aux anarchistes suscités, pour passer du capitalisme au communisme, les marxistes estiment que l'Etat doit jouer un rôle prépondérant. Car pour eux, tant que les antagonismes de la lutte des classes ne vont pas disparaître, l'Etat doit jouer un rôle transitoire. C'est dire que le contrôle de l'Etat est décisif pour opérer les changements souhaités.

La thèse centrale des travaux de Marx et de son compatriote Engels consiste donc à renversement de valeurs. Il s'agit de rompre avec l'illusion de l'égalité que berce la démocratie car pour eux, la cité a toujours connu un schisme entre les classes prolétaire et bourgeoise. C'est dire que la société de Marx est la pale copie du totalitarisme platonicien et aristotélicien qui consiste à ce que dans la cité il y a des oppresseurs et des opprimés car, dans la cité gréco-romaine, il y a toujours existé des vassaux, des esclaves, des serfs et des maîtres.

Cette révolution Marx estime qu'elle est d'abord nationale, puis le phénomène va s'internationaliser. D'où cet appel à l'union des prolétaires pour ce renversement de valeurs tant souhaité. Raison pour laquelle il affirme dans *Le Manifeste* que : « *les ouvriers n'ont pas de patrie* »⁴⁴, puis dans d'insistance et sous une aggradation ascendante qui incite à une forme de rébellion, il dira : « *les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner* »⁴⁵. Dans un élan de conscientisation comme dirait Martin Luther King qui appelle le noirs à se serre les coudes, Marx lance un appel à tous les prolétaires en ces termes : « *prolétaires de tous les pays, unissez-vous* »⁴⁶. Cette révolution prolétarienne qui s'étend à l'internationale est une forme de libération de l'aliénation de l'homme afin d'épurer l'exploitation de l'homme par l'homme issue du capitalisme.

Ce qui signifie que pour Marx il faut opposer le collectivisme à l'individualisme qui perpétue et justifie les inégalités aliénant au passage les valeurs axiologiques de l'homme néandertalis. Raison pour laquelle à l'égoïsme capitaliste, il faut la solidarité communiste, à

⁴⁴ *Ibid.*, p. 43.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 65.

⁴⁶ *Idem.*

la propriété privée, il substitue la propriété collective qui pourra se réaliser suivant une équation « *de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins* ». ⁴⁷ Cette remarque signifie que Marx conditionne la liberté sociale par la néantisation de la bourgeoisie capitaliste qui milite plutôt en faveur de « l'exploitation de l'homme par l'homme ».

Il s'agit ici de rendre l'homme responsable, voire maître et possesseur non seulement de la nature qu'il est appelé à transformer pour son épanouissement et de l'histoire en cours d'écriture, mais de lui-même en tant qu'il est un élément constitutif du cosmos. C'est la seule façon pour l'homme d'être « sujet-auteur » et « sujet-acteur » de son histoire. Il vivra alors en ce moment une histoire dont il est lui-même concepteur et producteur. Le matérialisme historique octroie à l'homme une porte de sortie vers l'humanisation de son être en le posant comme valeur absolue sur l'échelle des valeurs. Il donne donc à l'homme les clefs de l'histoire comme le Dieu chrétien avait donné les clefs de la terre à sa créature la plus parfaite c'est-à-dire l'homme, comme il l'a fait à Adam et Eve au jardin d'Eden ou à Noé avant le déluge.

Au demeurant, dans *le Manifeste du parti communiste*, Karl Marx et Friedrich Engels montrent que la lutte acharnée qui a toujours perduré entre deux classes opposées est le moteur de l'histoire de toute société et cet aléa de leur point de vue transgresse le cadre domestique spécifique à un pays, mais global. L'historicisme matérialiste de Marx et Engels qui est une sorte de révolution de la dictature bourgeoise pour une tyrannie communautaire n'enferme-t-elle pas l'homme dans un essentialisme qui annihile sa liberté ? L'homme est-il à mesure de se construire une conscience historique ?

3. Popper contre l'historicisme de Karl Marx

La théorie des Etats futurs, des sociétés absolues a fait l'objet d'une longue et pénible bataille de la part de Karl Raimond Popper. Comme nous l'avons mentionné dans les précédents chapitres, le philosophe allemand récuse cette vision de l'Etat de droit, car dit-il, cette manière de concevoir la société est aujourd'hui à l'origine de toutes les formes de tyrannies dans les Etats actuels. Dans ce chapitre, la théorie de la lutte des classes qui est à l'origine de l'histoire des sociétés et leurs transformations qui sont remis en cause.

L'historicisme dans la conception poppérienne est une doctrine qui renseigne sur le fait qu'il existe une histoire théorique qui recherche les lois de l'évolution historique. On peut

⁴⁷ *Ibid.*, p. 28.

encore l'appréhender comme une vue général et totalitaire de la société entraînant ainsi des prédictions sur l'avenir de la société. Il s'agit ici de mettre en évidence les lois qui régissent l'évolution de toute l'histoire de la société. Ce qui donne la possibilité d'une certaine prévision historique que l'auteur de *Conjecture et Réfutation* qualifie de totalitarisme et qu'il se donne pour projet de remettre en cause. Ainsi, il donne cette toute autre définition de l'historicisme :

Ce que j'entends par historicisme sera compliqué en détail dans cette étude. Qu'il me suffise de dire que j'entends par là une théorie, touchant toutes les sciences sociales ; qui fait de la prédiction historique sciences sociales ; qui fait de la prédiction leur but principal, et qui enseigne que ce but peut être atteint si l'on découvre les rythmes ou les patterns, les lois ou les tendances générales qui sous-tendent le développement historique⁴⁸.

Contrairement à Marx qui fait de la lutte des classes l'histoire de toutes les sociétés, Popper pense que l'historicisme ne saurait être universellement concevable dans la mesure où chaque Etat a ses lois et on ne peut prendre une loi pour l'appliquer ailleurs. Il reconnaît certes des lois sociologiques qui gouvernent le comportement des humains, mais qui peuvent s'appliquer dans un cadre précis. Pour lui donc, l'historicisme repose sur l'illusion des prévisions historiques. S'appuyant sur la loi de l'offre et de la demande dans le marché économique, il ressort que c'est un problème global, mais qui ne peut être traité que dans un cadre de société domestique c'est-à-dire particulier. Pour une bonne compréhension de la critique poppérienne de l'historicisme de Marx, il convient de l'aborder sous deux axes.

Pour le philosophe anglais, l'historicisme est une théorie de l'évolution sociale dont les bases ne sont pas solides et vouées à la critique. Ainsi, son article *Misère de l'historicisme*, il opère une sorte de critique de la raison historique et rejette la possibilité d'une histoire théorique puisque selon lui il ne peut exister une théorie du développement historique sur laquelle on puisse fonder des prédictions comme l'envisage Marx. Il convient donc de ressortir les failles et la dangerosité d'une telle pensée. Il est donc évident que la conception poppérienne trouve ici tout son substrat tant bien qu'elle épargne la société d'une science historique permettant la prophétisations. De plus, pour Popper c'est l'influence qu'a le totalitarisme des philosophes de l'histoire sur la société actuelle qu'il convient d'examiner

Le second axe de cette psychanalyse consiste à examiner les effets dans l'histoire que certaines pensées de l'histoire ont de néfastes. Penseur du libéralisme, Popper comme Hannah Arendt et Raymond Aron ont connu un certain traumatisme du totalitarisme, raison

⁴⁸ Karl Raimund Popper, *Misère de l'historicisme* (1956), trad. Hervé Rousseau, Paris, Plon, 1960, p. 9.

pour laquelle il a commis son opuscule *The Open Society and its Enemies* pour examiner les fondements d'un tel système en mettant notamment un accent particulier sur Platon, Hegel et Marx. C'est pourquoi dans le chapitre premier de l'ouvrage susmentionné il affirme :

*Un exposé exhaustif de ce que fut le développement de l'historicisme et de ses rapports avec le totalitarisme pendant la période allant de Platon à Hegel et à Marx dépasserait les limites assignées au présent ouvrage. C'est pourquoi je me bornerai à étudier la manière dont Aristote, reprenant l'essentialisme de Platon, a influencé l'historicisme de Hegel et, partant, celui de Marx*⁴⁹.

L'historicisme prétend selon Popper d'actualiser des lois de l'évolution historique et réaliser des prophéties par la connaissance des mécanismes du changement social, à l'exemple de Marx dont le dessein est de dévoiler la loi économique du mouvement de la société. Comme un vrai homme de science, Popper ne rejette pas les thèses de la pensée historiciste sans l'avoir présentée afin de ressortir ses insuffisances. Ainsi, dans cet examen critique que se livre l'auteur d'*Alles Leben ist problemlösen*, sur les thèses de l'historicisme qui prennent appui de la réussite des sciences de la nature pour une transposition idem dans les sciences sociales, il s'agit de réfuter totalement l'idée selon laquelle on peut par l'intermédiaire d'une histoire théorique, élaborer des prédictions sociales à long terme.

Ici, comme la raison fut déniée aux noirs par Hegel et compagnie, on dénie à cette faculté inhérente au genre homo la capacité de construire politiquement un monde différent et plus raisonnable. Car, lorsque Marx annonce la venue d'un royaume de liberté dans lequel les affaires des hommes seront mieux planifiées, il affirme aussi la condition d'un suivisme moutonnier et aveugle des lois de l'évolution historique auxquelles l'homo sapiens doit se soumettre sans cela rien ne se fera. On le voit, avec la méthode historiciste, l'évolution de la société ne souffre de rien, mais selon une direction essentialiste déterminée d'avance comme dans l'harmonie préétablie de Leibniz ou la théorie du premier moteur pris chez Aristote par Saint Augustin qui fait de Dieu ce moteur créateur des univers et de tout ce qui existe. Pour illustrer cette pensée écoutons Marx cité par Popper :

*Alors même qu'une société est arrivée à découvrir la pente de la loi naturelle qui préside à son mouvement, (...) elle ne peut ni dépasser d'un saut ni abolir par des décrets des phases de son développement naturel. Mais elle peut abréger la période de gestation ; et adoucir les maux de leur enfantement*⁵⁰.

⁴⁹ Karl Raimund Popper, *La Société ouverte et ses ennemis. Hegel et Marx*, tome 2, p. 9.

⁵⁰ Karl Marx, préface du *Capital* (1867), trad. Etienne Balibar et al. Paris, Quadrige, 2014, pp. 20-21.

Le marxisme invite donc à la transformation sociale, mais enseigne aussi un essentialisme dans lequel l'homme en venant au monde est déjà prisonnier d'une histoire où les dés sont jetés et plus aucun moyen de modifier certains mouvements de l'histoire. Il ressort donc par-là une sorte de contradiction, car l'exhortation activiste de Marx dans le onzième aphorisme sur Feuerbach, « *jusqu'ici, les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, il s'agit désormais de le transformer* », est perçu par Popper comme une pure chimère, une illusion, car dit-il : « *les historicistes ne peuvent qu'interpréter le monde et l'aider de diverses manières : leur thèse, cependant est que personne ne peut la modifier* »⁵¹. L'historicisme pense pouvoir examiner les différentes civilisations dans leur dynamisme et en discerner la tendance pour transposer dans les forces sociales comme une loi physique qui nous permet de déplacer un élément d'un point A vers un point B. Popper estime que cette théorie ne peut s'appliquer qu'à partir de la méthode individualiste et non totalitariste.

C'est dire que l'analyse des phénomènes ne peut s'effectuer qu'à partir de l'analyse des phénomènes simples et individuels et ne peut considérer les grands ensembles sociaux comme les réalités nettes et clairement déterminées. Popper démontre qu'une tendance peut changer à tout moment et ne permettant plus de prédilection, c'est pourquoi la critique de la philosophie de l'histoire n'apparaît pas une vaine et servile critique, elle récuse le fait de confondre les lois et les tendances de l'histoire. L'erreur de ce mouvement de pensée est donc de vouloir absolutiser des mouvements généraux et d'en faire des lois d'évolution non vérifiables, et d'établir sur leur base des prédictions.

On comprend pourquoi Popper s'insurge de la pratique totalitariste du marxisme pour qui, les lois globales déterminent l'orientation du développement de l'humanité. A l'aune de cette théorie, le philosophe anglais montre et dénonce les conséquences absurdes de l'historicisme qu'il considère comme étant une pratique des sciences sociales qui font de la prévision historique le dessein téléologique du cosmos. Il objecte donc l'impossibilité d'une telle pratique car : « *il ne peut exister de théorie scientifique du développement historique sur laquelle puisse se fonder la prédiction historique (...) c'est pourquoi le propos essentiel des méthodes historicistes n'est pas fondée et l'historicisme n'est pas fondée* »⁵².

⁵¹ Karl Raimund Popper, *Misère de l'historicisme*, p. 66.

⁵² *Ibid.*, p. 10.

L'historicisme paraît donc comme le culte sinon la célébration de l'irrationnel du simple fait qu'il est sans fondement recevable et dans un essentialisme aiguë, elle constitue d'ailleurs de la raison et de la liberté qui sont là, les fondamentaux de l'homo sapiens. Cette articulation qui constitue un tournant évaluatif de l'historicisme, est la justification même de l'influence néfaste que cette doctrine a sur le tissu social. C'est donc pas un pure fantasme si Popper y a consacré jusqu'à deux ouvrages pour montrer au moyen d'une argumentation bien structurée que cette entreprise menée par Marx est vaine et sans scrupule. Car si le dernier mentionné se borne dans sa prédiction des actions sociales, Popper mènera une critique virulente vis-à-vis de son compatriote pour montrer l'impossibilité d'une quelconque prédiction des méthodes scientifiques sur le cours de l'histoire.

Il faut comprendre le quiproquo qui existe par le fait que, pour l'un, l'histoire est une quête achevée, tandis que pour l'autre elle est en cours d'écriture. Cette analyse croisée poppérienne est une démonstration des lacunes dont fait montre l'historicisme tant dans le domaine épistémologique qu'en politique. Car, pour lui, cette idéologie s'apparente à une sorte de croyance dogmatique qui laisse échapper une forme de fatalité pour l'homme cartésien qui est défini à l'aune de son *cogito*. On comprend donc avec le marxisme que la réforme que veulent apporter les penseurs libéraux est impraticable, car l'histoire étant régie par des normes inviolables et inchangeables, elles tendent le mieux à la prédiction et comme dirait Rousseau, l'obéissance aux lois est liberté.

Suivant cette logique de chose, le respect aveugle aux lois dont font allusion les théoriciens de l'historicisme copine fort bien avec le totalitarisme moderne dont elles ont à la manière de Jean-Baptiste qui prépare les sentiers à Jésus dans les Evangiles, préparent aussi cyniquement le terrain en élaborant des théories qui ont rendu possible son avènement au grand jour. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Popper estime que les théoriciens de l'historicisme constituent une entrave à l'avènement de la société ouverte. En d'autres mots, le penseur autrichien précise dans le tome 1 de *La Société ouverte et ses ennemies* que Platon, Aristote, Hegel et Marx sont des belligérants de la société ouverte. Voilà pourquoi il souligne à cet effet :

Les hommes qui auront conquis le pouvoir et survécu aux combats et aux purges formeront vraisemblablement une nouvelle classe dirigeante, sorte d'aristocratie ou de bureaucratie renaissante, mais ils tâcheront d'éviter que cela se sache. Ils y réussiront d'autant plus aisément qu'ils maintiendront l'idéologie révolutionnaire en l'utilisant à leur profit. Ils auront également avantage à exploiter la crainte de

*mouvement contre révolutionnaire. Bref, ils feront de l'idéologie marxiste le nouvel opium du peuple*⁵³.

Cette assertion nous permet de voir comment s'opère au plan politique la critique poppérienne vis-à-vis de la pensée marxiste. En s'attaquant à cette doctrine qui est comme un prolongement des fragments parménidien de l'harmonie universelle, du non changement. Popper veut résolument combattre le dogme c'est-à-dire le fixisme d'un avenir à l'aune des mécanismes d'une loi de la *phusis* immobile. Popper est donc d'avis avec Héraclite qui pense qu'on ne se baigne pas deux fois dans un fleuve.

En d'autres mots, pour le philosophe autrichien, l'internationalisation de l'histoire serait une erreur dans la mesure où chaque Etat a sa loi. On peut donc alors comprendre pourquoi dans la théorie de justice, John Rawls estime que la justice est une affaire de sphère. Internationaliser une loi à travers l'histoire semble donc une entreprise fastidieuse, ardue et soporifique du fait qu'il n'y a pas un Etat international qui puisse mettre sur pied une justice universelle bien qu'ils existent des organisations internationales comme l'Organisation des Nations Unies (ONU) l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et bien d'autres, susceptibles de gérer des antagonismes globales, mais celle-ci ne serait pas à même de définir la constitution d'un Etat. Car vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà. Sans dévaluer la vision marxiste du progrès, Popper estime qu'une bonne vision du développement n'est cependant automatique et inexorable. Raison pour laquelle il pense que cette vision découle totalement des lois prophétiques sociales. Devant la foi aveugle à ces lois qui font échapper l'avenir à l'indétermination se cache le rêve d'un monde conforme à nos souhaits, clairement planifié par notre raison, en fait, paradoxalement, le rêve d'une absence de changement qui à terme engendre le totalitarisme.

Dans son opuscule *Classe et Nation dans l'histoire de la crise contemporaine*, Samir Amin affirme : « les lois de la société n'agissent pas comme les lois de la nature et nous ne croyons pas à une cosmogonie englobant la nature et la société fut-elle qualifiée de dialectique matérialiste »⁵⁴. Cette assertion montre que le matérialisme historique qui est à la base de la conception marxiste du pouvoir à l'aune de la lutte des classes est du goût de Samir Amin une erreur et une mauvaise analyse de l'histoire. Car le bilan qu'il présente dans son pamphlet suscite situe le progrès et l'origine de la société sans classe, ni lutte.

⁵³ *Ibid.*, p. 95.

⁵⁴ Samir Amin, *Classe et Nation dans l'histoire et la crise contemporaine*, Paris, Minuit, 1979, p. 13.

Selon lui, toutes les sociétés humaines dit-il sont passées par trois stades consécutifs. Il situe le premier niveau dans ce qu'il nomme « le communisme primitif », sorte d'état de nature rousseauiste sans classe. L'économiste politique franco-égyptien estime qu'à ce stade de l'histoire des sociétés, il n'existait ni famille, ni nation, encore moins d'Etat ou classes sociales. Il est donc logique qu'en l'absence de classes sociales, la lutte des classes à l'origine de la conception marxiste de la cité est un leurre. Car pour Samir Amir, la lutte des classes trouve son fondement qu'avec la naissance de l'Etat qui dans sa forme organisationnelle regroupe les hommes selon les circonstances.

Comme Rousseau situe l'avènement des inégalités avec la naissance de l'Etat, Samir aussi pense que la naissance de l'Etat est à l'origine de la lutte des classes. Il semble opportun de rappeler ici que cette lutte des classes se situe au second stade de l'évolution qu'il nomme « l'état tributaire ». Comme son nom l'indique, cette étape connaît la naissance des concepts d'exploitation et de domination. Ce stade est aussi celui du développement des grandes forces productives, c'est d'ailleurs ce qui explique l'apparition des classes et fait émerger la division de la société à l'aune des économies qui vont débloquent le saumon de l'antagonisme des consciences en opposition. Ainsi donc, on aboutit au capitalisme, dernière étape d'un processus qui verra naître en son sein « le socialisme » qui va fondre au communisme mieux, au collectivisme.

Au demeurant, le dématérialisme historique de Popper met en relief le culte de l'irrationnel, de l'historicisme marxiste qui plonge la société dans un totalitarisme donc Platon porte les germes et qui est aujourd'hui à l'origine des dictatures dans le monde contemporain. Raison pour laquelle Popper estime que Platon, Hegel et Marx sont les ennemis de la société ouverte qui se veut être démocratique. Bref, la vision poppérien de la société récuse le progrès de la société par des lois historiques, mais une société en cours d'écriture qui évolue par succession d'erreurs.

Au terme de l'analyse de cette première partie de notre travail qui consistait à présenter les fondements de la pensée poppérienne de la démocratie, il apparaît clairement que Popper s'oppose à la conception platonicienne, hégélienne et marxiste du pouvoir, lesquelles conceptions ont conduit à l'historicisme et au totalitarisme. Le libéralisme de Popper revendique les libertés individuelles et la formation des gouvernements compétents au sein des Etats. En tant que défenseur du libéralisme, Popper dans le tome 2 de *Toute vie est résolution de problèmes*, le penseur autrichien commence d'abord par déconstruire la conception classique de la démocratie. Pour lui, la démocratie ne doit plus être le gouvernement du peuple, mais plutôt pouvoir de destitution de la majorité. Popper s'oppose à la gouvernance populaire que nous observons dans les régimes démocratiques depuis l'Antiquité grecque. D'après lui, la gouvernance populaire pose de nombreux problèmes dans la mesure où elle empêche le peuple de s'affirmer à l'intérieur de l'Etat et de gouverner convenablement. Ainsi, « la société ouverte » de Popper est celle dans laquelle les libertés individuelles et la bonne gouvernance sont possible, en opposition à la « société close » qui est hostile à la démocratie et par conséquent, aliène les libertés individuelles.

**DEUXIEME PARTIE : LA SOLUTION POPPERIENNE DE
LA DEMOCRATIE : « QUAND GOUVERNER, C'EST
POUVOIR DESTITUER »**

Le mouvement de notre analyse, dans la première partie de l'étude a préparé le terrain à la tâche qui fera ici l'objet d'une attention particulière. Il s'agit du décryptage de la solution démocratique de Popper. Si l'étude de l'enquête généalogique du totalitarisme conduite par Popper s'est avérée nécessaire, c'est précisément parce qu'on pouvait voir par cette étape comment se prépare progressivement la formulation d'une démocratie pacifiste dans le tome 2 de *Toute vie est résolution de problèmes*. Chez Popper, « gouverner, c'est pouvoir destituer »⁵⁵. En se contentant d'une lecture diagonale des écrits qui donnent corps au versant politique de la pensée poppérienne, on pourrait fort bien penser qu'il est plus facile d'étudier la démocratie comme un régime politique pacifique. En fait cela est tout à fait possible et même relativement aisé. Néanmoins, on romprait cette conception de la démocratie comme pouvoir du peuple. Pour éviter une telle césure nous étudierons cette poudre maitresse d'un projet politique qui dont on s'emploiera à souligner la nouveauté. Il est aussi nécessaire de prendre en compte la structure même de la philosophie politique de Popper. Celle-ci s'élabore à partir d'une critique de conceptions jugées inefficaces. Les positions poppériennes se dégagent toujours au terme d'une réfutation systématique des conceptions prises quelquefois assez rudement. A tout bien considéré, la théorie de la démocratie de Popper ne devient vraiment compréhensible que lorsqu'on l'oppose à la théorie classique de la politique mieux de la démocratie dans sa conception classique. Il s'agira d'abord de présenter les conceptions auxquelles il s'oppose ; ensuite viendront ses propres thèses assorties de détails illustratifs, et enfin, la finalité et les enjeux de sa démocratie poppérienne.

⁵⁵ Nous devons ce terme au penseur camerounais Anselme Armand Amougou Afoubou, précisément dans son article intitulé : « La théorie poppérienne de la démocratie. Quand gouverner, c'est pouvoir destituer », in Alice Salomé Ngah Ateba (dir.), dans *Le rationalisme critique d'Essais et d'Erreurs autour de Karl Popper*, préface de Roger Mondoué, Yaoundé, Monange, 2023, p. 291.

CHAPITRE IV : PRINCIPES DU FAILLIBILISME POLITIQUE DE POPPER

Nous nous proposons dans ce chapitre d'exposer les conceptions épistémologico-politique auxquelles Popper a posé les fondements de sa pensée politique. Nous tacherons en trois points de couvrir l'essentiel de l'argumentation originelle. Il sera tour à tour question du rationalisme critique, du sens de l'écriture de l'histoire, et de science et démocratie chez Karl Popper. Le rationalisme critique de Popper réhabilite la place du sujet et son caractère, dans le but de prendre part aux débats rationnels et à la prise des décisions au plan épistémologique et politique. Ainsi, Popper s'insurge contre l'irrationalisme et le relativisme scientifique. Cela s'observe dans sa conception politique par sa remise en question de la politique dogmatique. D'après lui, la démocratie représentative doit céder place à la démocratie participative.

Pour ce qui est du sens de l'écriture de l'histoire, Popper pense que la cadence que doit avoir l'écriture de l'histoire doit prendre en considération le sens musical du vécu de chaque société. Autrement dit, l'histoire de chaque société est la résultante de son contexte politique et son l'anthropologie sociale. Tandis que science et politique sont étroitement liées dans la pensée politique de notre auteur. Il s'agit dès lors d'une véritable école de sagesse, qui marque l'affirmation d'un Etat libéral. Le rationalisme critique de Popper permet à l'homme politique d'être prudent. Il met également notre société à l'abri du chaos.

1. Le rationalisme critique de Popper : prolégomènes pour un Etat libéral

Le philosophe Karl Popper tenant le rationalisme critique, se fait un honneur de ne pas être un philosophe de la croyance. Par-là, il s'oppose à la tradition philosophique qui fait de la certitude subjective le problème fondamentale de la vérité et du développement. Pour Popper, il faut poser l'existence d'une connaissance sans sujet connaissant et renoncer à la problématique subjective du jugement et de la croyance, et c'est à cette condition que l'on peut comprendre quelque chose de la question de la vérité. Il affirme à cet effet :

Quand je parle de rationalisme, je n'ai pas en vue une théorie philosophique, comme celle de Descartes par exemple, pas plus d'ailleurs que la croyance, si peu raisonnable, selon laquelle l'homme n'est qu'un pur être de raison ou de rationalisme, ce n'est rien d'autre que la conviction que nous pouvons apprendre par la critique de nos fautes et de nos erreurs, et, en particulier. Par la critique des autres aussi bien que par l'autocritique. [...] Le rationaliste authentique ne croit donc pas que lui-même, ou quelqu'un d'autre, possède la connaissance. Il ne croit pas non plus que la simple critique nous construise à elle seule à de

*nouvelles idées. Mais il croit que seule la discussion critique nous permet, sur le plan des idées, de séparer le bon grain de l'ivraie*⁵⁶.

Le rationalisme poppérien est donc la doctrine qui pose les raisons discursives comme seules sources possibles de toutes connaissances épistémologiques et politique. La conception poppérienne du rationalisme a d'abord été développée en épistémologie dans *Conjecture et réfutation*, ceci dans l'optique de donner une place exceptionnelle à l'erreur aussi bien dans la recherche scientifique que dans le développement de l'esprit critique de l'*homo sapiens*. Cette critique se veut être constructive du fait que, dans la connaissance scientifique l'erreur est plus importante que le résultat.

Cependant, Popper, philosophe épistémologue, ne demeure pas moins une référence en philosophie politique. En effet, le rationalisme critique auquel il articule sa pensée s'applique aussi bien en épistémologie qu'en philosophie politique. Car il transpose ce rationalisme critique développé en épistémologie en politique, surtout dans sa conception de la démocratie. Gardant la même méthode d'application qui est de « *chercher à débusquer l'erreur qu'à démontrer la vérité* »⁵⁷. Pour lui, le rationalisme critique encore appelé faillibilisme, dans la pensée politique et dans la démocratie en particulier, à un grand rôle à jouer. Le rationalisme critique de Popper permet aux dirigeants politiques de cultiver en eux le sens de prudence dans la gestion des affaires de l'Etat et dans la prise des décisions.

Son analyse dans la démocratie a pour objectif de stopper les abus de pouvoir, d'évaluer la compétence de nos dirigeants dans la gestion des affaires de l'Etat. C'est pourquoi, il dit à ce propos : « *un gouvernement peut et doit être responsable devant le peuple. Un gouvernement du peuple ne peut l'être et il demeure irresponsable* »⁵⁸. Le faillibilisme poppérien vient en politique recadrer nos élus quant à la façon de diriger, en les faisant passer au scanner, afin de trouver les failles mieux, les erreurs dans leurs façons de diriger. L'enjeu est d'éviter les conflits sociaux, susceptibles de donner lieu aux effusions de sang. Dans cette conférence prononcée à Bad Homburg en 1991, Popper propose des mécanismes pour remédier au problème de l'existence. Il montre que toute vie est résolution de problème ; puis que, le monde a été créé de telle sorte que tout le cycle de vie permette de résoudre des problèmes. En effet, dès que l'on arrête d'avoir les soucis, on cesse aussitôt

⁵⁶ Karl Raimund Popper, *Toute vie est résolution de problèmes*, tome 2, pp. 20-21.

⁵⁷ Alice Salomé Ngah Ateba (dir.), « Les leçons de la science de Bachelard à Popper. Une réorientation de la sagesse de l'erreur », dans *Le rationalisme critique d'essais et d'erreurs autour de Karl Popper*, Actes du Colloque la Deuxième Edition de la journée de Philosophie des Sciences des 19 et 20 septembre 2022, Yaoundé, Editions Monange, 2023, p. 293.

⁵⁸ Karl Raimund Popper, *Toute vie est résolution de problèmes*, tome 2, p. 10

d'exister. Car, les soucis sont liés à notre existence tant bien chez à l'*homo sapiens* que chez l'animal. L'attitude rationaliste de Popper se pose en politique comme une éthique de la tolérance et de l'humilité.

De ce fait, le type de problème que l'on rencontre est en fonction de notre espèce et de notre mode de vie. L'homme est donc capable de résoudre tout comme l'animal les problèmes qui se présentent à lui au cours de son existence. Et la meilleure manière de pouvoir les résoudre selon Popper est de trouver les failles mieux les erreurs dans notre existence. Pour lui, la technologie a compris cela et a accepté ses limites afin de faciliter le cours de notre existence. C'est dans le but de parvenir à cela qu'il donne de la valeur à l'erreur. Pour lui, les erreurs ont plus de valeurs que les solutions. Il mentionne à cet effet que : « *la correction des erreurs est la méthode la plus importante de la technologie et de l'apprentissage en général. Dans l'évolution biologique, elle semble être la seule méthode de progrès* »⁵⁹. C'est de là que Popper part pour montrer que le système de vie est si bien organisé que, les problèmes que l'on rencontre ne sont adaptés qu'à un milieu de vie bien précis et à une époque bien déterminée et par ailleurs, les solutions qui en découlent doivent être en fonction de cela.

Voilà pourquoi il mentionne que : « *toute vie est résolution de problèmes* »⁶⁰, réaffirme Anselme Armand Amougou Afoubou. La pensée politique de Popper se veut d'être modeste tout comme sa pensée épistémologique car, comme le relève Jacques Lecomte : « *de même qu'il opte pour une épistémologie « négative », c'est-à-dire visant essentiellement à éliminer les erreurs, K. Popper se prononce en faveur d'une philosophie politique « négative » consistant à éliminer, voir à réduire les maux qui frappent l'homme plutôt qu'à chercher à lui apporter le bonheur* »⁶¹. Dès lors son « rationalisme critique » transposé au plan politique peut ainsi renforcer la liberté politique dans l'Etat. Le rôle de l'Etat libéral n'est pas de faire prospérer ou régner la loi de la majorité, mais plutôt de protéger les libertés individuelles et des minorités contre les plus forts et les plus nombreux.

L'Etat libéral chez Popper se pose en s'opposant à l'absolutisme et au totalitarisme. Cette forme d'Etat a émergé en Europe au XIX^e siècle après la Glorieuse Révolution, encore appelée ou la Seconde révolution anglaise (Révolution sans effusion de sang) de 1688. L'Etat libéral s'impose donc dans plusieurs domaines (politique, économique et sociale) car, il ne

⁵⁹ *Ibid.*, p.130

⁶⁰ *Ibid.*, p. 132.

⁶¹ Alice Salomé Ngah Ateba, *op.cit.*, p. 294.

s'est pas seulement s'imposé avec la formation du parlementarisme et des libertés publiques fondamentales, il naît à une époque prise en otage par l'hégémonie étatique, qui marque l'avènement de l'Etat-providence, encore appelé « Etat gendarme ».

Dès lors, l'avènement de l'Etat dans sa phase libérale « *s'explique par la conjugaison de trois mouvements qui constituent, (...) une régulation de l'Etat : la fin de la guerre, les progrès de l'Etat de droit et une nouvelle utilisation de la stratégie* »⁶². Selon Popper, l'Etat est un mal nécessaire. Pour cela, ses pouvoirs ne doivent pas être instrumentalisés par la majorité ou les plus forts. Autrement dit, les entités étatiques ne doivent pas être utilisées au-delà de ce qui est nécessaire. L'Etat naturel de Hobbes ou l'Etat civil de Rousseau sont réfutés par Popper car, dans ces deux formes de socialité, les libertés individuelles ne sont pas garanties.

2. Le sens de l'écriture de l'histoire et ses enjeux politiques

L'idée que se fait Popper de l'histoire n'a absolument rien avoir avec la façon dont elle a été théorisée par les historiens qui se sont consacrés à cette question. Sa propre vision se dégage d'une vive critique du sens et de l'écriture de l'histoire. Si la philosophie politique poppérienne se centre au premier chef sur une conception radicalement humaniste de la société, elle n'ignore pas, cependant, l'histoire ou plus exactement l'histoire constructive du monde social. A travers son œuvre, il se risque même à une interprétation générale du mouvement historique qui n'a pas la simplicité rustique qu'on lui prête un peu hâtivement et qui aspire seulement à en ressaisir la rationalité dominante.

Popper apporte des éclaircissements sur la méthode de l'écriture de l'histoire et le sens de son orientation. D'entrée de jeu, il pense que la cadence que doit avoir l'écriture de l'histoire doit tenir compte du sens musical du vécu de cette société. Cette prise de position ne signifie pas que le contenu de l'ouvrage de l'historien soit complètement ou même partiellement une affaire d'opinion. Cependant, ce que l'historien écrit doit être vrai, objectif pour que son opinion, décision et proposition ne possède pas les mêmes caractères que ces affirmations. C'est dans ce sens qu'il dit que : « *il n'est pas possible d'écrire l'histoire sans prendre position par rapport aux problèmes fondamentaux de la société, de la politique et des mœurs* »⁶³. Prenant en compte la démarche scientifique telle que la recherche des faits qui

⁶² Jean Picq, « L'Etat libéral, son droit et sa crise. Modèle français et modèle anglais (1800-1920) », in *Une histoire de l'Etat en Europe*, n° 13, 2009, p. 2.

⁶³ Karl Raimund Popper, *Toute vie est résolution de problèmes*, tome 2, p. 37.

permettent de réfuter la théorie, la recherche de l'erreur, Popper, invite les historiens à l'utilisation de la démarche scientifique sans négliger aucun critère. C'est ainsi qu'il les propose de ne pas négliger les hypothèses tout comme la science. Car « *il est donc impossible, en histoire comme dans les autres sciences, d'évacuer tout point de vue ; et l'idée que l'on puisse se passer de point de vue conduit forcément à une illusion et à un manque d'attention critique* »⁶⁴. Ainsi, l'illusion encre dans les disciplines n'empêche de parvenir à la connaissance et ne nous permet pas de falsifier ce que l'on veut atteindre comme connaissance.

Dans cette conférence prononcée à l'université d'Eichstatt en mai 1991, Popper expose le cynisme dans l'interprétation de l'histoire. Il présente la version cynique du monde présente dans les différentes doctrines politique au quels il a pu assister au cours de l'histoire. Car selon lui, « *la vision cynique de l'histoire soutien que – dans l'histoire et de manière générale – c'est toujours l'avidité qui domine (...) il en va ainsi dans le despotisme, et ce n'est pas très différent dans la démocratie – si ce n'est que dans la démocratie l'hypocrisie est peut-être pire encore* »⁶⁵. C'est ainsi qu'il expose la manière dont il a pu découvrir les pratiques cynique présentes dans le marxisme.

Cependant, il apporte une nouvelle conception de l'avenir lors qu'il dit : « *j'affirme que nous devons clairement distinguer le présent, que nous pouvons et devons évaluer, et l'avenir, qui reste largement ouvert et que nous pouvons influencer. C'est pourquoi notre devoir moral est de considérer l'avenir tout à fait autrement que comme une espèce de prolongement du passé et du présent* »⁶⁶. Voilà pourquoi, il appellera « *science historique les sciences qui s'intéressent aux évènements spécifiques et leurs explications, par opposition aux sciences généralisantes* »⁶⁷. Ainsi, Popper montre que tout comme la science, l'histoire a la possibilité et peut être comprise comme une science de par ses « théories historiques ».

Le sens de l'histoire chez Popper est également lié à son anti-autoritarisme. Cela permet de transiter de la société close vers la société ouverte, afin d'avoir un regard critique sur les faits et normes de la société : ce que Popper appelle le dualisme critique. Le regard critique en épistémologie et en politique est donc fondamental chez Popper car, c'est lui qui permet de mettre à l'écart les théories fausses. Cette politique a inspiré les théories politiques

⁶⁴ *Ibid.*, p. 41.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 141.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 149.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 45.

contemporaines, notamment le libéralisme politique. La polarité société close et société ouverte chez Popper permet d'expliquer le caractère absolument décisif et crucial d'un événement qui s'est déroulé dans la Grèce antique, l'émergence de l'autoritarisme scientifique et politique, instauré par Platon, et qui s'est matérialisé dans la philosophie moderne, notamment avec Hegel et Marx.

Ainsi, Popper adopte sur la politique un regard purement philosophique, en mettant en exergue les idées susceptibles de faire rayonner la société ouverte. C'est dans cette optique qu'il reconnaît la grandeur de Socrate ou Périclès : ces deux penseurs, qui prônaient le dialogue et la contradiction en philosophie, fondements même de la démocratie pluraliste. Il condamne de ce fait Platon, promoteur de l'absolutisme politique. Le sens de l'écriture de l'histoire chez Popper consiste à rechercher une société démocratique dans la pluralité des idées est possible, c'est-à-dire une société dans laquelle règne certaines libertés : notamment celles de penser et d'exprimer ses opinions, mais parce qu'il permet d'éliminer les erreurs au plan épistémologique et politique. Le but est de parvenir à une société favorable au consensus, c'est-à-dire qui donne la possibilité à chaque citoyen de prendre part à la libre discussion dans un Etat démocratique. Dans *La misère de l'historicisme*, le penseur autrichien affirme que :

*La science, et plus particulièrement le progrès scientifique, sont le résultat non pas d'efforts isolés mais de la libre concurrence des esprits. [...] Et les hypothèses concurrentes nécessitent une représentation personnelle : elles ont besoin des partisans, d'un jury et même d'un public. Cette représentation personnelle doit être organisée institutionnellement si l'on veut s'assurer qu'elle fonctionne*⁶⁸.

Au regard de cette affirmation, il convient de mentionner qu'avec Popper, nous avons indispensablement besoin d'une société suffisamment libre. Tout comme chez Friedrich Hayek, la liberté est le point de départ du libéralisme de la pensée politique de Popper. Si pour Hayek la liberté est absence de coercition, c'est-à-dire qu'elle « implique donc que l'individu dispose de quelque sphère de décision privée, de quelques éléments de son environnement sur lesquels d'autres ne sauraient jouer »⁶⁹, chez Popper, elle est une valeur ultime car, elle est l'expression parfaite de la démocratie participative. La question de connaître celui qui va gouverner l'Etat n'est plus envisageable car, le pouvoir souverain ne doit plus reposer entre les mains d'un individu omnipotent ou d'un autocrate, détenteur du pouvoir absolu, parce que cela peut conduire à l'autoritarisme. La négation de la notion d'autorité par Popper est le propre de sa philosophie libérale, qui découle directement de sa

⁶⁸ Karl Raimund Popper, *Misère de l'historicisme*, p. 32.

⁶⁹ Friedrich Hayek, *La constitution de la liberté* (1960), trad. Raoul Audouin, Paris, Collections Libéria, PUF, 2019, p. 19.

conception épistémologique. En outre, Popper établit une différence entre le caractère libéral d'un régime politique, qui influence sur la structure de coexistence sociale, et sa conception démocratique, qui va permettre de redéfinir les compétences d'un gouvernement légitime. L'histoire des peuples ne doit pas être tronquée car, le faire, c'est verser dans l'historicisme. Il écrit à juste titre que :

Ce que l'historien écrit doit être vrai, objectif, et lorsqu'il apporte son point de vue personnel sur les questions morales et politiques, il doit le faire avec suffisamment de clarté pour que ses opinions, propositions et décisions ne possèdent pas le même caractère que ses affirmations touchant les faits historiques⁷⁰.

L'histoire de l'humanité devrait en principe est l'histoire de tous les hommes et non celle d'une personne ou d'un groupe quelconque. Popper affirme qu'une telle histoire « devrait être l'histoire de tous les espoirs, de toutes les luttes et souffrances humaines. Car, aucun individu n'est plus important qu'un autre »⁷¹. La théorie falsificationniste de Popper qui consiste à rechercher l'invalidation d'une théorie à travers sa falsification expérimentale s'oppose à l'historicisme, qui renvoie à la misère de l'histoire.

3. Science et démocratie chez Popper

D'entrée de jeu, la méthode scientifique de Popper qui est le réfutationisme ou falsificationnisme est la théorie qui consiste à rechercher l'invalidation des théories scientifiques à travers sa falsification expérimentale. La falsification consiste à effectuer des tests reproductibles pour mettre à l'épreuve les hypothèses de départ. Car pour Popper on doit considérer une théorie comme falsifiée que si nous découvrons un effet reproductible qui la réfute. C'est dans ce sens que les philosophes camerounais Roger Mondoué et Philippe Nguemeta estiment que la falsifiabilité d'un énoncé est possible pour le penseur autrichien que si la logique autorise l'existence d'un énoncé d'observation qui lui est contradictoire. On peut le constater dans le passage suivant :

Popper suggère en effet de considérer un énoncé comme empiriquement informatif si et seulement s'il est testable ou falsifiable [...] mais précisons que le « falsifier » peut également signifier : « ce dont on peut démontrer empiriquement la fausseté ». L'idée qui se dégage de cette définition, c'est l'aversion contre le système de connaissances fondés sur des bases ultimes⁷²

⁷⁰ Karl Raimund Popper, *Toute vie est résolution de problèmes*, p. 37.

⁷¹ *Ibid.*, p. 56.

⁷² Roger Mondoué et Philippe Nguemeta, *Vérificationnisme et falsificationnisme. Wittgenstein vainqueur de Popper ?*, Paris, L'Harmattan, 2014, pp. 77-78.

Dans la pensée politique de Popper, science et démocratie sont étroitement liées. La conception de la démocratie que nous propose Popper dans *Toute vie est résolution de problèmes*, n'est que copie parfaite de son épistémologie dans *Conjectures et réfutations*. En effet, la philosophie politique poppérienne est tirée au fond de la rationalité scientifique qu'il appelle faillibilisme. Dans sa conception de la démocratie la critique est au cœur de toute connaissance. Ainsi, il prône la remise en question permanente des dirigeants politiques et la contestation de l'autorité, comme source de vérité. Pour lui, en cas d'abus liés à l'exercice du pouvoir par les dirigeants politiques, l'exclusion doit s'en suivre. Cette exclusion exprime clairement la légitimité des rapports de force science et politique.

Ces rapports ont pour objectif de promouvoir non seulement un libéralisme politique, mais aussi d'éviter les abus de pouvoir. Autrement dit, ils permettent de montrer que les principes de démocratie sont essentiellement libéraux, et non dictatoriaux. Tous ceci dans le but d'atteindre un développement durable. C'est dans cette logique que Popper pense que la technique a bien saisi les enjeux de la politique et a mis un accent sur ses limites, afin de faciliter une existence paisible au monde. Ainsi, la démocratie gagnerait à trouver des erreurs plutôt qu'à démontrer la vérité, car les erreurs dans un système politique ont plus de valeur que les vérités. En réalité, le penseur autrichien est conscient que les vérités peuvent plus tard déboucher sur la tyrannie ou à ce qu'il appelle lui-même dictature irresponsable de l'arbitraire⁷³. C'est dans cette optique qu'Anselme Armand Amougou Afoubou a pu écrire que :

Le progrès scientifique ne consiste pas en une accumulation d'observations, mais en un rejet des théories moins satisfaisantes et leurs remplacement par des meilleures » (Dortier, 2000 :209). En philosophie politique elle s'exprime à travers la nécessaire distinction entre les «sociétés closes » qui limitent les libertés individuelles et les «sociétés ouvertes » qui les promeuvent [...] l'application du rationalisme critique, notamment le critère de la réfutation, à la philosophie politique éloigne Popper de l'angélisme politique. Il ne cherche pas comme les l'auteur de la république, à créer une société politique parfaite ou paradisiaque, mais celle qui réduit les maux de l'humanité⁷⁴.

Popper transpose sa théorie réfutationniste en démocratie parce qu'elle nous permet d'éliminer les problèmes des Etats totalitaires, en remplaçant les dirigeants sanctionnés par un vote sans effusion de sang, tout comme il le fait avec les sciences sociales, en remplaçant les théories erronées par les meilleures.

⁷³ Karl Raimund Popper, *Misère de l'historicisme*, p. 10

⁷⁴ Anselme Armand Amougou Afoubou, *op.cit.*, pp. 293-294.

Cette façon d'associer science et démocratie permet également à Alain Boyer d'affirmer que : « *science et démocratie sont étroitement liées en ce sens que la communauté scientifique ne saurait être qu'une société ouverte et que le meilleur environnement pour sa survie et la démocratie* »⁷⁵. En fondant sa théorie démocratique sur la science, Popper n'a non pas seulement brisé la routine dans le système démocratique. Il a également montré que la démocratie en l'appliquant de cette manière déboucherait sur une irresponsabilité des dirigeants, à la corruption, à l'abus abus de pouvoir et à un gouvernement désinvolte. C'est pourquoi pour palier à tous ces maux sociaux, Hubert Mono Ndjana affirme que :

*Dans la typologie poppérienne, [...] est qualifié de démocratique un régime dans lequel les dirigeants peuvent être destitués par les dirigés sans effusion de sang. Tout autre gouvernement dans lequel la destitution des dirigeants ne peut passer que par la violence pourra être qualifié de tyrannique*⁷⁶.

On le voit, avec Popper, science et politique sont en symbiose, de telle manière que nul ne puisse prospérer sans l'autre. La démocratie n'est donc pas stable dans nos Etats modernes. Popper dénonce alors un antidémocratie, qui est le fait pour les dirigeants incompetents de ne pas appliquer les principes démocratiques. Ainsi donc, il « *entreprend de fonder une théorie singulière de la démocratie* »⁷⁷, qui se dresse contre l'autoritarisme politique. L'antidémocratie que dénonce Popper, est rattaché à la « société close » car, celui-ci promeut le totalitarisme politique, hérité des pensées platoniciennes, hégéliennes et marxistes. C'est également le tribalisme patriarcal, théorisé tour à tour par ces philosophes indexés, qui, nous l'avons vue, est à l'origine du totalitarisme et de l'historicisme au monde.

⁷⁵ Alain Boyer, « Libéralisme démocratique et rationalité » in *L'âge de la science, Lecture philosophiques. Ethique et philosophie politique*, vol. 1, Paris, Editions Odile Jacob, 1988, p. 107.

⁷⁶ Propos rapportés par Philippe Nguemeta dans *Dialogue avec Hubert Mono Ndjana sur la politique, la science et la société*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 147.

⁷⁷ Paul – Aarons Ngomo, « Sociotechnique et démocratie suivant *Misère de l'historicisme* et *La société ouverte et ses ennemis de Karl R. Popper* », Mémoire présenté en vue de l'obtention du Diplôme de Maîtrise en Philosophie, sous la direction d'Ernest Menyomo, Université de Yaoundé, 1991, p. 74.

CHAPITRE V : LA CONCEPTION POPPERIENNE DE LA DEMOCRATIE

Le chapitre précédent nous a permis d'explorer en profondeur, la structure des théories socio-politique qui ont permis à Popper de poser les jalons de sa théorie politique. On a ainsi pu voir tour à tour les fondements épistémologico-politiques de la pensée politique poppérienne. Dans ce chapitre, il sera question d'insister sur la conception poppérienne de la démocratie, telle que conçue dans *Toute vie est résolution de problèmes*.

1. Du rejet de la théorie classique de la démocratie

La Grèce antique nous a légué des prérequis de la philosophie politique qui sont encore d'actualité dans notre monde d'aujourd'hui. Elle a inventé l'idée de démocratie. Concept très lointain de notre ère, la démocratie a revêtu plusieurs sens selon que la forme soit directe ou indirecte. Ainsi, arrêter une définition à la démocratie a toujours semblé une entreprise ardue et soporifique. La complexité de son applicabilité dans un monde en proie à de nombreuses crises tant institutionnelles que sociales rend cette herméneutique moins aisée. Toutefois, pour rendre intelligible ce concept de démocratie qui constitue la mamelle nourricière de notre quête mieux, de notre enquête il faut le décomposer depuis sa racine.

Popper reconnaît que la démocratie est loin d'être parfaite, parce que la décision d'une majorité n'est toujours pas légitime. En effet, chez Popper, en politique comme en science, il est toujours possible de faire des erreurs. C'est donc par ces erreurs que nous apprenons d'avantage. Cela signifie que des personnes au pouvoir, même élues, peuvent commettre d'avantage des erreurs au sommet politique. Autrement dit, la majorité peut se tromper, et qu'elle peut prendre de mauvaises décisions ou mettre en place de mauvais dirigeants. « *Ce constat dont l'argumentation de justification a été précédemment présentée, amène Popper à proposer la théorie de la démocratie entendue comme pouvoir de destitution de la majorité comme solution de rechange de la théorie classique du gouvernement du peuple* »⁷⁸, affirme Anselme Armand Amougou Afoubou.

La possibilité subsistera toujours qu'un tyran arrive au pouvoir et puisse alors diriger au mépris de la loi ou de la réglementation en vigueur. Dans un Etat libéral, les lois doivent prévenir tout abus de pouvoir, pour permettre que l'État ne prenne pas trop d'ampleur et ne réduise les libertés individuelles. La démocratie est intéressante car, c'est l'unique moyen que

⁷⁸ Anselme Armand Amougou Afoubou, *op.cit.*, p. 299.

les hommes ont trouvé jusqu'à maintenant pour se défaire des dirigeants sans violence. Il ne s'agit pas d'un processus d'affirmation de la légitimité ou de la souveraineté du peuple, et donc de sa capacité à choisir juste. On est bien loin de la justification positive de la démocratie qu'on peut trouver par exemple dans les travaux de Friedrich Hayek, qui pense que la démocratie est une quête inachevée.

Nous devons quitter le gouvernement illimité, pour atteindre un gouvernement limité. Dans un gouvernement illimité, le pouvoir est tenu entre les mains de la majorité ou des personnes jugées supérieures aux autres, alors que dans un gouvernement limité, il s'agit des personnes compétentes et légitimes, qui sont au service la loi ou des règles morales. Dans son ouvrage majeur *Droit, législation et liberté*, le penseur autrichien affirme que : « *seul le gouvernement limité peut être un gouvernement honnête parce qu'il n'existe (ni ne peut exister) de règles morales générales quant à l'attribution d'avantages particuliers* »⁷⁹. Chez Hayek tout comme chez Popper, seul le gouvernement limité doit gouverner.

Autrement dit, les gouvernants politiques doivent avoir l'assentiment de la population, pour la paix et la sécurité sociale. Il s'agit précisément d'un moyen d'élimination des dirigeants incompetents, qui constitue le moyen de les corriger et surtout d'apprendre de nos erreurs sans violence. Tout comme la discussion critique, la démocratie poppérienne constitue une alternative à la violence, qui plus est la seule que l'on connaisse. Popper propose donc une vision forte de la démocratie libérale, qui constitue pour lui le meilleur moyen à ce jour d'éviter de mauvais dirigeants.

En outre, Popper a dressé une philosophie politique intransigeante sur la question de l'individu. En subordonnant le tout à l'individu d'une part, et en se battant également contre tout essentialisme qui donnerait au corps social une nature propre, deux points sur lesquels il est trop strict. En réalité, ce dernier a cherché à éviter de donner la moindre prise aux philosophies holistes et collectivistes, qui vont de pair avec une « société close ». Il propose donc une vision « en creux » de la démocratie, présentée comme un moyen d'éliminer les erreurs en politique. Puisque personne ne peut se prétendre diriger parfaitement ou du moins titulaire de la vérité, pas même la « majorité », et que la souveraineté n'est plus dans les faits un principe organisateur de la société. Avec Popper, les citoyens détiennent une influence et une responsabilité significative sur les dirigeants politiques.

⁷⁹ Friedrich Hayek, *Droit, législation et liberté. L'ordre politique d'un peuple libre* (1979), vol. 3, trad. Raoul Audouin, Paris, PUF, 1983, p. 13.

Cependant, ce dernier mentionne que cela « *implique la liberté – beaucoup des libertés : la liberté d'expression ; la liberté d'accès à l'information et celle sa diffusion ; la liberté de publication et bien d'autres encore. "Trop" d'Etat conduit à l'absence de liberté* »⁸⁰. C'est donc là les bases du néolibéralisme poppérien, qui pose la liberté comme valeur suprême. A partir de cet instant, la démocratie se réduit à sa vision procédurale. Karl Popper est justement un théoricien de la démocratie libérale. Il voit dans cette forme de démocratie son corollaire, l'État de droit, deux rôles fondamentaux. D'une part, le moyen de préserver le regard critique sur les politiques mises en œuvre à l'intérieur des Etats, afin de contribuer à l'élimination et la correction des mauvaises politiques publiques, de la même façon que l'on cherche à éliminer les mauvaises théories sociale, pour faire progresser la connaissance.

D'autre part, le moyen de permettre aux citoyens d'exprimer leurs critiques d'une manière non violente et leurs libertés individuelles de façon autonome, c'est-à-dire sans aucune forme de soumission de la part de l'Etat ou des entités sociales car dit-il, « *la vie en communauté rend évidemment impossible une liberté illimitée pour chacun. Si je suis libre de faire tout ce que je veux, alors je suis libre de priver d'autres personnes de leur libertés* »⁸¹. Dès lors, le penseur autrichien ne cesse de manifester sa profonde admiration à l'égard d'Emmanuel Kant. Il lui reconnaît certes des erreurs, par exemple celle d'avoir fondé sa *Critique de la raison pure* sur une vision newtonienne de la raison, qui le pousse à reconnaître deux sources *a priori* de la connaissance.

Mais Popper admire la morale kantienne, et particulièrement l'impératif moral de toujours considérer l'homme comme une fin et non seulement comme un moyen. La morale kantienne affirme-t-il, est fondée sur « *la dignité humaine, et de la serviabilité des hommes. Ces valeurs, pensait-il, étaient mises en danger à l'Ouest et renforcées en Russie* »⁸². L'auteur de *Toute vie est résolution de problèmes* cite ainsi de façon implicite Adolph Hitler, Benito Mussolini, et le Bloc Soviétique en Russie, qui ont marqués l'histoire de l'humanité grâce aux politiques d'exclusions ou de marginalisations de certains peuples, accompagnées des lois tyranniques et liberticides en Occident.

Popper se définissait comme « un kantien non orthodoxe », témoignant ainsi son admiration mesurée pour un homme dont la philosophie avait contribué à restructurer

⁸⁰ Karl Raimund Popper, *Toute vie est résolution de problèmes*, tome 2, pp. 96-97.

⁸¹ *Ibid.*, p. 30.

⁸² *Ibid.*, p. 33.

significativement notre façon de penser et d'agir. Aux yeux de Popper, il y a un « avant » et un « après » Kant, qui consiste en un changement radical de méthode dans notre volonté de comprendre le monde. Ce changement, Kant le présente comme son « tournant copernicien », ou plus exactement sa « révolution copernicienne » dans le domaine de la connaissance, et qu'il présente lui-même de la manière suivante en citant Kant :

*Il en est ici comme de l'idée première de Copernic : voyant qu'il ne pouvait venir à bout de l'explication des mouvements du ciel en admettant que toute l'armée des astres tournait autour du spectateur, il essaya de voir s'il ne réussirait pas mieux en faisant tourner le spectateur, en laissant en revanche les astres au repos*⁸³.

Convaincu par la démarche de Copernic, Kant envisage de joindre à la théorie de la connaissance, et d'abandonner la méthode inductive, qui passait alors pour la méthode de la science, pour concevoir la science comme une activité qui relève de la seule volonté humaine. Car, il lui paraît logique que l'homme n'attende pas toujours que la nature lui livre ses secrets, mais qu'il la découvre lui-même, c'est-à-dire que ce dernier aille à la conquête de la vérité. En le faisant, Kant avait alors placé l'individu au centre du processus de la connaissance, considérant, comme le mentionne si bien Popper, que : « *c'est nous [...] qui, pour une part du moins, produisons l'ordre que nous découvrons dans le monde. C'est nous qui engendrons le savoir que nous avons du monde. C'est nous qui explorons activement le monde ; et la recherche est un art créateur* »⁸⁴. C'est donc ce principe qui fonde la théorie de la connaissance chez Kant. Il s'agit d'une théorie, qui confère à l'homme la responsabilité du progrès de la science et de la politique.

Cependant, le « tournant copernicien » de Kant ne fut pas qu'une théorie de la connaissance ; il a aussi une portée éthique, dans la mesure où le penseur allemand confère à l'individu, précisément dans le domaine de l'éthique, la même position centrale que dans le domaine de la physique. C'est donc à l'individu kantien que revient la responsabilité de la loi morale comme lui incombe aussi l'administration de la science et de la politique. D'où les questions suivantes : « Que puis-je savoir ? » et « Que dois-je faire ? », qui correspondent chacune à la théorie de la connaissance et à la morale kantienne, et qui traduit justement la confiance que ce dernier place en l'homme. La question « Que dois-je faire ? », qui est celle du sens que chaque individu donne à la vie, se fonde sur trois idées essentielles qui sont : la doctrine de l'autonomie, le principe de l'auto-émancipation et enfin, le pluralisme.

⁸³ Emmanuel Kant, *Critique de la raison pure* (1781), trad. André Tremesaygues et Bernard Pacaud, Paris, Quadrige/PUF, 2012, pp. 45-46.

⁸⁴ Karl Raimund Popper, *A la recherche d'un monde meilleur* (1984), trad. Jean-Luc Evard, Paris, Editions Le Rocher, 2000, p. 206.

Chez Kant, la doctrine de l'autonomie repose sur l'idée que nulle entité extérieure ou supra humaine, n'a le droit d'aliéner la pensée et la liberté de l'homme. En d'autres termes, elle démontre qu'aucune forme extérieure ne doit soumettre l'homme à sa volonté. Il revient plutôt à l'homme de veiller à ne pas se soumettre dogmatiquement à une loi quelconque. Ainsi, notre obéissance à la loi doit-elle se faire en conscience et non dans l'aliénation. Cela revient à dire que nous devons toujours nous demander si une loi est bonne ou mauvaise ; morale ou immorale. Mais en tout état de cause, c'est toujours l'homme qui décide de se soumettre à la loi qu'il juge bonne. Ainsi, il a le droit d'obéir ou non, puisqu'il y va de sa liberté. Mais il convient de mentionner que dans chaque société, la loi est toujours l'émanation de la majorité. A cet effet, toute soumission irréfléchie à l'autorité, est considérée comme une entrave à la loi.

Kant avait donc à cœur de faire de chaque homme un législateur de la loi morale, suivant l'esprit des Lumières, qu'il définissait ainsi :

Les Lumières, c'est la sortie de l'homme hors de l'état de tutelle dont il est lui-même responsable. L'état de tutelle est l'incapacité de se servir de son entendement sans la conduite d'un autre. On est soi-même responsable de cet état de tutelle quand la cause tient non pas à une insuffisance de l'entendement mais à une insuffisance de la résolution et du courage de s'en servir sans la conduite d'un autre. Sapere aude ! Aie le courage de te servir de ton propre entendement ! Voilà la devise des Lumières⁸⁵.

La deuxième idée majeure de l'éthique kantienne, corollaire de la doctrine de l'autonomie, et qui d'ailleurs ressort clairement de la devise des Lumières, est celle de l'auto-émancipation par le savoir. En effet, Kant estime qu'il est du devoir de chaque personne de prendre en main ses responsabilités, dans tous les actes de la vie (politique, juridique, religieuse...). Car, nous sommes libres par nos actes, libres aussi par nos décisions. Or, cette liberté d'agir et de décider est conditionnée par le bon usage de notre entendement.

Notre devoir suprême en tant qu'hommes libres est de nous servir au mieux de notre propre entendement pour éclairer nos décisions, afin que notre quête de liberté ou d'autonomie soit davantage qu'un refus de toute autorité extérieure à notre conscience morale. A cela, cette quête de liberté doit incarner une exigence de moralité de nos actions. Aussi, le principe de l'auto-émancipation par le savoir conclut-il à un impératif catégorique, c'est-à-dire à un principe de conformité rendue nécessaire de l'action à l'universalité d'une loi en général, et que Kant énonce de la manière suivante : « *agis uniquement d'après la maxime qui fait que*

⁸⁵ Emmanuel Kant, *Qu'est-ce que les Lumières ?*, trad. Jean-François Poirier et Françoise Proust, Paris, Flammarion, 2006, p. 43.

tu peux vouloir en même temps qu'elle devienne une loi universelle »⁸⁶. En résumé, l'éthique kantienne est une pensée de l'autonomie et du devoir pour l'individu : autonomie de la raison qui se donne des règles inconditionnelles, c'est-à-dire universalisables ; puis devoir de placer nos actions sous l'égide de celles-ci. Pour cette raison, l'éthique kantienne est aussi une pensée du droit de la personne humaine, dans la mesure où Kant présente le droit à l'autonomie comme le fondement de la liberté humaine, ce qui suppose en conséquence une multiplicité et une diversité des fins humaines. D'où la troisième idée majeure de Kant, à savoir, le principe du pluralisme, qu'il énonce sous la forme, cette fois-ci, d'un impératif pratique : « *agis de telle sorte que tu traites l'humanité aussi bien dans ta personne que dans la personne de tout autre toujours en même temps comme une fin, et jamais simplement comme un moyen* »⁸⁷. Ce détour par Emmanuel Kant peut aider à comprendre mieux l'exigence de liberté pour l'individu, c'est-à-dire individualisme, que défend Popper dans l'optique d'une « société ouverte ».

En effet, chez Popper, l'individualisme s'énonce comme le principe de l'inviolabilité de la personne humaine, c'est-à-dire le principe de la sacralité de sa liberté d'action et de conscience. Comme tel, l'individualisme poppérien s'oppose à la thèse historiciste de l'inefficacité de la volonté humaine dans le déroulement de l'histoire. De ce fait, l'individualisme, comme promotion des libertés individuelles, est l'antonyme du collectivisme, c'est-à-dire le principe de la volonté générale fondé sur les mythes d'origine, de finalité et de destin. Ainsi Popper dénonce-t-il la théorie platonicienne de la justice par laquelle, selon lui, Platon sacrifie les volontés individuelles à la réalisation d'une œuvre plus grande à savoir, la justice dans la cité. Ainsi, quand il mentionne dans les *Lois* que : « *si n'importe quel médecin, comme tout artisan dans la technique qui lui est propre, produit au mieux chaque chose en vue du tout, c'est assurément la partie qui est faite pour le tout, et non le tout pour la partie* »⁸⁸, Popper y voit l'expression d'un collectivisme qui se pose comme le seul rempart contre l'égoïsme individuel puisque Platon identifie l'expression de la liberté individuelle à l'égoïsme et, partant, contre la dégénérescence de la société.

Or, Popper entend montrer non seulement que « le collectivisme n'est pas l'opposé de l'égoïsme de classe, et ne se confond pas avec l'altruisme ou le désintéressement », mais surtout que, au regard de l'histoire, c'est plutôt la combinaison d'individualisme et

⁸⁶ Emmanuel Kant, *Fondement de la métaphysique des mœurs* (1785), traduction nouvelle avec introduction et notes par Victor Delbos, Paris, Delagrave, 1985, p. 136.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 150

⁸⁸ Platon, *Les Lois*, trad. Luc Brisson et Jean-François Pradeau, Paris, GF-Flammarion, 2006, p. 202.

d'altruisme, qui est de nos jours, l'une des valeurs les plus défendues par la civilisation occidentale. Il ne faut donc pas croire que la liberté est une entrave à l'émergence des sociétés. Au contraire, Popper pense qu'une liberté réelle, est la base de toute civilisation, de sorte que le corps politique doit aussi être une association d'individus libres. Car en effet, ce sont des individus absolument libres, qui font le corps politique, comme le fait remarquer Benjamin Constant dans son célèbre discours de 1819, prononcé à l'Athénée royal de Paris :

*La liberté individuelle [...], dit-il, voilà la véritable liberté moderne. La liberté politique en est la garantie ; la liberté politique est par conséquent indispensable. Mais demander aux peuples de nos jours de sacrifier comme ceux d'autrefois leur liberté individuelle à la liberté politique, c'est le plus sûr moyen de les détacher de l'une, et quand on y serait parvenu, on ne tarderait pas à leur ravir l'autre*⁸⁹.

Ainsi, le libéralisme de Popper résonne-t-il, dans le sillage de Kant et de Rousseau, comme la condition de possibilité d'une société politique authentiquement libre. Selon Popper, l'individu demeure au centre des décisions politiques, et pas seulement d'un point de vue méthodologique car, il estime que l'individu ne doit pas être sacrifié sur l'autel d'idéaux ou des politiques liberticides. L'inlassable engagement de Popper pour préserver la dignité humaine est fondé sur la morale kantienne qu'il considère comme une morale humanisante. Ainsi donc, l'individu ne doit jamais être sacrifié pour la défense ou la promotion de ces agrégats artificiels que constituent les États ou les nations, mais en réalité, cela s'applique de manière plus générale à toutes les théories, qui ont trait à des constructions intellectuelles : d'où la nécessité d'éviter autant que possible les tentations collectivistes et fusionnelles de la « société close ».

De plus, Popper considère la raison comme lien de l'humanité. Malgré sa conception individualiste, Il soutient que l'individu n'est pas isolé, parce qu'il appartient avant tout à une communauté, qui est celle des humains. Cependant, sur quoi se fonde cette communauté ? Selon Popper, seule la raison est au fondement des communautés car, elle permet aux individus ou aux citoyens d'agir en tenant compte de l'autre. Il faut donc rendre grâce à Socrate d'avoir montré qu'il est possible d'enseigner à un esclave des principes géométriques, c'est-à-dire les principes de la raison en partant sur le fait que les esclaves peuvent aussi jouir de leur raison, comme tous les hommes libres de la cité. Sur ce point, Popper reste en ligne avec cette tradition, et s'accorde sans doute avec la fameuse expression de Descartes, pour qui, la raison ou le bon sens est la valeur universellement partagée au monde⁹⁰. Ce bon sens

⁸⁹ Benjamin Constant, *De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes*, Paris, Gallimard, 1997, p. 612.

⁹⁰ René Descartes, *Discours de la méthode* (1637), Paris, Flammarion, 2016, p. 46.

n'est certes pas le seul point commun entre les humains, cependant, il demeure universel. Le penseur français Jean Baudoin dira à cet effet que :

*La seule qualité que tous les êtres possèdent en commun et qui leur permet de communiquer et éventuellement d'agir ensemble sans s'assujettir nécessairement à l'ordre contraignant des structures, des besoins ou des intérêts. L'homme n'est plus considéré seulement comme un rouage anonyme inféodé à un groupe ou à une tribu*⁹¹.

De cette affirmation il ressort qu'il ne faut jamais considérer l'autre comme fondamentalement inférieur ou différent. Il faut plutôt reconnaître que l'universel prime sur le particulier, et que les différences ne doivent pas éclipser notre similitude fondamentale. Ce qui compte c'est l'égalitarisme entre les hommes. Cet égalitarisme nous amène à condamner les inégalités et les injustices criantes de notre monde et à tenter d'y remédier. Popper réconcilie ainsi individualisme et universel. Autrement dit, il plaide en faveur de la reconnaissance de la valeur intrinsèque de chacun passe par la reconnaissance de notre appartenance à la communauté des êtres rationnellement constitués.

Depuis Aristote, on définit l'homme comme « *un animal politique* », c'est parce qu'il a une raison qui le dispose à organiser, à créer, à réaliser son humanité. C'est dans cette logique d'accomplissement véritable de la cité harmonieuse que les grecs ont forgé les notions de démocratie et de citoyen. En effet, c'est dans la cité grecque d'Athènes qu'est inventé le mot démocratie à partir des vocables (démos) qui signifie peuple et (kratos) qui veut dire pouvoir. A l'aune de cette décomposition étymologique, on peut tout simplement dire que la démocratie est un régime politique dans lequel tous les citoyens participent à l'élaboration des décisions publiques et à la vie politique de la cité.

C'est cette même conception de la démocratie que nous trouvons chez André Lalande, lorsqu'il a défini en ces termes : « *la démocratie est un régime politique dans lequel la souveraineté appartient à la totalité des citoyens, sans distinction de naissance, de fortune ou de capacité* »⁹². Le dénominateur commun entre le « démós » et le « kratos » nous amène tout simplement à penser avec Abraham Lincoln que la démocratie est « *le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* »⁹³, comme pour dire que la démocratie est un régime

⁹¹ Jean Baudoin, *La philosophie politique de Karl Popper*, Paris, PUF, 1994, p. 24.

⁹² André Lalande, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, Paris (1926), vol. 1, Quadrige/PUF, 1997, p. 215.

⁹³ Abraham Lincoln, cité par Noëlla Baraquin et al., *Dictionnaire de philosophie* (1995), Paris, Armand Colin, 2000, p. 74.

dans lequel le peuple exerce sa souveraineté au moyen des suffrages pour élire ses représentants.

L'idée que se fait Popper de la politique, de la démocratie en particulier n'a absolument rien avoir avec la façon dont elle a été théorisée par les penseurs politique qui se sont consacrés à la cette question. Entendu généralement comme gouvernement où la souveraineté appartient au peuple, Popper se dégage d'une vive critique de la conception habituelle de celle-ci, dans *Toute vie est résolution des problèmes*. Si Popper appelle théorie classique de la démocratie c'est plus pour montrer l'inefficience que pour en montrer les mérites. Il s'agit essentiellement en son sens de d'une conception illusoire de la démocratie fondée sur un principe totalement irréaliste.

C'est chez Platon, Hegel et Marx que Popper décèle une fois de plus cet irréalisme. Il présente sa conception théorique de l'Etat démocratique qui est « *la révocabilité du gouvernement sans effusion du sang* »⁹⁴. Sa conception démocratique, fondée sur la « souveraineté du peuple », est contraire à l'aristocratie qui est le « pouvoir des meilleurs » et à la monarchie qui est le « pouvoir d'un individu » ; Popper pousse sa réflexion plus loin sur la fin du gouvernement en place, mieux, la passation de service entre deux gouvernements :

*Il est faux par conséquent de mettre l'accent (comme on l'a toujours fait de Platon à Marx, et par la suite encore) sur la question : 'qui doit gouverner ? Le peuple (la plèbe) ou les quelques meilleurs ? Les (bons) travailleurs ou les (mauvais) capitalistes ? La majorité ou la minorité ? La gauche ou la droite, ou un partie du centre ?' Toutes ces questions sont mal posées. Car il importe peu de savoir qui gouverne. Tant que l'on peut se défaire du gouvernement sans effusion de sang*⁹⁵.

Autrement dit, Popper pense que les questions qui ont traits à la gestion du pouvoir sont des questions qui devraient être réorientées. Car c'est la transmission de ce pouvoir qui serait le plus important. En juin 1986 à Saint-Gall, Il prononce une conférence où il fait une étude comparative sur la question de « qui doit régner » socratique et le « qui doit régner » platonicienne. Il montre ainsi que Socrate, maître de Platon avais mis sa réponse sur l'humilité et la modestie dans l'acquisition du pouvoir lorsqu'il pensait qu'un homme d'Etat devait avoir de la sagesse et être suffisamment sage pour se rendre compte qu'il ne savait rien.

Or, pour Platon, l'homme d'Etat devait être un philosophe ou alors devrait fréquenter ses écoles. Popper se présente donc ici comme un juge de ses deux grand penseurs tout en tranchant cela de la manière équitable lorsqu'il affirme que : « *la question 'qui doit*

⁹⁴ Karl Raimund Popper, *Toute vie est résolution de problèmes*, tome 2, p. 74

⁹⁵ *Ibid.*, pp. 74-75.

régner ? » Est à l'évidence une question parfaitement mal posée. Pourtant c'est celle qu'on a toujours posée jusqu'à ce jour, et on y a toujours répondu de la même façon que Platon »⁹⁶. Voilà pourquoi il choisit donc de s'interroger non sur le début d'un règne mais sur la constitution et la fin du règne. Car, ses deux phases sont les plus importantes dans les Etats démocratiques.

2. La théorie démocratique de Popper

Dans cette Conférence prononcée le 9 juin 1988 à Munich, Popper fait un homologue sur onze points étalant les raisons de son changement du sens littéral de la démocratie qui est le « pouvoir du peuple ». Il vient critiquer la conception platonicienne de la démocratie sur les questions comme : « *qui doit régner sur l'Etat ? Qui doit exercer le pouvoir ?* »⁹⁷. Il vient les remplacer, en proposant d'autres questions sur les formes de gouvernements. C'est pourquoi il mentionne en ces propres termes que :

*Je propose donc de remplacer la question platonicienne de la démocratie "Qui doit régner ?" Par une question toute différente, par la question : existe-t-il des formes de gouvernement à rejeter pour des raisons morales ? Et à l'inverse : existe-t-il des formes de gouvernement permettant de se défaire d'un gouvernement à rejeter, ou simplement incompetent, qui cause des dégâts ?*⁹⁸.

Popper réoriente ainsi la pensée platonicienne de la démocratie du règne du peuple tout en montrant que les démocraties seraient des institutions armées contre la dictature car elles ne reposent pas sur des questions de souveraineté et de savoir qui règnent mais plutôt sur le savoir comment l'exercer. C'est dans ce sens qu'il prône la déposition d'un gouvernement sans effusion de sang lorsqu'il dit : « *je défends donc l'idée que la caractéristique fondamentale d'une forme de gouvernement démocratique consiste à permettre de déposer le gouvernement sans effusion de sang, pour laisser les rênes à un nouveau gouvernement* »⁹⁹.

Pour parvenir à cela l'auteur pense que l'Etat doit respecter les libertés individuelles notamment : la liberté d'expression, la liberté d'accès à l'information et celle de sa diffusion, la liberté de publication et bien d'autres encore. En ce sens, le rôle du corps politique est de créer un espace de liberté régi par le droit qui, non seulement protège les individus de l'anarchie qu'induirait l'existence d'une société sans lois, mais aussi leur offre la possibilité,

⁹⁶ *Ibid.*, p. 113.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 90.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 92.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 94

comme citoyens, de limiter le pouvoir de l'Etat. Il est donc permis de dire que, chez Popper, la fin de la politique, c'est la liberté.

Mais en réalité, il s'agit là d'un altruisme qui est également partagé par tous les théoriciens de la politique, bien que l'on s'accorde souvent difficilement sur le sens de la notion liberté, ainsi que sur la manière dont elle peut être exercée au sein d'une communauté politique. En effet, comment le corps politique peut-il réaliser la liberté des individus quand bien même sa seule existence peut paraître l'aliéner ? Cette question fait appel à Rousseau, dont la réflexion porte sur la nécessité de « *trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun s'unissant à tous n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant* »¹⁰⁰. La doctrine de Rousseau figure, au regard de notre développement, comme une rupture radicale dans la manière d'aborder le problème politique, puisque ses devanciers insistaient surtout sur l'antinomie entre l'expression de la liberté individuelle et l'exigence d'ordre que justifiait de leur point de vue la naissance de l'institution politique.

De ce fait, il en résulte deux visions de la liberté, comme le principe suprême qui guide l'action politique, et comme une conséquence nécessaire de l'appartenance à un groupe régi par une autorité suprême. Popper s'inscrit dès lors dans la logique de la doctrine contractualiste de Rousseau, qui considère l'être humain comme possesseur des droits fondamentaux inviolables et inaliénables, parmi lesquels on peut citer la liberté. Au plan individuel, la liberté confère aux individus, le droit d'autodétermination, c'est-à-dire le droit d'être indépendant tandis qu'au plan politique, cette liberté suppose la participation de l'ensemble des citoyens à la chose politique, par la loi. Cette loi, est inaliénable et par conséquent, devrait en réalité être élaborée, suivant la volonté générale. Autrement dit, elle doit être discutée et adoptée suivant l'accord de tous, pour la défense de l'intérêt général du peuple. Dès lors, Popper revendique l'héritage, qui consiste à encourager les débats contradictoires à l'intérieur des Etats démocratiques.

La contraction permet aux individus de s'exprimer et de donner leur avis sur la gestion de la chose commune (*res publica*). En d'autres termes, les contradictions sont propres à favoriser la liberté d'expressions au sein d'un Etat démocratique. Popper promeut donc la discussion critique comme le meilleur modèle de construction de la société démocratique. Il s'agit d'un modèle politique, qui repose sur la modestie et l'intercompréhension, un modèle

¹⁰⁰ Jean-Jacques Rousseau, *Du Contrat social*, Paris, Librairie Générale Française, 1996, p. 53.

qui s'oppose au modèle platonicien du philosophe-roi, et qui trouve sa réalisation dans l'institution de l'Etat de droit et de la démocratie. Selon Popper, Socrate est donc le promoteur « *de la modestie intellectuelle* »¹⁰¹, qui traduit la contradiction dans le discours ou dans la pensée philosophique. De ce fait, le rationalisme critique de cet auteur porte en lui, un certain nombre de valeurs indispensables à la fois épistémologiques, politique et sociale, qui favorisent la bonne cohésion sociale, en particulier, la haine de la violence, et la recherche permanente du consensus entre les hommes. Nous en profiterons pour montrer la proximité du poppérisme avec la pensée de Jürgen Habermas, dans son ouvrage majeur intitulé *L'espace public* ; ouvrage publié en 1966 dans lequel le penseur allemand plaide en faveur du consensus entre les hommes. Habermas relativement à ces questions.

Habermas aurait donc inspiré Popper. Dans *L'espace public*, le penseur allemand appelle les hommes au dialogue et à la résolution pacifique des conflits au sein de la société. La discussion habermassienne est fondée sur l'usage permanent de la langue, entendu comme élément indispensable dans la discussion publique. Habermas dira à cet effet que : « *l'usage que fait la langue des termes « public » (...) et « sphère publique » (...) révèle une pluralité de significations concurrentes qui proviennent de phases historiques différentes* »¹⁰². C'est ainsi que dans L'éthique de la discussion, le penseur allemand considère la discussion comme une valeur éthique dans laquelle, chaque personne « *est en position de relier les langues et les rationalités de ses deux mondes d'origines, le monde primaire et le monde secondaire, de telle manière que les deux se fondent en un seul horizon élargi d'une interconnexion possible* »¹⁰³. On comprend donc qu'avec Habermas tout comme chez Popper, l'éthique, surtout en matière de discussion est importante pour parvenir à un consensus social. Toutefois, tout en reconnaissant la dimension éthique de la pensée politique de Popper, on peut se demander si sa philosophie libérale n'est pas trop formelle pour rendre compte de la réalité, voire de la complexité du problème politique de son temps ou de notre temps.

Pour y arriver, Karl Popper se dresse contre la violence sur quelque forme qu'elle soit. Il apparaît assez nettement en le lisant, que toutes ses théories sont tournées contre l'usage de la violence, en particulier au niveau politique. Rarement, un auteur se déclare aussi ouvertement dans ce combat. Par exemple, nous avons vu que pour Popper, la première

¹⁰¹ Karl Raimund Popper, *A la recherche d'un monde meilleur*, p. 70.

¹⁰² Jürgen Habermas, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension consécutive de la société bourgeoise* (1962), trad. Marc B. de Launay, Paris, Payot, 1992, p. 13.

¹⁰³ Jürgen Habermas, *De l'éthique de la discussion* (1991), trad. Mark Hunyadi, Paris, Cerf, Coll. « Passages », 1992, p. 191.

nécessité d'un régime politique est de pouvoir démettre ses dirigeants sans violence (c'est selon lui la caractéristique d'une démocratie). La seule chose qui puisse justifier l'utilisation (minimale) de la violence est la mise en place d'un tel régime. La violence constitue donc l'objectif numéro un contre lequel il faut lutter, et pour Popper, cette lutte peut être fructueuse : la violence peut être réduite et contrôlée par la raison.

Le penseur autrichien prône la tolérance et la responsabilité intellectuelle. Malgré les multiples tensions socio-politiques et économiques observées au XX^e siècle, Popper demeure optimiste et plaide en faveur d'un monde nouveau et un avenir meilleur, comme nous pouvons le constater dans le passage ci-après :

*L'atroce va son cours. Les réfugiés vietnamiens; les victimes de Pol Pol au Cambodge; les victimes de la révolution en Iran; les réfugiés afghans : sans cesse, des humains, enfants, femmes et hommes sont les victimes de fanatiques ivres de pouvoir. Que pouvons-nous faire pour empêcher ces événements indescriptibles ? Et, dans l'absolu, pouvons-nous faire quelque chose ? Et, de manière générale, y a-t-il quelque chose que nous puissions empêcher ? Ma réponse à cette question : oui. Je crois que nous pouvons beaucoup*¹⁰⁴.

En outre, Popper est convaincu que les sciences sociales peuvent à l'homme de résoudre les problèmes de son temps. Elles sont un préalable à la politique. Elles sont même un outil de l'action politique. Popper fait des sciences sociales le moyen de l'action politique. Aussi, chez cet auteur, la connaissance est nécessaire pour améliorer le monde car, en réalité, c'est par une meilleure connaissance de notre monde que nous pourrions mieux conduire l'énergie de notre « enthousiasme moral », c'est-à-dire notre capacité à réfléchir selon les règles de l'art ou d'éthique. Il montre à cet effet que : « *parmi les dix commandements, le majeur dit : Tu ne tueras point ! Il convient presque toute l'éthique* »¹⁰⁵. Chez Popper, nous avons besoin d'une éthique de vie. Celle-ci devra rimer notre vie en communauté. De ce fait, la tâche des sciences sociales dans laquelle figure la politique, est d'aider à mieux comprendre notre monde afin de guider les réformes qui doivent permettre d'en éradiquer les maux.

L'objectif des sciences sociales n'est pas de faire des prévisions à long terme qui pourraient nous guider. Elles doivent plutôt chercher à identifier les conséquences inattendues et non voulues de nos actes. Car tout acte, toute intervention dans le monde social, suscite nécessairement des effets imprévisibles ou contraires à l'intention première de cet acte. C'est la tâche des sciences sociales que d'établir quelles seront ces conséquences à la suite de telle

¹⁰⁴ Karl Raimund Popper, *A la recherche d'un monde meilleur*, p. 292.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 293.

ou telle intervention, et de déterminer si ces conséquences peuvent être évitées, où sinon pourquoi elles ne peuvent pas l'être. L'intervention politique se résume donc chez Popper à une intervention sur les institutions (au sens large). Les sciences sociales constituent le moyen théorique de déterminer ce qui sera ou non possible. Elles constituent une sorte de guide, au sens mécanique du terme : elles permettent d'encadrer l'intervention politique en déterminant ce qui n'est pas possible. On peut dire que les sciences sociales sont un préalable à la politique, dans un sens logique : elles déterminent (négativement) les possibilités de la politique. Plus particulièrement, les sciences sociales doivent s'attacher à déterminer les possibilités ou les impossibilités de la structuration de la vie politique par des institutions.

Pour cela, l'éthique est incontournable en politique, tout comme en science, car dit-il : « nous avons besoin d'une éthique qui refuse toute réussite et toute récompense. Et nous n'avons pas à inventer une telle éthique. Elle n'est pas nouvelle. C'est celle qui a été enseignée par le christianisme, à ses débuts en tout cas »¹⁰⁶. Comme l'individu reste premier et qu'il ne faut pas imposer à tous des buts ultimes qui conduiraient à sacrifier les aspirations individuelles au nom de valeurs abstraites, la politique chez Popper est restreinte à une action procédurale, c'est-à-dire dans la façon d'organiser la coexistence paisible entre des hommes. L'action politique est une action sur les institutions, en ce sens que les institutions sont les moyens de résoudre les problèmes qu'on identifie dans nos Etats, et c'est aux sciences sociales de déterminer les possibilités de cette action, c'est-à-dire les limites des institutions. Chez Popper, la politique semble donc confinée à un discours technologique, tout en gardant à l'esprit l'apaisement. L'enjeu de la politique est donc de proposer des institutions qui soient bien conçues, tout en sachant que l'élément humain reste crucial.

La vision technologique de la politique selon Popper tend à réduire l'homme politique à un technicien ou du moins, à limiter son rôle à celui d'un simple exécutant, qui obéirait aux contraintes dictées par le socio-technicien. Cela revient-il à subordonner la politique à l'expertise technique ? En somme, que reste-t-il de la politique poppérienne ? Quand nous posons cette question, nous faisons référence à une vision de la politique selon laquelle la nature de la politique est de fournir des grands idéaux que doit poursuivre et atteindre la société d'une part, et d'autre part une vision dans laquelle la notion de décision est centrale, puisqu'il faut choisir ces idéaux et parmi ces idéaux. Cela renvoie à la vision poppérienne

¹⁰⁶ Karl Raimund Popper, *Toute vie est résolution de problèmes*, tome 2, p. 68.

selon laquelle l'essence du politique se manifeste par l'acte de trancher au terme du débat ou quand aucun argument ne semble l'emporter sur un autre.

Popper admet implicitement qu'il y a une certaine tension dans les décisions politiques prises par les dirigeants et la façon dont les citoyens perçoivent ou expérimentent ces décisions. La question de souveraineté est inévitable dans la pensée politique de Popper car d'après ce dernier, seule la démocratie est le régime politique véritablement humaniste. La démocratie poppérienne confère donc aux individus compétents la possibilité de gouverner et au peuple souverain la possibilité de mettre sur pied des institutions démocratiques et juridiques bonnes, c'est-à-dire celles-là, qui favorisent la bonne gouvernance au sommet de l'Etat. On comprend dès lors que ce qui est essentiel dans la théorie démocratique de Popper, ce ne sont pas des personnes, mais de bonnes institutions.

Ce n'est non plus la prise en otage du pouvoir absolue au sommet politique, mais sa limitation et son contrôle. La démocratie poppérienne traduit également l'expression authentique de la volonté et du jugement du peuple (sanction ou confiance que le peuple accorde à l'égard de ceux qui conduisent son destin). En tant qu'une arme contre la tyrannie, l'oligarchie et la monarchie, la démocratie poppérienne est l'antichambre de l'autoritarisme politique. L'Etat que défend Popper est à la fois démocratique et libéral. Autrement dit, Popper défend la théorie protectionniste de l'Etat, qui est libérale dans son essence, mais qui est hostile à l'interventionnisme. En réalité Popper utilise le terme « protectionniste » dans un sens différent de celui des économistes comme Friedrich Hayek, Milton Friedman. On le sait, chez Milton Friedman, l'interventionnisme de l'Etat dans l'économie conduit inéluctablement à l'absolutisme. Milton Friedman écrit à cet effet que.

La base paternaliste de l'activité gouvernementale est à plus d'un titre gênante pour un libéral; car elle implique l'acceptation d'un principe - celui qui veut que certains décident pour les autres - que le libéral trouve répréhensible dans la plupart de ses applications et qu'il regarde à juste titre comme caractéristique de ses principaux adversaires intellectuels¹⁰⁷.

Popper n'est donc pas contre l'Etat protectionniste ou paternaliste comme l'avait pensé Milton Friedman. Ce penseur autrichien estime pour sa part qu'un Etat protectionniste peut-être démocratique ou légitime, à condition qu'il relève de la volonté du peuple souverain. Chez Popper, l'Etat protectionniste se rapporte à une conception de l'Etat libéral, exprimant une revendication politique mieux, une ligne de conduite politique qui garantit

¹⁰⁷ Milton Friedman, *Capitalisme et liberté* (1962), trad. Robert Laffont, Paris, Editions Leduc, 1971, pp. 82-83.

l'équilibre, l'harmonie sociale et les libertés individuelles. C'est dans cette optique que Popper affirme ne pas être le concepteur de l'Etat protectionniste. Le concept « protectionniste » est né dans l'Antiquité grecque, notamment avec le poète Gorgias, qui défendait l'idée selon laquelle l'Etat est un instrument destiné à protéger les citoyens contre les abus, les injustices et les permet d'entretenir des relations conviviales avec l'autorité chargée de gouverner la cité. Popper s'approprie de cette théorie rationnelle de l'Etat, qu'il considère comme condition de possibilité des libertés individuelles et de l'attachement des individus vis-à-vis du gouvernement compétant. Dans *La leçon de ce siècle*, il affirme :

Nous sommes tous coresponsables du gouvernement, même si nous n'y participons pas directement. Mais en contrepartie, cette coresponsabilité exige des libertés, beaucoup de libertés ; la liberté d'expression, la liberté d'accéder aux informations, d'en donner, de publier, et bien d'autres encore. Un « excès » d'étatisme aboutit à l'absence de liberté. (...) Nous avons besoin de liberté pour empêcher l'Etat d'abuser de son pouvoir et nous avons besoin de l'Etat pour empêcher l'abus de liberté¹⁰⁸.

Il est vrai qu'avec Popper, il existe et existera toujours des conflits d'intérêts entre l'Etat et les individus. Toutefois, une fois que les citoyens les individus ou les citoyens reconnaissent le rôle majeur que joue l'Etat dans la communauté, cela peut contribuer à limiter les tensions entre ceux-ci. L'Etat démocratique que défend Popper est avant tout un Etat de droit, c'est-à-dire celui dans lequel les droits individuels sont garantis. Dans le libéralisme poppérien, l'Etat permet de dépasser les paradoxes de la liberté, de sauver les uns de l'agressivité destructrice d'une liberté illimitée des autres, mais il ne doit pas se transformer en un Etat tyrannique ou dictatorial, qui s'oppose aux volontés des citoyens.

Dans le libéralisme hayékien, l'Etat démocratique s'oppose également à la dérive autoritaire ou liberticide que nous observons dans les systèmes totalitaires, comme dans les phénomènes de la bureaucratie étatique moderne. D'un côté, le système totalitaire est celui dans lequel le pouvoir politique repose entre les mains d'un dictateur ou d'un monarque. Ce système a émergé en Grande Bretagne jusqu'à l'avènement de la Seconde révolution anglaise de 1688, qui limita désormais le pouvoir du prince ou du monarque. De l'autre côté, le système bureaucratique, encore appelé démocratie représentative, est celui dans lequel une minorité s'est accaparée du pouvoir, à des fins égotistes ou personnelles.

¹⁰⁸ Karl Raimund Popper, *La leçon de ce siècle* (1993), trad. J. Henry et al., Paris, Anatolia, 1993, p. 104.

3. Liberté et logique d'ouverture chez Popper

Le libéralisme de Popper repose sur l'opposition entre deux types d'idéaux liés à notre vision de la société politique à savoir : un idéal d'ouverture et un idéal de clôture. L'idéal d'ouverture correspond à une société laïque. En d'autres termes, il renvoie à une société dans laquelle les individus qui la composent, la perçoivent comme leur propre création et, en ce sens, comme susceptible de recevoir des améliorations. Il s'agit alors d'une forme de société favorable à l'expression de l'esprit critique, et qui favorise le développement de la science, de la politique mieux, de la philosophie. La société d'ouverture, qui renvoie chez Popper à la société laïque, est une société du progrès de l'homme, en tant qu'individu et qui le reconnaît comme tel. Cependant, la société de clôture ou l'idéal de clôture, correspond à une société perçue comme construite, indépendamment de l'homme. Celle-ci est par conséquent magique, statique, et totalitariste, parce qu'elle ne permet pas à l'individu de s'exprimer ou de manifester librement sa liberté au sein de l'Etat ou de la société.

Chez Popper, affirme Bachirou Bezel, « *la liberté est le fondement de toute idée de construction d'une humanité achevée de s'orienter. De ce fait, la liberté politique est une sorte d'appel qui nous invite à aller à l'école des autres* »¹⁰⁹. Dans la société de clôture telle que définie par Popper, l'individu, en tant que conscience indépendante, n'est plus maître de sa conscience réflexive car, cette société demeure totalitaire, c'est-à-dire hostile à la critique (platonisme, hégélianisme et marxisme). Popper invite l'homme à souscrire à sa société politique, encore appelée « société ouverture ». Dans le deuxième volume de *Toute vie est résolution de problèmes*, il affirme que : « *ce que l'on peut dire de la démocratie ou de la liberté, c'est tout au plus qu'elle peut augmenter un peu l'influence de notre valeur personnelle sur notre bien-être* »¹¹⁰.

On comprend donc que chez Popper, la liberté renvoie à une éthique d'ouverture, dans la mesure où le penseur autrichien considère toute société politique comme tendue vers la réalisation de la « société ouverte », c'est-à-dire vers la reconnaissance de l'individu comme une conscience agissante au sein d'une société. De ce fait, deux valeurs essentielles paraissent indispensables pour une telle entreprise, dans le sillage du libéralisme, à savoir : la liberté et l'autonomie de l'individu.

¹⁰⁹ Bachirou Bezel, « Popper et la question de la Crise Politique en Afrique » in *Le rationalisme critique d'essais et d'erreurs autour de Karl Popper*, Actes du Colloque la Deuxième Edition de la journée de Philosophie des Sciences des 19 et 20 septembre 2022, Yaoundé, Editions Monange, 2023, p. 272.

¹¹⁰ Karl Raimund Popper, *Toute vie est résolution de problèmes*, p. 34.

Dans cet exposé présenté à Alpbach le 25 août 1958, Popper fait une analyse sur sept axes à propos de la liberté, et ses rapports avec la responsabilité et le rationalisme. C'est dans cette logique qu'il montre que l'obtention de la liberté est une question de détermination car selon lui, même les plus grandes nations démocratiques du monde ont obtenu leur liberté à cause de leurs déterminations, de l'amour de la patrie et de leur volonté à défendre leurs valeurs au prix de leur vie. C'est dans ce sens qu'il illustre avec deux grandes nations démocratiques qui sont des exemples à suivre lorsqu'il dit :

*L'Angleterre et la Suisse sont toutes deux conscientes de l'existence de valeurs qu'il faut défendre à tout prix, et parmi celle-ci, en premier lieu l'indépendance et la liberté individuelles. Et toutes deux ont appris qu'il faut se battre pour sa liberté et s'en porter garant, même si la probabilité de succès paraît extrêmement réduite*¹¹¹.

Ainsi, Popper nous montre que l'obtention de la liberté n'est pas une chose facile bien que celle-ci soit un désir inné en chaque être vivant. Cependant, celle-ci se heurte à quelque difficulté dans le contexte politique, car la proposition poppérienne à l'Etat se résume au fait que : « *un Etat est politiquement libre, si ses institutions politiques permettent à ses citoyens, en pratiques, de provoquer un changement de gouvernement sans effusion de sang, lorsque la majorité souhaite un tel changement (...) nous sommes libres si nous pouvons nous défaire de nos maîtres sans effusion de sang* »¹¹². En dépit du fait que l'on peut être libre, mieux politiquement libre, la liberté et la démocratie ne sont pas garant du bien-être des populations, mais elle augmente plutôt l'influence de la valeur humaine.

C'est pourquoi Popper réaffirme : « *la liberté n'est pas un fournisseur qui nous livre des denrées à domicile. La démocratie ne produit rien – même pas de miracle économique. Il est faux, et extrêmement dangereux, de prôner la liberté en racontant aux gens qu'ils iront forcément bien, dès lors qu'ils seront libres* »¹¹³. Car dit mentionne-t-il de plus : « *ce que l'on peut dire de la démocratie ou de la liberté, c'est tout au plus qu'elle peut augmenter un peu l'influence de notre valeur personnelle sur notre bien-être* »¹¹⁴. Dès lors Popper nous montre que la liberté et la démocratie doivent être accompagnées par des processus de responsabilisation. Car les populations libres doivent être conscientes du fait que la liberté et la démocratie ne sont pas des banques mis à la disposition des populations.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 17.

¹¹² *Ibid.*, p. 30.

¹¹³ *Ibid.*, p.33

¹¹⁴ *Ibid.*, p.34

CHAPITRE VI : FINALITE DE LA DEMOCRATIE LIBERALE DE KARL POPPER

Il s'agit dans ce chapitre de présenter les enjeux de la démocratie libéralisme dans la philosophie politique de Karl Popper. La société libérale hayékienne encourage les valeurs démocratiques comme : la responsabilité individuelle de l'homme à prendre part à la vie politique : c'est ce qu'il nomme démocratie participative. Cette forme de démocratie s'oppose, *a priori* à la démocratie représentative dans laquelle les droits et les libertés des hommes sont souvent violées. L'Etat libéral chez Popper, est également celui dans lequel il y a décentralisation des pouvoirs, pour la meilleure gestion du pouvoir politique.

1. l'Etat démocratique poppérien et l'éthique de la responsabilité

Le libéralisme de Popper défend l'homme dans sa dignité. Pour Popper, en effet, l'homme est une créature unique parce que, en tant qu'être de raison, il est responsable de ses actes et de ses choix. L'homme est de ce fait l'organisateur de la vie en société. C'est cette position particulière de l'homme au sein de la société, dans la philosophie de Popper, qui inspire à Jean Baudouin de relever que :

L'individu privilégié par Popper a plusieurs visages : c'est « l'individu connaissant » qui par ses conjectures s'efforce de mieux connaître le monde qui l'entoure, c'est « l'individu communicant » qui grâce à l'entremise d'un langage clair et précis converse avec ses semblables et écoute leurs objections, c'est « l'individu agissant » qui tente d'améliorer patiemment l'ordre des choses et accepte de corriger ses premières démarches¹¹⁵.

Cette description du rapport de l'homme à la société chez Popper, nous invite à réfléchir sur l'importance que la notion d'erreur revêt chez cet auteur. Car, reliant l'idéal d'une connaissance et d'un ordre social garantis par une autorité suprahumaine, Popper a montré que la quête de la vérité, comme l'organisation de la vie en société, dépend totalement de la capacité de l'homme à imaginer des solutions aux problèmes existentiels et moraux auxquels il est confronté, mais d'une façon qui tienne compte en même temps de sa faillibilité. C'est pourquoi l'éthique poppérienne de la responsabilité est une exhortation à la modestie intellectuelle, à la probité et à la tolérance. Elle nous invite à prendre conscience de

¹¹⁵ Jean Baudouin, *op.cit.*, p. 52.

notre perfectibilité, c'est-à-dire de notre capacité à corriger nos erreurs, comme le démontre si bien le passage suivant :

Je sais que bien trop peu de gens partagent cette opinion. Je sais que la vie dans notre monde a aussi ses cotés sombres : criminels, barbaries, drogues. Nous commettons beaucoup d'erreurs ; et même si beaucoup d'entre nous apprennent de leurs erreurs, nombreux sont hélas ceux qui y demeurent empêtrés¹¹⁶.

Ainsi Popper apparaît comme un optimiste de la théorie de la connaissance et de la théorie politique, héritées d'une tradition humaniste. Si notre environnement social et politique a un sens, c'est grâce à l'action concrète et positive de l'homme. C'est lui qui cherche à percer les mystères de la vie ; c'est lui qui cherche à pacifier les relations avec ses semblables ; et c'est lui enfin, qui organise le chaos ambiant comme il lui plaît. Tout cela fait de l'homme un être unique, ondoyant et divers, pour parler comme Montaigne. Ainsi, convaincu de notre responsabilité, Popper nous exhorte à l'assumer envers et contre toutes les formes de totalitarisme. Car pour lui, notre liberté et notre humanité sont à ce prix.

La seconde valeur qui fonde l'éthique de la responsabilité chez Popper est le principe de la dignité de la personne humaine. Dans la continuité de la morale kantienne, en effet, Popper fait de la sauvegarde de la personne humaine une obligation morale de tout premier ordre, en faisant d'elle la pierre angulaire de la construction sociale et politique. C'est le sens de son double combat, contre l'utilitarisme et contre les totalitarismes. L'anti-utilitarisme de Popper marque donc sa volonté de replacer l'homme au centre de ses propres préoccupations, en posant la liberté individuelle comme un principe de base de la vie en société. Popper estime qu'aucune société ne peut procurer le bonheur à ses ressortissants, et que toute planification du pouvoir, serait nuisible à la démocratie. Certes, ce dernier n'est pas contre l'interventionnisme sur tous les plans ; toutefois, il dénonce l'omnipotence de l'Etat dans la vie en société car, cette omniprésence peut aliéner les libertés individuelles.

Ainsi, le penseur autrichien parvient à la conclusion selon laquelle : l'étatisme est un obstacle aux libertés individuelles. Il affirme à propos que : « *trop d'Etat conduit à l'absence de liberté* »¹¹⁷. C'est ainsi qu'il propose, en se fondant sur son criticisme, un système d'interventions limitées, car celui-ci présenterait le double avantage d'engager des réformes graduelles qui seules minimisent les risques qu'une réforme peut faire courir à la société et de préserver le droit de chacun à la liberté de choix et de décision au plan politique. Dès lors,

¹¹⁶ Karl Raimund Popper, *Toute vie est résolution de problèmes*, tome 2, p. 109.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 97.

chez Popper, le bonheur est individuel, même si sa quête se fait dans le cadre d'une société plurielle, encore appelée « société ouverte ». D'où la nécessité pour une communauté politique de garantir la liberté à tous ses ressortissants, sans aucune discrimination. Le combat poppérien pour la sauvegarde de la personne humaine est un combat contre les systèmes despotiques, entendu comme système politique dans lequel le pouvoir politique repose entre les mains d'un individu qui détient le pouvoir totalitaire sur ses semblables.

Cette façon de gouverner sous-entend que le pouvoir est détenu de façon autoritaire, et que cet autoritarisme nécessaire. Il s'agit donc de voir, avec Popper à quelles conditions la puissance du peuple ou la puissance publique peut limiter les prises de pouvoir par les despotes. Pour lui, si les droits de l'homme peuvent devenir un jour une réalité, ce n'est peut être qu'au sein de l'Etat, dans la mesure où il figure la seule institution qui puisse nous protéger de toute agression. L'Etat démocratique poppérien est donc celui dont rôle est de veiller aux droits des citoyens et de les garantir¹¹⁸. Encore appelé Etat paternaliste, l'Etat démocratique doit être un Etat protecteur a minima, c'est-à-dire un Etat qui assure toutes les conditions de sécurité et d'épanouissement de ses ressortissants, mais qui en même temps respecte leur liberté. C'est un Etat dont les institutions servent les citoyens plutôt que de les opprimer.

L'Etat paternaliste poppérien est également celui qui ne s'inscrit aucunement aux manœuvres sociales ou aux discriminations sociales car dit-il, « *si l'Etat reconnaît le droit de ses citoyens à la protection de la police contre le brigandage, il doit aussi reconnaître le droit des mineurs à être protégés de maintes façons ; même contre leurs parents si nécessaire. Ainsi l'Etat devient-il paternaliste par principe* ». Avec le principe de liberté et le principe d'autonomie, Popper pose les valeurs cardinales qui permettent à l'homme de s'affirmer comme une conscience agissante, dans le cadre d'une « société ouverte ». Il s'affirme ainsi comme un défenseur des libertés, au double sens où, au nom de la sacralité de l'individu, tout en rejetant la domination de la puissance publique, il attend néanmoins de l'Etat en même temps la protection des plus fragiles. Popper s'oppose ainsi, par exemple, au libéralisme intégral de Friedrich Hayek, lequel rejette l'interventionnisme sur tous les aspects de la vie en société.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 99.

Le non-interventionniste de Hayek, est le socle de son néolibéralisme, qui rejette toute forme de planisme, de socialisme et d'Etatisme¹¹⁹. Paradoxalement, Popper et Hayek rejettent le constructivisme, et la critique que ce dernier fait du collectivisme est très voisine de l'anti-esthétisme de Popper. Ce qui les différencie, c'est précisément la dimension « sociale » du libéralisme poppérien. Hayek prétend que le corps social est complexe et imprévisible : ce qui tient à l'échec tout programme de planification, de sorte que l'ordre apparent, dans quelque organisation que ce soit, est en réalité un « ordre spontané », c'est-à-dire issu d'un processus d'évolution naturel. Or, chez Popper, la critique des systèmes despotiques n'est pas prétexte à l'antiétatisme et à l'antisocialisme.

2. Multipartisme et pluralisme d'opinions chez Karl Popper

Comme le démontre si bien Philippe Nemo, chez Popper, le vote est capital dans l'exercice démocratique. Ce vote est un moyen de soumettre le peuple à des contradictions ou à l'autocritique, afin d'élire au sommet de l'Etat le dirigeant que celui-ci juge compétent. Mais pour qu'il y ait vote, il faut nécessairement l'existence de plusieurs partis politiques. Le parti unique est un obstacle réel pour la bonne gouvernance et pour l'unité d'un peuple. Ainsi, dans la philosophie libérale de Popper,

La procédure du vote démocratique est par elle-même une institutionnalisation du droit à la critique; soumettre une décision collective à une discussion contradictoire préalable puis à un vote, c'est reconnaître implicitement que tout le monde n'est pas d'accord et a droit au désaccord ; c'est reconnaître la fécondité de cette situation de non-unanimité¹²⁰.

Si les Grecs ont inventé à la fois science et démocratie, ce n'est pas, pour Popper, un hasard, c'est le fruit d'une évolution décisive de la connaissance ou de l'esprit, qui marque des nouvelles manières de pensée. Cependant, cette façon de penser dans l'Antiquité est restée magiques-archaïques et unanimistes. Pour le penseur autrichien, une société ne peut être démocratique que si elle pratique le pluralisme institutionnel, tandis que le multipartisme est indispensable à l'exercice démocratique. Il mentionne en ces termes : « *je suis d'avis que la meilleure forme de démocratie est celle qui permet un système à deux partis. Car, elle conduit*

¹¹⁹ Friedrich Hayek, *La présomption fatale. Les erreurs du socialisme* (1988), trad. Raoul Audouin, Paris, Institut Coppet, 2009, pp. 43-44.

¹²⁰ Philippe Nemo, *Histoire des idées politiques aux temps modernes et contemporains*, Paris, Quadrige/PUF, 2002, p. 1313.

toujours ces derniers à l'autocritique »¹²¹. Le multipartisme chez Popper est un frein à l'excroissance des partis uniques, qui est synonyme du totalitarisme dans les Etats modernes.

En effet, chez l'auteur de *Toute vie est résolution de problèmes*, le pluralisme de la presse est nécessaire non pas parce qu'il faut absolument qu'il y ait plusieurs points de vue ou que tout le monde s'exprime, mais parce que c'est la condition *sine qua non* pour que la vérité objective émerge au sein des Etats démocratiques modernes. Le pluralisme ne signifie pas une pluralité des vérités, il est au contraire la condition nécessaire pour que puisse émerger une vérité objective unique, c'est-à-dire sur laquelle tous les esprits rationnels puissent s'accorder. Elle favorise la concurrence et permet aux citoyens de sanctionner les dirigeants incompetents lors d'un scrutin car, dit-il :

*Si l'un des deux partis a essuyé un véritable échec lors d'un scrutin, cela induit habituellement une réforme profonde de ce parti. C'est là une conséquence de la concurrence et de la sanction univoque des électeurs, laquelle ne saurait être ignorée. Avec ce système, les partis sont donc contraints de temps à autre de tirer la leçon de leurs erreurs, ou alors de disparaître*¹²².

Mais à côté du multipartisme, nous notons également le pluralisme de la presse chez Popper. C'est parce qu'il n'existe pas d'agence centrale monopolistique de presse que tous les journaux des pays libéraux sont plus ou moins obligés de donner à peu près la même information sur l'actualité, tout au moins sur les résultats des élections, les décisions des tribunaux, les statistiques économiques et bien d'autres. Si dans un pays effectivement libre, un journal n'annonçait pas, par exemple, un crime commis par un dirigeant politique, non seulement, il serait inévitable qu'un des autres journaux l'annonce, ce qui ferait que bientôt, tout le monde serait informé.

Mais le journal coupable de censure serait lui-même dénoncé et perdrait son crédit. Le sachant, il anticipe cette sanction et tend à dire ce qu'il sait de la vérité. La liberté de presse tend donc vers l'objectivité ; ce qui veut dire qu'il converge avec les autres journaux, soumis à la même logique. Le pluralisme de la presse induit donc une déontologie de l'information. C'est lui qui donne à la presse des pays dits démocratiques en Occident sa tonalité particulière, si différente par exemple de celle des médias gouvernementaux de plusieurs pays d'Afrique où, où la presse est souvent contrôlée et manipulée par le gouvernement en place. Il suffit que quelqu'un puisse contredire la vérité officielle, et à condition qu'il puisse le faire sur la place publique pour parvenir à la vérité officielle.

¹²¹ Karl Raimund Popper, *Toute vie est résolution de problèmes*, tome 2, p. 79.

¹²² *Ibid.*, pp. 79-80.

Dans les Etats démocratiques, le pluralisme empêche que se cristallise une certitude idéologique, unanime et fausse. Elle favorise la mise en place d'une vérité en devenir, c'est-à-dire en devenir. Avec Popper, l'expression des opinions est conforme à une vision du monde : celle des sociétés démocratiques. L'Etat ne restera donc démocratique, que s'il peut être critiqué par des instances extérieures à lui. Ces instances ne peuvent être que des individus ou des entreprises qui ne dépendent pas socialement et économiquement de l'Etat. Seuls des individus ou des entreprises libres de s'enrichir et de disposer de leur propriété comme ils l'entendent peuvent soutenir des initiatives de pensée vraiment indépendantes et favoriser le processus intersubjectif de progrès de la science et de la politique. Il faut qu'il y ait des entreprises économiquement indépendantes de l'Etat dans le domaine de la presse, mais aussi dans ceux de l'éducation et de la science et en général, dans toutes les activités et industries culturelles, puisque toutes ces institutions sont, à des titres divers, porteuses et responsables de vérité qui jaillissent au sein des Etats démocratiques.

Cependant, à côté du multipartisme et du pluralisme d'opinion que relevons dans la pensée politique de Popper, nous notons aussi la démocratie participative, qui cette forme d'expression politique, qui permet à chaque citoyen de prendre part à la chose publique dans les Etats démocratiques.

3. De la démocratie participative

En tant qu'une expression politique qui permet à tous les citoyens de prendre part à la chose publique, la démocratie participative s'oppose à la démocratie représentative qui permet à un groupe de personnes de représenter le peuple dans la prise des décisions à l'intérieur d'un Etat. En effet, dans les pays démocratiques, les décisions importantes sont prises par le parlement ou les Assemblées représentatives, qui représentent le peuple et sont chargées d'agir au nom du peuple. Popper est contre la démocratie représentative et plaide en faveur de la démocratie directe. Autrement dit, il est contre la démocratie indirecte car, il estime que cette forme de gouvernance conduit à la servitude ou à la dictature. D'après ce dernier, les Assemblées représentatives élues ne représentent toujours pas le peuple au Parlement. Chaque parlementaire est toujours tenté de défendre les intérêts du parti politique qui l'a investi, ceci, au détriment du peuple souverain. Il écrit à cet effet :

Il est faux de croire qu'une Diète fédérale ou un Parlement élu à la représentation proportionnelle offre un meilleur reflet du peuple et de ses désirs. Le parlement ne représente pas le peuple et ses opinions, mais seulement l'influence des partis (et de la propagande) sur la population le jour du scrutin. Et il empêche plutôt de faire

*du jour du scrutin ce qu'il pourrait et devrait être : le jour où l'activité du gouvernement est jugée par le tribunal du peuple*¹²³.

Popper dénonce le « jeu de dupe » de la démocratie représentative, entretenu par les Assemblées représentatives élues, dans les démocraties modernes. D'après lui, la démocratie représentative conduit ne favorise pas la formation des Etats authentiquement démocratiques. Le même constat avait été fait par Alexis de Tocqueville, qui dénonçait déjà la dictature des Assemblées représentatives dans les démocraties modernes. Dans son ouvrage *De la démocratie en Amérique*, le penseur français montrait déjà une tyrannie démocratique, orchestrée par les Assemblées représentatives élues dans les démocraties modernes¹²⁴. Popper se situe dans la même logique, lorsqu'il pense que la démocratie moderne est prise par la représentativité. C'est la raison pour laquelle ils se prononcent pour une démocratie plus directe, jugeant urgent de rendre le pouvoir au peuple. Ils estiment que les élites ont confisqué le pouvoir souverain. Or, le journaliste français Jacques Julliard montre que pour les populistes, le peuple a toujours raison et les élites ont toujours tort.

On constate toutefois que, lorsque les populistes arrivent au pouvoir, ils ont tendance à écarter les représentants du peuple, pratiquant de ce fait un autoritarisme qu'ils justifient en invoquant un lien direct et authentique entre le peuple. Les adversaires du populisme emploient ce terme dans un sens péjoratif, le rapprochant le plus souvent au fascisme (régime politique théorisé par Benito Mussolini, qui s'appuie sur un pouvoir fort, un Etat militaire, l'exaltation du nationalisme et une politique réactionnaire).

Mais, Popper est convaincu que contrairement à la démocratie représentative qui ne permet au peuple de prendre son destin en main, la démocratie participative permettra à chaque personne d'opérer librement son choix, afin de sanctionner les dirigeants incompetents. La démocratie représentative repose entre les mains d'une minorité, qui agit en fonction de son intérêt propre, et non en fonction de l'intérêt général. A ce niveau, le droit du peuple est bafoué au profit d'une minorité de personnes qui détiennent le pouvoir décisionnel. En effet, la bureaucratie est une forme de gouvernement qui a émergé au fil des siècles. Dans l'Antiquité grecque, ce mode de gouvernance locale a existé dans la cité, précisément à Athènes, sous le nom aristocratie.

Dans les cités antiques, précisément à Athènes, l'aristocratie signifiait gouvernement des personnes jugées meilleures ou supérieures à d'autres. Ce régime politique a fortement

¹²³ *Ibid.*, p. 77.

¹²⁴ Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique* (1935), Paris, Garnier-Flammarion, 1981, pp. 26-27.

défendu par Platon, qui estimait que la cité doit être gouvernée par une élite intellectuelle ou du moins, par des personnes issues de la classe des nobles. L'aristocratie signifie donc « *le pouvoir de quelques hommes bons* »¹²⁵, affirme Popper. Mais très vite, ce régime politique s'est transformé en oligarchie, qui est la forme perversifiée de l'aristocratie. L'oligarchie désigne en réalité « *le pouvoir de quelques hommes moins bons* »¹²⁶ car, dans ce régime politique, les citoyens peuvent avoir affaire à des dirigeants véreux, qui ne se soucient pas de l'intérêt général, mais de leurs intérêts propres. Le régime aristocratique a été à l'origine de nombreux problèmes dans les cités antiques, en commettant non seulement des graves erreurs à la fois tactiques et stratégiques, mais également en instaurant un climat de terreur dans la Grèce Antique, à travers la prise du pouvoir des Sophistes. Ceux-ci vont se dresser contre la démocratie et vont en outre véhiculer des pseudo-valeurs dans la cité Athénienne. C'est ainsi que le climat sera propice pour que la Guerre du Péloponnèse se déroule dans les cités antiques. A la fin de la Guerre du Péloponnèse, un gouvernement arbitraire appelé le gouvernement des Trente Tyrans va s'accaparer du pouvoir, dans le but de gouverner au mépris des principes démocratiques.

Voilà donc quelques conséquences de la démocratie représentative, transformée en démocratie totalitaire. C'est la raison pour laquelle Popper plaide en faveur d'une démocratie participative, qui donne la possibilité à chaque citoyen de prendre son destin en main, afin de participer convenablement à la gestion des affaires de la république.

¹²⁵ Karl Raimund Popper, *Toute vie est résolution de problèmes*, tome 2, p. 90.

¹²⁶ *Ibid.*

La deuxième partie de notre travail consistait à analyser la pensée politique de Karl Popper dans *Toute vie est résolution de problèmes*. Il ressort que chez Popper, l'idéal démocratique consiste pour le peuple à se débarrasser d'un gouvernement qu'il juge incompetent sans effusion de sang. Mais pour y arriver, le penseur autrichien pense qu'à l'intérieur d'un Etat authentiquement démocratique, les libertés individuelles et le droit des citoyens doivent être garantis, de telle sorte que la liberté d'un individu ne soit pas aliéner par un autre ou par une entité sociale. Le but est de permettre aux citoyens d'exercer librement leurs choix politiques. C'est dans cette logique que Popper plaide en faveur de la démocratie participative, le multipartisme et la liberté de presse à l'intérieur des Etats démocratiques modernes. Le penseur autrichien est perçu comme un promoteur de la bonne gouvernance et de la paix sociale. Son libéralisme prône les libertés individuelles et la théorie de la souveraineté des Etats. Cependant, quelles sont les apories de sa pensée ? Ainsi, dans la dernière partie de notre travail, il s'agira d'évaluer la pensée de notre auteur, afin de ressortir son intérêt et son impact sur Afrique contemporaine.

**TROISIEME PARTIE : LIMITES ET PERSPECTIVES
PHILOSOPHIQUES DE LA CONCEPTION POPPERIENNE DE
LA DEMOCRATIE**

Il est question dans cette dernière étape de notre analyse de ressortir des limites et des perspectives philosophiques de la conception poppérienne de la démocratie. Pour mener à bien ce travail, il convient tout d'abord de ressortir les limites de la notion de démocratie, telle que théorisée par notre auteur. Ensuite, nous présenterons les dégâts de la mondialisation néolibérale au monde pour en fin de compte, réfléchir sur une nouvelle orientation de la démocratie en Afrique. L'étude analytique de cette troisième partie, qui vise à ressortir les limites et les perspectives de la pensée politique de Popper, nous permet de comprendre qu'en dépit des multiples modèles politiques qui ont marqués notre société et au vu de la problématique poppérienne de la démocratie, notre société est encore en quête d'un système capable de résoudre les multiples problèmes qui l'accablent.

CHAPITRE VII : LES LIMITES DE LA CONCEPTION POPPERIENNE DE LA DEMOCRATIE

Nous nous suggérons dans ce chapitre d'exposer les limites aux conceptions épistémologico-politique aux quelles Popper a posé les fondements de sa pensée politique. Nous examinerons en trois points la quintessence de l'argumentation originelle. Tour à tour, il sera question de montrer en quoi la pensée libérale de Karl Popper conduit au postmodernisme. Ensuite, nous réfléchirons sur le mythe du transfert pacifique du pouvoir politique chez Popper, avant de présenter, en fin de compte l'illusion d'une démocratie universelle chez cet auteur.

1. Karl Popper : du libéralisme au postmodernisme

La conception de liberté chez Popper aurait réconforté la position des postmodernes au monde. Le postmodernisme se définit dès lors comme une philosophie émancipatrice, qui fait de l'homme un être totalement libre. Cette philosophie se manifeste par un cosmopolitisme axiologique des valeurs. Ce cosmopolitisme, qui est visible à travers le relativisme, l'individualisme outré et le pluralisme des valeurs. On le sait, chez les penseurs libéraux, la liberté est le plus grand principe de l'existence. Cette liberté, qui se définit d'après les libéraux comme absence de coercition ; c'est-à-dire cet état de chose où l'homme n'est pas esclave de quelqu'un où de quelque chose.

Chez Popper, les individus doivent être absolument libres à l'intérieur de l'Etat. Ce penseur autrichien pose la liberté comme absence de dépendance, même s'il ne rejette pas totalement l'interventionnisme de l'Etat. D'après Popper, l'Etat ne doit plus exercer des contraintes sur l'homme ; tandis que les doctrines collectivistes comme le platonisme, le marxisme et le l'hégélianisme aliènent les libertés individuelles. L'unique aspect du protectionnisme que Popper reconnaît, est l'interventionnisme de l'Etat dans la sphère publique. Cet interventionnisme permet à l'Etat ou au gouvernement légitime de réguler certaines inégalités politiques et naturelles qui surgissent au sein de nos sociétés.

Cependant, notre auteur ne reconnaît aucun pouvoir de coercition sur l'homme. Autrement dit, aucune contrainte ne doit être exercée sur l'homme. Sauf que la trop grande liberté défendue par les libéraux en général, conduit au permissivisme ou à l'anarchisme.

Donner la liberté totale à l'homme d'agir et de penser comme il le prétend, tel est le slogan des libéraux, est une grosse absurdité. En principe, être libre revient en principe à respecter les lois de la société dans laquelle nous vivons.

Le permissivisme ou le libertarisme qui découlent de la philosophie libérale, méritent de nos jours une attention particulière car, il plonge nos sociétés et nos Etats dans un chaos généralisé. De plus en plus en Europe, en Amérique et progressivement en Afrique, les gens ont tendance à revendiquer une liberté absolue, foulant au pied les lois et les principes de la société à laquelle ils appartiennent. Le libertarisme est « *une philosophie politique développée aux Etats-Unis. Elle repose sur l'idée qu'une société juste respecte et protège la liberté de chaque individu. Le libertarisme repose sur l'émancipation qui s'oppose l'assujettissement, d'où découlent une philosophie et une organisation de la vie en société permettant à chaque individu de jouir d'un maximum de liberté* »¹²⁷. La liberté est conçue par les libertariens comme une valeur indispensable ou fondamentale les rapports sociaux, les échanges économiques et du système politique.

En tant que l'une des mutations du libéralisme, le libertarisme prône au sein d'un système de propriété et de marché universel, la liberté individuelle¹²⁸ entant que droit naturel. Cette liberté individuelle est de nos jours contestée par les socio-démocrates, qui font de la politique un espace d'émancipation collective. Le libertarisme qui découle de la pensée politique poppérienne serait à l'origine de perversion du monde. Leur slogan est le suivant « Un autre monde est possible », réclamant ainsi une liberté individuelle absolue et inaliénable. Pourtant, l'homme ne peut que s'épanouir pleinement dans une collectivité régit par les lois ou les principes du vivre-ensemble harmonieux.

Les sociaux-libéraux pensent dès lors que l'Etat doit intervenir dans l'économie ou dans la politique, dans le but de corriger certaines inégalités auxquelles nos sociétés font face. Nous l'avons d'ailleurs démontré cela avec John Rawls, qui est favorable à la mise en place d'une justice politique globale, qui favorise le bien-être de tous les citoyens au sein de l'Etat. Cette politique, prônée par Rawls est bien visible en Afrique, à travers de nouvelles politiques sociales, qui s'appuient sur le sociaux-libéralisme. Nous pouvons citer entre autres : la politique libérale de Paul Biya, qui ambitionne de faire du Cameroun une nation libre et

¹²⁷ Disponible sur www.fr.m.wikipedia.org, page consultée le 03 juillet 2023 à 08h36.

¹²⁸ La liberté individuelle défendue par les libéraux s'oppose à la liberté collective. Pour ces derniers, toute sorte de coercition est une entrave aux libertés individuelles. Il faudrait laisser la possibilité à chacun d'être libre, afin de faire valoir ses droits.

unifiée. D'après Paul Biya, nous devons prendre en compte nos valeurs culturelles, traditionnelles, ancestrales, ainsi que nos richesses naturelles riches et diversifiées, dans la construction d'un Cameroun riche, démocratique et prospère car dit-il :

Plus d'un demi-siècle après notre indépendance politique et en cette phase décisive de notre épanouissement économique, social et culturel ; en dépit des aléas et des impondérables d'itinéraire, le moment me semble venu au regard de la multitude et de la complexité des enjeux contemporains autant qu'en celui des appels d'horizon des nouvelles générations assoiffées de boussoles ou de supports d'engagement, d'appeler à une réappropriation du socle doctrinal de notre projet de société.¹²⁹

La philosophe libérale de Paul Biya, qui prend appui sur la démocratie sociale, vise à construire une société camerounaise authentiquement démocratique. Il s'agit d'un pays où les valeurs collectives priment sur les valeurs individuelles. Ainsi, la philosophie libérale de Paul Biya se pose, en s'opposant à la celle Karl Popper, qui revendique plutôt les libertés individuelles, au détriment des libertés collectives.

Paul Biya nous enseigne à travers sa philosophie libérale que les Africains doivent restés unis et solidaires, face à la mondialisation néolibérale qui ne cesse de véhiculer des pseudo-valeurs au monde et en Afrique. Le postmodernisme qui découle de la liberté poppérienne, est l'une des conséquences de l'émancipation de la personne humaine. Cette doctrine se manifeste de nos jours par des pseudo-valeurs tels que « le mariage pour tous », « la liberté pour tous », ainsi que des enrichissements illicites sur le commerce mondial.

Le libéralisme politique prône donc une société fondée sur les libertés d'expressions des individus dans le respect du droit, du pluralisme et du libre-échange des idées. Tandis que le postmodernisme est considéré comme la rupture avec la modernité ; comme la rupture avec le système classique ; comme la privation de la rationalité ; comme la multiplicité des *épistémès*. Ici, si on considère que Popper est en rupture avec la théorie classique de la démocratie on peut bien dire qu'il s'inscrit dans la postmodernité.

2. Popper et le mythe du transfert pacifique du pouvoir politique

La philosophie politique dans toute son histoire s'est intéressée à la question du meilleur régime, fondatrice de la philosophie politique. La question de la relation société Etat, la question de la théorie de la justice. La première question qui est celle du meilleur régime débloque tous les niveaux et est considérée comme résolue avec la solution démocratico-

¹²⁹ Paul Biya, *Pour le libéralisme communautaire*, Nouvelle édition, Suisse (Lausanne), Editions Favre SA, 2018, p. 13.

républicaine. Parce que avec la solution démocratico-républicaine, elle résout le problème de la gouvernance et consacre la légalité comme émanant de la république.

Le débat actuel sur la question du meilleur régime ne s'inscrit pas dans la sphère de la démocratie mais est à l'intérieur de la démocratie. Notre but est de rechercher la meilleure forme capable de garantir le bien être des citoyens. Qu'est-ce qu'il faut améliorer dans la démocratie ? Les oppositions à la démocratie sont devenues marginales, car avec la chute du mur de Berlin du 9 novembre 1989 qui marque la fin du communisme et le début du capitalisme, le monde est devenu acquis. Le logos est déjà acquis au libéralisme donc à la démocratie libérale.

Maintenant, la question du meilleur régime n'est plus celle de savoir s'il faut remplacer la démocratie. Mais il y a un consensus autour de la démocratie en forme de meilleure gouvernance. Actuellement, les débats sont à l'intérieur d'où il y a la démocratie libérale, il y a la démocratie sociale, la démocratie de propriété et bien d'autres. Car il y a plusieurs formes de démocratie et c'est donc ça qui fait qui fait l'objet de débat de nos jours. Dès lors il n'est plus question de tourner le dos à la démocratie mais de débattre sur la meilleure forme de démocratie capable de garantir le bonheur des citoyens au sein de l'Etat. Et c'est dans cette logique que s'inscrit Popper en restant dans le concept de démocratie mais en débattant sur ses piliers, sur ce qu'elle doit être, comment est-ce qu'elle doit évoluer, si elle doit être directe ou indirecte, participative ou représentative.

Pour bien comprendre la théorie de la justice chez Popper on part de la théorie de la démocratie comme l'une des manifestations de la société ouverte. Partir du fait que Popper est contre les sociétés closes et il milite pour les sociétés ouvertes. Ainsi il accuse le platonisme, hégélianisme, le marxisme et l'historicisme d'être à l'origine du caractère fermé de certaine société. Voilà pourquoi dans société ouverte et ses ennemies dans les deux tomes, il critique Platon, Aristote, Hegel, Karl Marx.

Parti donc de ce qu'il entend par société ouverte, arrivé sur la démocratie ; la démocratie de Popper est surtout une critique de la théorie de la souveraineté : parce que c'est la base de sa théorie démocratique. C'est une critique de la souveraineté des peuples. Donc, pour lui, dire que le peuple est souverain revient à montrer que c'est le peuple qui gouverne. Alors lui il voit que dans les sociétés qu'elles soient contemporaines ou pas le peuple n'a jamais gouverné nulle part. Ceux qui gouvernent sont généralement les partis politiques avec

leur président ou alors les administrateurs. Donc maintenant, pour Popper, au lieu de continuer à définir la démocratie comme le pouvoir du peuple, et puisque le peuple en réalité n'a aucun pouvoir, la démocratie qui est le pouvoir de gouvernance, doit plutôt être le pouvoir de destitution. C'est-à-dire qu'il faut que le peuple soit à mesure de chasser les dirigeants qui ne travaillent pas pour l'intérêt général du peuple ; que le peuple soit à mesure de déconstruire un système politique incompetent.

Popper déconstruit cette théorie classique de la démocratie qui est la théorie de la souveraineté du peuple alors que, John Rawls part de cette théorie pour l'améliorer car en réalité, dans le système démocratique, il ne faut pas seulement voir sa partie électorale car elle est également un système de société, c'est une façon de vivre et d'organiser la société. De ce fait la démocratie n'a pas seulement une signification politique, elle a aussi une signification sociale donc, il élargit plutôt la sphère de la démocratie. Ça ne veut pas pour autant dire que Popper est contre la démocratie ; il est plutôt contre la démocratie classique car pour lui ce n'est pas le peuple qui gouverne dans ce modèle politique.

La démocratie est un pouvoir que le peuple a de destituer. La question que l'on peut poser, car nous constatons que ce sont des jongleries que Popper était en train de faire parce qu'en réalité, que ce soit la démocratie comme pouvoir de gouverner ou la démocratie comme pouvoir destituer se sont les mêmes mécanismes qui sont à la base.

Si la démocratie est foireuse en tant que pouvoir de gouverner, elle va également être foireuse en tant que pouvoir de destitution puisque pour que le peuple puisse destituer, il va procéder par les mêmes méthodes qu'il fait maintenant pour gouverner car il va passer par les élections, le référendum, etc. Et c'est justement ces mécanismes qui font que le peuple ne gouverne pas puis que les élections sont truquées, les constitutions sont manipulées, ce qui fait que le peuple ne participe pas à la gouvernance dont il est pourtant le dépositaire et il en sera de même dans le pouvoir de destitution. Nous allons alors demander à Popper comment est-ce que le peuple doit faire pour destituer ? Est ce qu'il y aura les moyens autres que les moyens classiques de la démocratie ? À savoir la consultation populaire, les élections ; est ce qu'on va changer la constitution ?

3. L'illusion d'une démocratie universelle chez Popper

Lorsque Popper plaide en faveur d'une démocratie universelle, il remet en question le scrutin proportionnel parce ce type de scrutin est un obstacle à l'exercice démocratique.

Popper accorde une primauté à la démocratie américaine qu'il considère comme la meilleure qui fonctionne avec deux partis politique, parce qu'il estime que ce système politique permet à une majorité de destituer un gouvernement incompetent, à travers le vote populaire. Alors que dans les systèmes multipartistes, les hommes sont soumis à la dictature de la majorité ; ce qui pousse souvent certains partis politiques à faire des alliances politiques, dans le but de gouverner efficacement. Popper entant que démocrate, systématise une démocratie libérale, qui se fonde sur des nouvelles bases. Mais nous pensons que la politique universelle, théorisée par Popper, à la lumière de la démocratie américaine ne cadre pas l'exercice démocratique tel qu'observée dans plusieurs pays au monde.

En effet, l'existence de deux partis politique (Parti des Démocrates et Parti des Républicains), n'est pas visible dans plusieurs pays démocratiques au monde. La démocratie mise en exergue en Afrique est en majeure partie libérale, contrairement à l'Europe ou aux Etats-Unis où elle est dans sa phase libérale. On comprend donc que le contexte politique dépend de la culture et de l'histoire de chaque peuple. Le projet de la mise en place de la démocratie universelle par Popper n'est resté en effet qu'une illusion. De nos jours, la démocratie libérale américaine ou européenne a en face d'elle la démocratie sociale, qui revendique les libertés collectives au détriment des libertés individuelles.

Popper en prônant la démocratie américaine comme la meilleure forme de démocratie, a donc oublié que chaque société à ses réalités politiques et la meilleure sa façon de concevoir la démocratie. Il est question de de tenir compte des réalités de chaque peuple mieux, de chaque société. Voilà pourquoi nous pouvons donner raison à Oumarou Mazadou, philosophe camerounais qui a eu le mérite de montrer la différence entre démocratie et réalité sociale de chaque peuple. Son « Kamitisme » est un modèle démocratique qui tient compte des réalités de chaque société. Ainsi, nous pouvons qualifier la démocratie universelle de Popper de démocratie illusoire, si nous prenons les réalités de chaque peuple.

CHAPITRE VIII : LES DEGATS DE LA MONDIALISATION NEOLIBERALE

Dans ce chapitre, il est question de montrer l'impact de la mondialisation néolibérale au monde, dans le sillage de Karl Popper. La liberté poppérienne est à l'origine de l'excroissance de la mondialisation néolibérale. Il s'agit d'une société où prime l'intérêt personnel au détriment de l'intérêt collectif, ainsi que la promotion des valeurs individualistes. Le but est donc d'évaluer l'impact de la propriété privée sur l'émancipation de l'humanité. Nous avons notamment le mouvement libertarien qui revendique la limitation voire, la suppression du pouvoir l'État, pour légitimer les libertés individuels, exacerbant le recours à la vie privée, entendue comme cadre de jouissance exponentielle des biens et de la décision souveraine des normes. Cependant, le courant libertarien trouvera en face de lui le socialisme et le communautarisme, qui revendiquent les libertés collectives.

1. La mondialisation néolibérale et ses conséquences

En tant que pouvoir inaliénable de l'individu, c'est-à-dire le fait pour une personne de ne pas être soumis à quelqu'un ou à quelque chose, la liberté chez Popper permet à l'individu d'être consciemment et physiquement libre. Popper comme nous l'avons vue, se situe dans la logique d'Emmanuel Kant, qui estime qu'à l'intérieur de la société, chaque personne doit être capable d'agir selon sa « bonne volonté ». La « bonne volonté » chez Emmanuel Kant, est le fait pour l'homme de poser des actes ou d'agir sans aucune force interne et externe, pouvant aliéner sa liberté. Sauf que la trop grande liberté conduit au libertinage, fondement de la doctrine néolibérale. Le néolibéralisme est une doctrine politico-économique et sociale, qui revendique l'indépendance absolue de l'homme et prône la libre concurrence sur le marché. Cette doctrine s'oppose au communautarisme et à l'étatisme. La mondialisation néolibérale se conçoit dès lors comme la quête effrénée du bonheur individuel, socle de l'égoïsme.

Dans le néolibéralisme, le capital humain ne cadre plus avec les normes et principes éthiques. Désormais, la propriété privée est soumise à une éthique définie par l'individu et pour l'individu. Si la doctrine néolibérale abolit la collectivisation de la propriété, il faut bien comprendre qu'il instaure une autre forme de collectif. Tout le monde, c'est-à-dire la population du monde entier, doit admettre de gré ou de force que la propriété d'un individu ne peut être réclamée par aucun autre individu ou groupe d'individus. Cette politique conduit au libertarisme, qui se définit comme une philosophie pour laquelle une société juste est celle

dans laquelle les institutions respectent et protègent la liberté de chaque individu d'exercer son plein droit de propriété sur lui-même, ainsi que les droits de propriété qu'il a légitimement acquis sur des objets extérieurs. Issue du libéralisme, elle prône donc, au sein d'un système de propriété et de marché universel, la liberté individuelle en tant que droit naturel.

La liberté est conçue par les libertariens comme une valeur fondamentale des rapports sociaux, des échanges économiques et du système politique. Ceux-ci se fondent sur le principe de non-agression qui affirme que nul ne peut prendre l'initiative de la force physique contre un individu, sa personne, sa liberté ou sa propriété. De ce fait, ses partisans nommés les libertariens, sont favorables à une réduction voire à la disparition de l'État (antiétatisme) en tant que système fondé sur la coercition, au profit d'une coopération libre et volontaire entre les individus, avec un État limité à des fonctions régaliennes. Robert Nozick, Murray Rothbard et Charles Murray font partie des principaux auteurs qui promeuvent cette doctrine. Le libertarianisme a toujours existé aux États-Unis. Il s'est d'abord manifesté dès la période coloniale, sous la forme d'un esprit anti-étatiste qui aurait animé les Pères Fondateurs et qui se serait ensuite exprimé à travers trois différentes résistances à l'accroissement de l'État : le libéralisme classique, l'anarchisme individualiste et l'isolationnisme de l'Old Right.

Le libertarianisme se présente précisément comme la tentative de réconcilier ces trois formes d'antiétatisme dans un système théorique cohérent, en associant à la défense des libertés économiques, celle des libertés individuelles et la condamnation de l'impérialisme. Sous sa forme contemporaine, le libertarianisme naît à la fin des années 1960 à la suite d'une violente rupture avec les conservateurs et d'une alliance fugitive avec la gauche radicale. Associés jusqu'alors au nouveau conservatisme, à l'extrême droite de l'échiquier politique, les libertariens affichèrent une indépendance grandissante à mesure que la guerre froide occupa l'avant-scène du débat politique et que la question étrangère détermina les clivages. Les nouveaux conservateurs célébraient alors un « impérialisme messianique » à la satisfaction duquel ils sacrifiaient volontiers les dogmes économiques du libéralisme classique.

Le libertarisme s'oppose au communautarisme. Le communautarisme se définit comme le sentiment d'appartenir à une même communauté. Le terme « communautariens » désigne initialement un groupe informel d'auteurs d'expression anglaise (Alasdair Macintyre, Michael Sandel, Charles Taylor et Michael Walzer, principalement) qui prennent part, depuis le début des années 1970, à un débat fondamental en philosophie morale et politique. Dans ce

débat, qui met en jeu la compréhension même des termes « éthique », « morale » et « politique », les « communautariens » défendent, contre les « libéraux » ou, plus précisément, contre l'individualisme radical et le formalisme qui marquent la tradition morale et politique libérale, une conception de l'éthique qui entend prendre en charge la question existentielle fondamentale de l'orientation de la vie et dans la vie, c'est-à-dire la question du sens, des fins et des valeurs qui sous-tendent la pratique historique des individus et des communautés. De ce point de vue, la démarche des communautariens peut se rattacher à la fois à la tradition aristotélicienne de la vie bonne ou du bonheur, à la tradition hégélienne, et, plus récemment, à l'herméneutique philosophique contemporaine.

Dans ce débat, néanmoins, la plupart des libéraux ne contestent guère la pertinence, du point de vue de la pratique humaine, de la question de la vie bonne. Ainsi, certains représentants du courant libéral « déontologiste », héritiers de la morale kantienne du devoir formel, considèrent que la question de la réalisation de la vie bonne, dans le sens grec et aristotélicien, « est toujours à l'ordre du jour, tant pour les individus que pour les peuples ». Dans un article publié en 2012, Eroe laissait comprendre que les communautariens ont développé au cours de ces 15 dernières années une critique sociale, actuelle, de cette société libérale dominante et établie qui devient, elle, toujours plus incompréhensible, impénétrable, toujours plus abstraite dans ses lois et ses règlements pour l'individu moyen.

L'aliénation croît sans cesse entre le citoyen et l'État, disent les communautariens, car la société se présente au citoyen moderne comme toujours plus médiante et éloignée : elle ne se présente plus en effet sous la forme d'une communauté solidaire vécue au quotidien mais comme un flot ininterrompu de lois, de règlements, de directives qui réduit le sentiment d'appartenance de beaucoup de citoyens au niveau d'un univers de papiers abstrait. La société n'est plus une forme de gestion autonome concrète, surtout locale ou régionale, mais le reflet monochrome d'un centre éloigné émettant les décisions des cours suprêmes ou celles d'organes administratifs qui n'ont pas grand-chose à voir avec la vie locale.

De cette façon, les instances telles les cours de justice, les ministères et les administrations, créées au départ pour défendre les intérêts des citoyens, deviennent, sans doute sans le vouloir, des obstacles à la démocratie. Cela prouve, disent les communautariens, que la démocratie, en tentant de résoudre les conflits au départ d'un centre et surtout au départ d'un système de droit fortement charpenté, butte sur ses propres limites et provoque une crise d'identification entre le citoyen et l'État. « Le patriotisme est-il une vertu ? ». C'est par cette

question que MacIntyre entend bien mettre en exergue le dilemme que pose le libéralisme : comment, dans l'État libéral, peut-on mettre fin aux conflits d'intérêts qui s'avèrent destructeurs ? Réponse : soit en appelant à une vision supérieure, en exhortant les citoyens à reconnaître une communauté d'intérêt transcendante et axiologiquement neutre, soit en imposant par la force et l'arbitraire une solution ponctuelle.

Si l'on choisit d'imposer une solution par la coercition, on transforme automatiquement l'État libéral en son contraire, en un « Léviathan ». Et que doit-il se passer en cas de conflit extérieur ? Contrairement au pacifiste allemand moyen, Mac-Intyre ne peut imaginer une communauté politique sans forces armées, capables d'assurer une « sécurité minimale ». Mais les bons soldats ne peuvent pas être des libéraux, leur morale est impensable sans patriotisme. Mac-Intyre admet, sans ambages et sans recourir à des circonlocutions, que le patriotisme, motif d'action particulier, possède une toute autre substance que le pathos humanitariste et universaliste

Mac-Intyre cite en exemple l'attitude du résistant allemand patriotique Adam Von Trott Zu Solz, car son patriotisme repose sur des valeurs humanistes liées à sa propre patrie, ce qui n'est pas la même chose qu'une volonté d'agir selon des critères purement éthiques et universalistes, dont le slogan de base serait « agis toujours dans le meilleur intérêt de l'humanité ». Trott Zu Solz incarnait le dilemme de la résistance allemande : il voulait éliminer un dictateur et un régime qu'il jugeait criminel, mais, en même temps, il voulait maintenir le Reich allemand, assurer sa survie. Par nécessité, il agissait en tant que patriote pour provoquer l'effondrement du régime mais, en même temps, toujours par patriotisme, il servait partiellement ceux qui géraient l'État en déployant des pratiques criminelles.

Mac-Intyre termine son plaidoyer pour un patriotisme communautarien en remarquant très justement la teneur du patriotisme américain : pour beaucoup de citoyens des États-Unis, la cause américaine et la cause de la morale sont toujours identiques. Il a été question dans ce chapitre de montrer à travers l'analyse de Cohen-Dumouchel que la propriété privée a contribué à l'émancipation de l'humanité, et que le capital et la propriété ne sont pas mauvais en soi. En outre, nous avons montré l'antagonisme contemporain entre le libertarianisme et le communautarisme. Le premier rejetant toute intrusion de l'État et le second réclamant un interventionnisme accru et accentué. Le libertarisme, l'égoïsme et l'individualisme à outrance sont à cet effet les conséquences de la doctrine néolibérale dont Popper est l'un des principaux promoteurs. Le néolibéralisme est le règne de l'individualité, de l'exploitation

capitaliste et du relativisme. Ce qui plonge la société dans une sorte de permissivisme outré. Que faut-il faire face à cette menace planétaire ?

2. Le « consensus par recoupement » comme fondement de la démocratie libérale

Terme employé pour consolider la société, le « consensus par recoupement » est un néologisme forgé par John Rawls dans *Justice et démocratie* pour rechercher une société authentiquement démocratique. Le « consensus par recoupement » est le socle épistémologique du libéralisme politique de John Rawls. Selon ce penseur américain, ce terme ce terme permet aux individus modernes de s'éloigner progressivement des intérêts propres ou sédimentés, pour rechercher une société consensuelle dans laquelle la vie harmonieuse est possible.

L'idée du « consensus par recoupement » se fonde sur le fait que les fins de la philosophie politique dépendent de la société à laquelle elle s'adresse. Dans le cas de la démocratie constitutionnelle, une de ses fins les plus importantes consiste à offrir une conception politique de la justice qui ne se contente pas seulement de fournir un fondement à la justification des institutions politiques et sociales sur lequel l'opinion publique doit s'accorder mais qui contribue aussi à en garantir la stabilité d'une génération à l'autre.

Or, fonder une telle justification sur les seuls intérêts individuels ou les intérêts de groupe comme nous l'avons vue dans le cadre de la mondialisation néolibérale ne peut être un gage de stabilité des Etats démocratiques. Ce qui est nécessaire dans le « consensus par recoupement » est que les hommes puissent aboutir à une commune mesure de vérité dans les Etats démocratiques. L'histoire des sociétés est marquée par des conflits ou des guerres. Autrement dit, les théories du désaccord objectent aux tentatives de fondation des premiers principes normatifs de la démocratie. John Rawls ayant pris conscience de ces désaccords axiologiques, propose son « consensus par recoupement » pour apaiser ces multiples tensions qui sévissent dans nos Etats ou dans nos sociétés. Dans la perspective rawlsienne, la démocratie est la procédure adéquate pour trancher les différends, de telle sorte qu'elle ne saurait être bridée par les principes substantiels fixés une fois pour toute. Désormais, une conception unanime de la démocratie est possible.

John Rawls est un philosophe politique américain, l'un des principaux défenseurs du modèle délibératif au XX^e siècle. Il a élaboré une philosophie à la croisée du chemin du libéralisme et du communautarisme, ce qui lui a valu les critiques de ces deux courants. Néanmoins, il est celui-là qui a eu le souci de mettre le libéralisme au service de l'humain en

essayant de résorber les inégalités dans les Etats démocratiques contemporains. Dans *Justice et démocratie*, il affirme clairement que :

*Le consensus par recoupement doit nous permettre de comprendre comment un régime constitutionnel, caractérisé par le fait du pluralisme, pourrait assurer, malgré des divisions profondes et grâce à la reconnaissance publique d'une conception politique raisonnable de la justice, la stabilité et l'unicité sociale.*¹³⁰

Rawls est donc un théoricien des droits-solidarité. Rawls s'est consacré à la question de la stabilité possible (ou non) des sociétés et des Etats démocratiques. Il développe ainsi l'idée d'un « consensus par recoupement », qu'il abrège en « consensus PR », soit un accord entre les citoyens sur des principes d'un Etat juste, malgré leurs différentes doctrines compréhensives (religieuses, morales ou philosophiques).

Dans *Justice et démocratie*, il affirme que le « consensus par recoupement » contribue à « garantir la stabilité d'une génération à l'autre »¹³¹. C'est la raison pour laquelle il y introduit également le concept de « raison publique », qui concerne les règles utilisables pour les enquêtes publiques, les négociations et les contrats, les débats publics, moraux et politiques, et ses procédures sont celles du sens commun. La conception politique de la justice que développe Rawls dans le *Libéralisme politique* montre que des individus avec des opinions conflictuelles, mais raisonnables et conciliables, peuvent se mettre d'accord pour s'accorder sur les structures de base d'une société authentiquement juste ou démocratique. Ainsi, la conception politique de la justice ne serait rien d'autre qu'une conception qui, voulant respecter les libertés individuelles, refuse de privilégier une vision particulière du bien et d'en déduire des principes de justice collectifs. Une société ayant adopté les principes de la *Théorie de la justice* rawlsienne, une « société bien ordonnée ».

En outre, Rawls recherche une société conciliée avec elle-même, qui se conçoit comme réunissant des citoyens libres et égaux, mais aussi solidaires. Ce qui oblige à penser ensemble droit et devoir. Pour y parvenir, il envisage un nouveau pluralisme à partir d'un nouveau contractualisme : recouper les conditions raisonnables d'une société juste, démocratique et bien ordonnée, fondée sur un accord initial de coopération, c'est-à-dire de solidarité et non pas seulement de coexistence pacifique dans la tyrannie et la répression. Faisant appel à nos convictions les plus sincères et raisonnables, Rawls nous encourage, par une « expérience de pensée », à imaginer une société bien organisée, dans laquelle nous

¹³⁰ John Rawls, *Justice et démocratie* (1978), trad. Catherine Audard et al., Paris, Seuil, 1993, pp. 247-248.

¹³¹ *Ibid.*, p. 245.

ignorons quelle sera notre place. Car la paix n'est pas possible dans la dictature ou dans l'injustice.

Pour lui, les inégalités ne sont justifiées qu'à deux conditions : être attachées à des fonctions dont l'accès est ouvert à tous, et procurer le plus grand bénéfice aux membres les plus défavorisés de la société. Pour Rawls, la justice doit être la première vertu des institutions sociales et étatiques prospères car, les citoyens d'une société libre ne pourraient avoir l'obligation d'obéir à un ordre injuste ou à un gouvernement injuste. Si l'ordre social, y compris le marché, est une institution, on peut et on doit se poser la question de la démocratie et de la justice qui consiste à rechercher une société apaisée et stable.

Par ailleurs, Rawls envisage la démocratie des propriétaires comme solution dans le cadre du capitalisme. En effet, le libéralisme en France fait toujours allusion au néolibéralisme économique consistant au laisser-faire. Or, dans la société américaine il y a toujours une certaine tolérance à l'égard de la diversité qui peut conduire à adopter des politiques de la différence et du pluralisme culturel. Rawls se situe justement dans la tradition américaine et, est favorable pour l'interventionnisme de l'État dans le but de corriger certaines injustices qui surgissent dans nos États démocratique, au nom de l'équité sociale. Le libéralisme de Rawls aboutit ainsi à un socialisme libéral ou à une démocratie des propriétaires. Celle-ci est le modèle d'organisation socio-économique qui répond aux exigences des principes de la justice.

Elle combine un système productif de propriété privée des moyens de production et une gestion de l'entreprise dans l'intérêt de l'actionnaire à un État-providence accompagné de politiques favorisant la dispersion du capital. Face à l'échec du socialisme et du communisme, on ne saurait les envisager comme solution aux problèmes engendrés par le néolibéralisme. L'État-providence ne saurait non plus être la solution, car ce sont ses crises des années 70 qui ont conduit à l'émergence du néolibéralisme. La justice rawlsienne nous semble alors la mieux appropriée face aux maux engendrés par le néolibéralisme poppérien.

3. Les enjeux du libéralisme politique de Popper

Le libéralisme politique de Popper vise à limiter les tensions sociales. Il permet également à l'individu de s'auto-libérer de toute contrainte collective capable d'aliéner ses libertés. D'après ce penseur autrichien, la connaissance est nécessaire pour améliorer le monde car, c'est par une meilleure connaissance de notre monde que nous pourrions mieux diriger l'énergie de notre « enthousiasme politique ». Le but du libéralisme politique de

Popper est d'aider à mieux comprendre notre monde, afin de guider les réformes qui doivent permettre d'en éradiquer les conflits sociaux et inter-étatiques.

L'action politique, bien qu'elle soit conçue dans la le libéralisme de Popper comme un changement sans violence au sommet du pouvoir politique, fait ressortir les impératifs moraux d'entraide et de solidarité qui s'imposent à nous. C'est le caractère moralement insupportable de ces problèmes qui nous enjoint d'y remédier avec urgence, qui constitue une obligation à l'interventionnisme. Même si pour Popper, notre monde est « le meilleur que nous ayons jamais connu », nous devons toujours travailler à l'améliorer par l'élimination, autant que possible, des atteintes à la dignité et à la liberté de l'individu. Popper cite par exemple, comme cible d'une telle lutte, « la pauvreté, le chômage, la maladie et la douleur, la cruauté pénale, l'esclavage les discriminations religieuses et raciales, le manque d'opportunités éducatives, les différences de classe rigides, la guerre ». Et chez Popper, ce sont les sciences sociales qui fournissent le moyen d'une telle lutte.

Karl Popper hait la violence et il apparaît assez nettement en le lisant que toutes ses théories sont tournées contre l'usage de la violence, en particulier au niveau politique. Rarement un auteur se déclare aussi ouvertement dans ce combat. Il mentionne à cet effet que : « *de nombreuses personnes haïssent la violence et sont convaincues que l'une des tâches les plus importantes et les plus porteuses d'espoir est de travailler à sa diminution et, si possible, à en débarrasser l'humanité. Je fais partie de ces ennemis de la violence pleins d'espoir* »¹³² Par exemple, nous avons vu que pour Popper, la première nécessité d'un régime politique est de pouvoir démettre ses dirigeants sans violence (c'est selon lui la caractéristique d'une démocratie). La seule chose qui puisse justifier l'utilisation (minimale) de la violence est la mise en place d'un tel régime. La violence constitue l'objectif numéro du libéralisme poppérien. Il. Un danger contre lequel il faut lutter et pour Popper, cette lutte peut être fructueuse parce que la violence peut être réduite et contrôlée par la raison.

Avec Popper, la démocratie est intéressante, parce que c'est l'unique moyen que les hommes ont trouvé jusqu'à maintenant pour se défaire des dirigeants sans violence. Il ne s'agit pas d'un processus d'affirmation de la légitimité ou de la souveraineté du peuple, et donc de sa capacité à choisir juste. On est bien loin de la justification positive de la démocratie. Il s'agit au contraire, d'un moyen d'élimination : la démocratie poppérienne constitue le moyen de corriger et d'apprendre de nos erreurs sans violence. Tout comme la

¹³² Karl Raimund Popper, *La société ouverte et ses ennemis. Hegel et Marx*, vol. 2, p. 123.

discussion critique, la démocratie dans la vue de Karl Popper constitue une alternative à la violence, qui plus est la seule que l'on connaisse. Popper finalement adhère au bon mot de Churchill : « la démocratie est le pire des régimes, à l'exception de tous les autres ». Notre auteur propose donc une vision forte de la démocratie libérale, qui constitue pour lui le meilleur moyen à ce jour d'éviter de mauvais dirigeants. En outre, Popper a dressé une philosophie politique intransigeante sur la question de l'individu. En subordonnant le tout à l'individu d'une part, et en se battant contre tout essentialisme qui donnerait au corps social une nature propre.

Popper propose donc une vision « en creux » de la démocratie, présentée comme un moyen d'éliminer les erreurs. Puisque personne ne peut se prétendre titulaire de la vérité, pas même la « majorité », et que la souveraineté n'est plus dans les faits un principe organisateur de la société, la démocratie se réduit à sa vision procédurale. Karl Popper est clairement un apôtre de la démocratie libérale. Il voit dans la démocratie libérale et son corollaire, l'État de droit, deux rôles fondamentaux. D'une part, le moyen de préserver le regard critique sur les politiques mises en œuvre afin de contribuer à l'élimination et la correction des mauvaises politiques, de la même façon que l'on cherche à éliminer les mauvaises théories pour faire progresser la connaissance. D'autre part, le moyen de permettre aux citoyens d'exprimer leurs critiques d'une manière non violente.

CHAPITRE IX : POUR UNE NOUVELLE ORIENTATION DE LA DEMOCRATIE EN AFRIQUE

Dans ce chapitre, il est question de présenter l'impact de la démocratie libérale de Karl Popper sur l'Afrique. La démocratie poppérienne peut-être une alternative pour sortir l'Afrique des multiples crises auxquelles elle est confrontée. Depuis son accession à l'indépendance, le continent africain fait face à de nombreux conflits sociaux et ethnico-politiques. Il est donc question de réfléchir sur la pertinence de la pensée de Popper et son influence en Afrique.

1. Pour une politique pacifique en Afrique

La démocratie africaine est calquée sur le modèle occidental. Cette démocratie, importée de l'Occident vers l'Afrique, serait pour plusieurs Etats africains, une alternative pour sortir l'Afrique des multiples problèmes auxquels elle est confrontée. Depuis son accession à l'indépendance, le continent africain traverse des périodes de fortes crises politiques et des tensions sociales. Parmi lesquelles des crises politiques et sociales, on note de nombreux coups d'Etats. Ces coups d'Etats s'accroissent de nos jours dans les pays comme le Mali et la Guinée Conakry, tandis que les guerres interethniques perdurent dans les pays comme le Rwanda et le Nigéria.

De 1960 jusqu'à nos jours, on note plus de 200 coups d'Etats réussis et manqués en Afrique, tandis que les guerres interétatiques et interethniques font rage dans ce continent noir. Même si les conflits et des guerres ne sont pas inhérents au continent africain, il y a lieu de se questionner sur ces phénomènes qui détruisent le tissu social dans ce continent. A côté des conflits et des guerres, nous trouvons très souvent à la tête des Etats africains des dirigeants incompetents, qui ne se soucient pas toujours du bien-être de leurs populations.

La guerre civile nigéro-biafraise de 1967 et le génocide des Tutsis par les Hutus en 1994, traduit une Afrique postcoloniale en pleine décadence. A cela, nous ajoutons de nombreuses crises post-électorales au Cameroun en 1992, en Côte d'Ivoire en 2010, au Gabon en 2016 et bien d'autres. Toute porte à croire que les jeunes Etats africains ne sont pas mûrs pour la démocratie. C'est pourquoi la pensée politique de Popper se présente comme une alternative, pour éradiquer ces dangers qui minent les jeunes Etats africains. Le penseur autrichien nous enseigne que nous devons abandonner toute sorte de violence (qu'elle soit

physique ou morale), pour parvenir un monde uni et prospère. Il s'agit d'une posture humaniste, qui rime avec les exigences d'une démocratie authentique, capable de garantir la stabilité de nos Etats, particulièrement les Etats démocratiques africains.

On le voit, « *les sociétés africaines en cours de modernisation ont du mal à implémenter la démocratie dans leur projet de modernité. Le mal être de l'Afrique est lié à des problèmes de stabilité sociopolitique.* »¹³³ Les solidarités tribales et religieuses créent des difficultés à l'édification de l'État dans cette contrée de la planète. Ces replis identitaires et religieux s'avèrent mieux structurées et puissantes que la solidarité nationale. C'est pourquoi l'État présente des manquements et ne fournit pas les objectifs escomptés.

Une Afrique qui se veut prospère devrait abandonner toute velléité dictatoriale ou tyrannique, pour faire corps à une démocratie apaisée. Il s'agit d'une démocratie qui est en droite ligne avec ses propres principes que sont : la séparation des pouvoirs, les élections libres et transparentes, la liberté d'expression et de manifestation, l'égalité des citoyens devant la loi et la gestion transparente de la chose commune. Le but est de limiter des conflits sociaux et certains malentendus qui mettent à mal le vivre-ensemble et l'exercice de la démocratie en Afrique. Mais comment aboutir à cette politique sociale épanouissante dans le continent noir ?

2. Les enjeux du faillibilisme politique de Popper en Afrique

L'Afrique, plus précisément l'Afrique subsaharienne, dispose des ressources naturelles importantes, mais plusieurs dirigeants politiques dans ce continent n'ont pas la volonté de faire profiter ces ressources naturelles aux peuples. En effet, les gouvernants africains dans leur immense majorité, font semblant d'être responsables devant le peuple souverain.

Quant au peuple, il simule et dissimule face à la revendication de ses droits et ses devoirs. Les ressources publiques sont mal gérées. De surcroît, il y a un déficit de démocratie, car cette catégorie politique est réduite à la simple élection qui s'achève généralement par des « mascarades électorales ». Karamoko Kané avait raison de mentionner à cet effet qu' « *en Afrique, les fonctionnaires font semblant de travailler et l'État fait semblant de les payer.* »¹³⁴ Cela démontre si bien qu'il règne un contrat de dupe entre l'État et les citoyens en Afrique

¹³³ Djaligué Oumarou, « La problématique du libéralisme chez Karl Raimund Popper. Plaidoyer pour une épistémopolitique », Thèse rédigée en vue de l'obtention du Diplôme de Doctorat en Sociologie et Anthropologie, Université de Madrid, sous la direction de Joëlle Ana Bergere Dezaphi, 2018, p. 353.

¹³⁴ Karamoko Kané, *La corruption des fonctionnaires africains. Comment sortir d'un système de capitulation générale*, Yaoundé, CLE, 2009, p. 139.

subsaharienne. Par ailleurs, d'un point de vue externe, la gouvernance est diligentée par les institutions financières internationales. C'est la crise des dispositifs traditionnels, politiques, économiques et socioculturels de régulation et d'encadrement des sociétés. Le mal être de l'Afrique est beaucoup plus profond. Il est question de la crise de l'État africain postcolonial, qui a du mal à fédérer l'ensemble de ses composantes dans une nation, avec des pouvoirs publics qui devraient s'exercer dans le sens du bien commun. Face à cet état de choses, quelles sont les mesures à entreprendre, pour accompagner l'Afrique dans sa marche vers son émergence ? Comment faire un meilleur usage de la réalité des tribus et des ethnies en vue de fonder des États capables d'assumer la mission essentielle d'un État moderne ? La pensée politique de Popper peut-elle concrètement aider l'Afrique à sortir de l'ornière sur le plan socio-politique, économique, psycho-cognitif, anthropologique et culturel ?

Au plan socio-politique, il ressort que le faillibilisme politique de Popper est un plaidoyer pour la démocratie pluraliste. Contrairement aux sociétés traditionnelles africaines, construites sur des mythes, des proverbes et structurées par les liens symboliques, l'État démocratique moderne de Popper n'a pas besoin de se référer aux « sociétés closes » d'appartenance communautaire, ethnique ou tribale comme il a l'habitude de le souligné. Le faillibilisme politique promeut le débat politique et la liberté d'expression : ce qui constitue un véritable catalyseur au progrès social car, il met en exergue une société africaine ouverte, dans laquelle les hommes vivent harmonie. Pour cela, Popper veut sensibiliser les dirigeants africains sur les risques liés au radicalisme politique.

Le faillibilisme qui découle du libéralisme politique de Popper, est une alternative, pour sortir l'Afrique de toute forme de radicalisme, de dictature ou de tyrannie. Autrement dit, les dirigeants africains doivent prendre conscience sur le fait que l'homme est faillible, il peut faire des erreurs ou du moins, il peut se tromper. Pour cela, personne ne doit prétendre agir au sein de l'Etat comme un « dieu », c'est-à-dire un « Surhomme » ou un « autocrate », qui n'a pas besoin de quelqu'un ou de quelque chose pour son épanouissement. Les dirigeants africains devraient en principe travailler dans le but d'améliorer la condition de vie ou le bien-être de leurs populations. Il en est de même pour les populations, qui doivent agir dans le strict respect de la vie et de la dignité humaine. C'est dans cette optique Popper se présente comme un partisan de la non-violence et un « mendiant de la paix » sociale.

Le but est non seulement de mettre un terme au modèle jacobin de l'Etat, centralisateur, pour encourager la bonne gouvernance dans les pays africains. Le peuple de

son coté, doit éviter de faire recours à toute forme de violence ou de révolution populaire car, dans l'Etat libéral de Popper, la destitution d'un gouvernement doit se faire sans effusion de sang. Le sang symbolise en effet la mort. Ce liquide précieuse est non seulement sacré dans les sociétés africaines, mais considéré en temps de crise comme un vecteur de désharmonie sociale. Toutes choses qui ne favorisent pas la paix sociale au monde, précisément en Afrique. Qu'en est-il du « kamitisme politique » de l'homme politique et philosophe camerounais Oumarou Mazadou ?

3. Le « kamitisme » et nous

Comme point de départ le socialisme démocratique, le « kamitisme politique » de l'homme politique et philosophe camerounais Oumarou Mazadou se fonde sur les valeurs culturelles, ancestrales et traditionnelles africaines, dans le but de parvenir à une société africaine réconciliée avec elle-même. Il s'agit d'une Afrique, qui se situe en marge de toutes formes de mimétisme et de conformisme. Depuis son accession à l'indépendance, le continent africain est voué à toute sorte de mimétisme et de conformisme venant de l'Occident et des Etats-Unis d'Amérique. Cette situation plonge la vie sociale, politique et culturelle de l'Afrique dans un désarroi et constitue le point de départ de la réflexion de l'illustre penseur camerounais.

Le « Kamitisme politique », comme le démontre si bien Oumarou Mazadou, est un modèle politique propre à la pensée politique africaine. Il est ce sur quoi se fondait le peuple africain, pour organiser la vie sociale, politique et culturelle. L'origine vient du terme « Kamit », qui symbolise l'originalité et l'authenticité du peuple noir africain. Il s'agit en effet d'un modèle politique qui rime avec les valeurs collectives et non individuelles telles que théorisées dans le libéralisme poppérien : Oumarou Mazadou affirme à cet effet que :

*La reconstruction paradigmatique, parlant du socialisme africain, consiste donc à élaborer, une nouvelle fois, ce socialisme africain, en prenant en compte les nouveaux enjeux de la rationalité techno-bureautique, avant de proposer comme alternative crédible, c'est-à-dire des propositions politiques, dans le but d'aider l'Afrique contemporaine à sortir du borbier. C'est la conclusion à laquelle nous parvenons lorsque nous faisons un plaidoyer pour la démocratie Kamit.*¹³⁵

¹³⁵ Oumarou Mazadou (dir), « La philosophie africaine aujourd'hui. Etat des lieux, enjeux et perspectives », in *Philosophie africaine et modernité politique : Réflexion sur la crise et le développement*, préface de Nkolo Foé, Yaoundé, Monange, 2022, p. 56.

Toutefois, pour mieux aborder le concept « Kamit », il convient de ressortir tout d'abord son contenu sémantique et anthropologique, nous enseigne le philosophe et homme politique camerounais. C'est dans cette optique qu'il nous explique davantage que :

Le concept « Kamit » dérive de son étymologie égyptienne « Kmt » qui désigne littéralement : les Nègres. En effet, ce mot est l'origine étymologique de la racine « Kamit » qui a proliféré dans la littérature anthropologique moderne. Selon la littérature égypto pharaonique, « Kmt » a été formé à partir de l'adjectif « Km » : noir. Il signifie donc rigoureusement, les Nègres et pour les moins, les Noirs. Le terme est un collectif qui désigne ainsi tout le peuple noir.¹³⁶

L'enjeu est de libérer l'Afrique de toute sorte de blocages auxquels elle est confrontée. Mais pour y arriver, les Africains doivent sortir de toutes formes de mimétisme et de conformisme, hérités de l'Occident. L'Occidentalisation de l'Afrique a contribué à la déculturation de ce continent noir. Et pourtant, les études anthropologiques montrent que l'Afrique a plus que jamais besoin de sa culture et sa tradition ancestrale pour sa pleine émergence. S'il est vrai qu'aucun peuple ne peut se développer étant replié sur lui-même, cependant, nous devons nous ouvrir aux autres tout en gardant notre identité propre.

Dans cet ordre d'idée, il convient de mentionner que dans un monde en pleine mutation, le continent africain gagnerait à rester socialiste ; face à la mondialisation néolibérale, qui ne cesse de gagner du terrain de nos jours. Thierry Amougou l'avait si bien compris lorsqu'il définissait la politique en rapport à la culture de chaque peuple. D'après cet auteur, l'idéal politique est :

Le fruit d'une nature [...], d'une histoire, d'une langue et de la traduction matérielle d'une culture. Il est la base d'un ensemble de croyances qui fondent l'identité d'un projet de vie au sein d'un système social. Il donne des habitudes particulières à ceux qui l'habitent et subit en retour leurs actions qui traduisent un rapport à l'environnement spécifique.¹³⁷

De cette pensée ressort le vœu de prendre en considération les réalités socio-politiques dans le peuple pour la paix et son émergence. Le penseur camerounais Oumarou Mazadou se situe dans la même logique, lorsqu'il pense que l'Afrique doit s'approprier de ses valeurs pour accélérer son développement. C'est donc là les leviers du « Kamitisme politique » chez cet auteur. Les points de vue et les perceptions des individus dépendent donc de qui ils sont, de l'endroit où ils vivent et de ce qu'ils possèdent. Pratiquement tout le monde ressent la

¹³⁶ Oumarou Mazadou, « *La question du Politique. Une perspective africaine* », Thèse rédigée en vue de l'obtention du Doctorat Ph.D en Philosophie Morale et Politique, Université de Yaoundé 1, 2012, p. 345.

¹³⁷ Thierry Amougou, *Territorialité politique, territorialité concurrentielle et développement*, Paris, Alternatives Sud, 2008, p. 39.

puissance de la mondialisation, qu'elle soit le résultat de la technologie ou des forces politiques ou économiques. La mondialisation néolibérale qui découle de philosophie politique de Popper peut-être effrayante, stimulante, écrasante, destructrice ou créatrice pour certains peuples. Pour les Africains, elle menace les institutions traditionnelles telles que la famille et l'école, ou le mode de vie de communautés entières. C'est dans cette optique que nous avons suggéré le « kamitisme politique », théorisé par Oumarou Mazadou, dans le but d'aboutir à une Afrique authentiquement libre, démocratique et prospère.

Au terme de la rédaction de cette dernière partie de notre travail qui consistait à ressortir les limites de la pensée politique de Karl Popper, il ressort clairement que la pensée de notre auteur conduit d'une part au post-modernisme, d'autre part, elle ambitionne de faire de la démocratie un modèle politique universel, c'est-à-dire un système politique susceptible de rendre notre monde meilleur. En fin de compte nous avons montré les enjeux du libéralisme politique de Popper en Afrique. Il convient tout de même de préciser que la pensée politique de Popper est une alternative, pour conduire le monde dans la paix, la concorde et l'intégrité. C'est d'ailleurs l'enjeu de son faillibilisme politique, qui vise à apaiser les tensions sociales. Le libéralisme politique de Popper invite les hommes à comprendre d'une part qu'ils sont faillibles, c'est-à-dire qu'ils peuvent faire des erreurs. A cet effet, nous ne devons pas nous comporter comme des autocrates, c'est-à-dire des êtres qui n'ont pas besoin de quelqu'un ou de quelque chose pour leurs épanouissements.

CONCLUSION GENERALE

Parvenu à l'orée de notre odyssée sapientiale, le problème qui a meublé nos investigations était celui de l'idéal démocratique chez Karl Raimund Popper. Pour rendre intelligible et dans le souci de circonscrire des frontières à notre travail, différentes positions ont été investiguées à partir de la méthode historico-critique. Dans la première partie, nous avons exposé les fondements philosophiques de la démocratie chez Popper. Dans la seconde, nous avons analysé la conception de la démocratie chez Popper. Enfin, dans la troisième partie, nous avons ressortir les limites et les perspectives philosophiques de la conception poppérienne de la démocratie.

Dans la première partie de notre analyse où il était question de ressortir les fondements philosophiques de la démocratie chez Popper. Il ressort que Popper considérait la question de « qui doit régner ? » sur le peuple, question posée par Platon, Hegel, Aristote et Karl Marx comme étant une question mal posée. C'est dans cette optique qu'il les considère comme les ennemis de la « société ouverte ». L'œuvre de Popper est donc pertinente, parce qu'elle donne une nouvelle orientation à la question philosophique de la démocratie depuis Platon. Tout en rectifiant le tire, par une question toute différente, il affirme : « *existe-t-il des formes de gouvernement à rejeter pour des raisons morales ? Et à l'inverse : existe-t-il des formes de gouvernement permettant de se défaire simplement d'un gouvernement à rejeter, ou simplement incompetent, qui cause des dégâts ?* »¹³⁸.

Dans la seconde partie de notre travail qui consistait à analyser la conception de la démocratie chez Popper, nous avons montré avec Karl Popper que la démocratie est la forme d'Etat dans laquelle il est possible de se défaire d'un gouvernement incompetent sans effusion de sang. En prenant appui sur sa méthode épistémologique appelé faillibilisme qui consiste à donner de la valeur à l'erreur dans la recherche scientifique plutôt qu'aux solutions, Popper théorise son faillibilisme politique, qui intervient en démocratie, dans le but de rechercher les erreurs au sein de la gestion de l'Etat, afin de destituer les dirigeants incompetents sans effusion de sang. De par son faillibilisme politique, le penseur autrichien prône une démocratie libérale dans lequel le pouvoir de destitution réside entre les mains du peuple.

C'est dans cette optique qu'il prend pour modèle politique la démocratie américaine, dans laquelle on retrouve l'existence de deux partis politique. Nous avons ensuite analysé le point de vue de notre auteur selon lequel la démocratie est également la forme d'Etat qui permet aux citoyens d'exprimer leurs choix politiques, tout en étant libre et responsable dans

¹³⁸ Karl Raimund Popper, *Toute vie est résolution de problèmes*, tome 2, p. 92.

une atmosphère de paix. De l'examen fait, nous avons pris actes des recommandations du théoricien de la politique contemporaine, pour qui la démocratie est une notion complexe. Ceci dans la mesure où l'homme en tant qu'être rationnelle ou raisonnable, doit définir la démocratie sous l'angle de la lutte contre la violence, la promotion de la paix, de la responsabilité, et de la liberté.

Dans la dernière partie de nous avons ressortir les limites et les perspectives philosophiques de la conception poppérienne de la démocratie. Ainsi, notre travail visait à répondre au problème de guerre qui se vit dans certains Etats démocratiques d'Afrique lors du changement des gouvernements. Popper répond à cette préoccupation lorsqu'il affirme que la démocratie est la forme de gouvernance « *dans laquelle il est possible de se défaire d'un gouvernement par un vote sans effusion de sang* »¹³⁹. Dans son ouvrage intitulé *Toute vie est résolution de problèmes*, on retrouve divers intérêts ; notamment sur les plans politique, socioculturel et philosophico-intellectuelle. Le titre même de l'œuvre *Toute vie est résolution de problèmes* évoque un intérêt capital dans la mesure où, Popper nous fait comprendre que les problèmes sont liées à notre existence car, à partir du moment où les hommes arrêtent de résoudre les problèmes liées à leur existence, ils cessent aussitôt d'exister. Sur un autre angle, celui-ci nous invite à nous battre pour nos principes et notre liberté, tout en restant responsable. Selon lui, ni liberté encore moins la démocratie ne garantissent en rien le bien-être puisqu'elles augmentent simplement l'estime de la personne.

L'œuvre de Popper a le mérite d'avoir eu à répondre aux problèmes politiques liés aux changements de gouvernement dans les Etats démocratiques. Ceci dans la mesure où elle nous a permis de comprendre que la question platonicienne de « qui doit régner sur l'Etat » qui a toujours existé, n'était pas d'une grande importance car, en tout état de chose, c'est la fin du règne dans la paix et la concorde qui doit préoccuper les dirigeants politiques et le peuple souverain. C'est dans ce sens que Roi Salomon que avait pu affirmer que « *mieux vaut la fin d'une chose que son commencement* »¹⁴⁰. Cependant, Popper invite les nations du monde à une bonne collaboration pour « *empêcher la dissémination des bombes de fous qui sont déjà en vente au marché noir* »¹⁴¹. L'enjeu étant la recherche de la paix, de la bonne gouvernance et surtout de la sécurité dans le monde.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 74

¹⁴⁰ Bible, *Louis Second*, 1910, Ecclésiaste 7 : 8.

¹⁴¹ Karl Raimund Popper, *Toute vie est résolution de problèmes*, tome 2, p. 167.

En dernier ressort, il convient de préciser que Popper nous invite également à inculquer les valeurs de paix et de non-violence dans l'éducation des enfants. C'est dans la même logique qu'il nous rappelle le commandement biblique qui résume toute l'éthique qui est : « *le plus important des dix commandements est celui-ci : tu ne tueras point !* »¹⁴². Le penseur autrichien a donc eu le mérite d'interpeller les intellectuels, les philosophes et scientifico-chimistes à une prise de conscience humaine et à la responsabilité, dans le but de mener des recherches responsables pour garantir la paix et la sécurité humaine.

Il conclut en réitérant que : « *simplement parce que nous les intellectuels avons causé les pires dommages depuis des millénaires. Les massacres au nom d'une idée (...) si nous cessions de monter les gens les uns contre les autres, avec les meilleures intentions souvent -, ce serait déjà un gain considérable* »¹⁴³.

¹⁴² *Ibid.* p. 120.

¹⁴³ *Idem.*

BIBLIOGRAPHIE

A- OUVRAGES DE KARL RAIMUND POPPER

POPPER Karl Raimund, *La société ouverte et ses ennemis. L'ascendant de Platon* (1945), tome 1, trad. Jacqueline Bernard et Philippe Monod, Paris, Seuil, 1979.

- *La Société ouverte et ses ennemis. Hegel et Marx* (1945), tome 2, trad. Jacqueline Bernard et Philippe Monod, Paris, Seuil, 1979.
- *Misère de l'historicisme* (1956), trad. Hervé Rousseau, Paris, Plon, 1960.
- *Conjectures et Réfutations. La croissance du savoir scientifique* (1963), trad. Michelle-Irène et Marc B. de Launay, Paris, Payot, 1985.
- *A la recherche d'un monde meilleur* (1984), trad. Jean-Luc Evard, Paris, Editions Le Rocher, 2000.
- *La leçon de ce siècle* (1993), trad. J. Henry et al., Paris, Anatolia, 1993.
- *Toute vie est résolution de problèmes. Réflexion sur l'histoire et la politique* (1994), tome 2, trad. Claude Duverney, Paris, Acte Sud, 1998.

B- OUVRAGES SUR KARL RAIMUND POPPER

BAUDOIN Jean, *La philosophie politique de Karl Popper*, Paris, PUF, 1994.

MALHERBE Jean-François, *La Philosophie de Karl Popper et le positivisme logique*, Paris, PUF, 1977.

MONDOUE Roger et NGUEMETA Philippe, *Vérificationnisme et falsificationnisme. Wittgenstein vainqueur de Popper ?*, Paris, L'Harmattan, 2014.

C- ARTICLES SUR KARL RAIMUND POPPER

AMOUGOU AFOUBOU Anselme Armand, « La théorie poppérienne de la démocratie. Quand gouverner, c'est pouvoir destituer », in Alice Salomé Ngah Ateba (dir.), dans *Le rationalisme critique d'Essais et d'Erreurs autour de Karl Popper*, préface de Roger Mondoué, Yaoundé, Monange, 2023, pp. 291-303.

BEZEL Bachirou, « Popper et la question de la Crise Politique en Afrique » dans *Le rationalisme critique d'essais et d'erreurs autour de Karl Popper*, Actes du Colloque la Deuxième Edition de la journée de Philosophie des Sciences des 19 et 20 septembre 2022, Yaoundé, Editions Monange, 2023, pp. 265-276.

NGAH ATEBA Alice Salomé (dir.), « Les leçons de la science de Bachelard à Popper. Une réorientation de la sagesse de l'erreur », dans *Le rationalisme critique d'essais et d'erreurs*

autour de Karl Popper, Actes du Colloque la Deuxième Edition de la journée de Philosophie des Sciences des 19 et 20 septembre 2022, Yaoundé, Editions Monange, 2023, pp. 15-33.

D- OUVRAGES GENERAUX

AMIN Samir, *Classe et Nation dans l'histoire et la crise contemporaine*, Paris, Minuit, 1979.

AMOUGOU Thierry, *Territorialité politique, territorialité concurrentielle et développement*, Paris, Alternatives Sud, 2008.

BIYA Paul, *Pour le libéralisme communautaire*, Nouvelle édition, Suisse (Lausanne), Editions Favre SA, 2018.

CONSTANT Benjamin, *De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes*, Paris, Gallimard, 1997.

DE TOCQUEVILLE Alexis, *De la démocratie en Amérique* (1935), Paris, Garnier-Flammarion, 1981.

DESCARTES René, *Discours de la méthode* (1637), Paris, Flammarion, 2016.

DURKHEIM Emile, *L'Education morale*, Paris, Editions Librairie Félix Alcan, 1934.

FINLEY Moses, *L'invention de la politique* (1983), trad. Jeanny Carlier, Paris, Flammarion, 1985.

FRIEDMAN Milton, *Capitalisme et liberté* (1962), trad. Robert Laffont, Paris, Editions Leduc, 1971.

HABERMAS Jürgen, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension consécutive de la société bourgeoise* (1962), trad. Marc B. de Launay, Paris, Payot, 1992.

- *De l'éthique de la discussion* (1991), trad. Mark Hunyadi, Paris, Cerf, Coll. « Passages », 1992.

HAYEK Friedrich, *La constitution de la liberté* (1960), trad. Raoul Audouin, Paris, Collections Libéria, PUF, 2019.

- *Droit, législation et liberté. L'ordre politique d'un peuple libre* (1979), vol. 3, trad. Raoul Audouin, Paris, PUF, 1983.
- *Nouveaux essais de philosophie, de science politique, d'économie et d'histoire des idées* (1978), trad. Christophe Piton, Paris, Les belles lettres, 2008.

- *La présomption fatale. Les erreurs du socialisme* (1988), trad. Raoul Audouin, Paris, Institut Coppet, 2009.

KANE Karamoko, *La corruption des fonctionnaires africains. Comment sortir d'un système de capitulation générale*, Yaoundé, CLE, 2009.

KANT Emmanuel, *Qu'est-ce que les Lumières ?* (1774), trad. Jean-François Poirier et Françoise Proust, Paris, Flammarion, 2006.

- *Critique de la raison pure* (1781), trad. André Tremesaygues et Bernard Pacaud, Paris, Quadrige/PUF, 2012.
- *Fondement de la métaphysique des mœurs* (1785), traduction nouvelle avec introduction et notes par Victor Delbos, Paris, Delagrave, 1985.

MARX Karl et ENGELS Friedrich, *Manifeste du parti communiste* (1847), trad. Etienne Balibar, Paris, Bordas, 1986,

- *Préface du Capital* (1867), trad. Etienne Balibar et al. Paris, Quadrige, 2014.

NEMO Philippe, *Histoire des idées politique aux temps modernes et contemporains*, Paris, Quadrige/PUF, 2002.

NGUEMETA Philippe, *Dialogue avec Hubert Mono Ndjana sur la politique, la science et la société*, Paris, L'Harmattan, 2015.

PARETO Vilfredo, *Traité de sociologie générale*, Paris, Lausanne, 1917.

PLATON, *La République* (315), trad. Robert Baccou, Paris, Garnier-Flammarion, 1966.

- *Les Lois*, trad. Luc Brisson et Jean-François Pradeau, Paris, GF-Flammarion, 2006.

RAWLS John, *Justice et démocratie* (1978), trad. Catherine Audard et al., Paris, Seuil, 1993.

ROUSSEAU Jean-Jacques, *Du contrat social* (1762), Paris, Éditions Philosophie, 2018.

- *Du Contrat social* (1762), Paris, Librairie Générale Française, 1996.

WEBER Max, *Le Savant et le Politique* (1919), trad. Julien Freund, Paris, La découverte, 2003.

E- ARTICLES ET REVUES

BOYER Alain, « Libéralisme démocratique et rationalité » in *L'âge de la science, Lecture philosophiques. Ethique et philosophie politique*, vol. 1, Paris, Editions Odile Jacob, 1988, pp. 104-117.

OUMAROU Mazadou (dir), « La philosophie africaine aujourd'hui. Etat des lieux, enjeux et perspectives », in *Philosophie africaine et modernité politique : Réflexion sur la crise et le développement*, préface de Nkolo Foé, Yaoundé, Monange, 2022, pp. 31-58.

PICQ Jean, « L'Etat libéral, son droit et sa crise. Modèle français et modèle anglais (1800-1920) », in *Une histoire de l'Etat en Europe*, n° 13, 2009, pp. 2-16.

F- MEMOIRES ET THESES

DJALIGUE OUMAROU, « La problématique du libéralisme chez Karl Raimund Popper. Plaidoyer pour une épistémopolitique », Thèse rédigée en vue de l'obtention du Diplôme de Doctorat en Sociologie et Anthropologie, Université de Madrid, sous la direction de Joëlle Ana Bergere Dezaphi, 2018.

NGOMO Paul - Aarons, « Sociotechnique et démocratie suivant *Misère de l'historicisme et La société ouverte et ses ennemis de Karl R. Popper* », Mémoire présenté en vue de l'obtention du Diplôme de Maîtrise en Philosophie, sous la direction d'Ernest Menyomo, Université de Yaoundé, 1991.

OUMAROU Mazadou, « La question du Politique. Une perspective africaine », Thèse rédigée en vue de l'obtention du Doctorat Ph.D en Philosophie Morale et Politique, Université de Yaoundé 1, 2012.

G- USUELS

BARAQUIN Noëlla et al., *Dictionnaire de philosophie* (1995), Paris, Armand Colin, 2000.

COMTE-SPONVILLE André, *Dictionnaire philosophique* (2001), nouvelle édition revue et augmentée, Paris, Quadrige, 2013.

LALANDE André, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie* (1926), vol. 1, Paris, Quadrige/PUF, 1997.

- *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, Paris (1926), vol. 1, Quadrige/PUF, 1997.

H- OUTILS

BIBLE, *Louis Second*, Genèse.

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, adoptée pour la première fois en 1989 à Paris (France).

Déclaration Universelle des Droits de l'homme, adoptée et proclamée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 Décembre 1948.

E- WEBOGRAPHIE

[www.http://fr.m.wikipedia.org/wiki/socialisme.com](http://fr.m.wikipedia.org/wiki/socialisme.com), page consultée le 20 avril 2023 à 08h03.

[www.fr.m.wikipedia.org](http://fr.m.wikipedia.org), page consultée le 03 juillet 2023 à 08h36.

SOMMAIRE	1
DEDICACE	i
REMERCIEMENTS	iii
RESUME	iv
ABSTRACT	v
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
PREMIERE PARTIE : LES FONDEMENTS EPISTEMOLOGIQUES DE LA PENSEE POLITIQUE DE KARL RAIMUND POPPER	10
CHAPITRE I : PLATON ET LE TOTALITARISME POLITIQUE	12
1. Platon et l'idée du philosophe-roi.....	12
2. L'idée de justice chez Platon : la « cité idéale ».....	16
3. Popper sur la question de la faisabilité dans la cité idéale de Platon.....	18
CHAPITRE II : LA CRITIQUE POPPERIENNE DE LA CONCEPTION PLATONICIENNE ET HEGELIENNE DU POUVOIR	24
1. Du faillibilisme épistémologique au faillibilisme politique	24
2. La prophétisation de la politique	30
3. Le Prophétisme politique face au rationalisme poppérien.....	32
CHAPITRE III : LA CRITIQUE POPPERIENNE DE LA DEMOCRATIE MARXISTE	35
1. Popper et la critique marxiste du socialisme	35
2. La pensée marxiste : une aliénation collective ?	36
3. Popper contre l'historicisme de Karl Marx	40
DEUXIEME PARTIE : LA SOLUTION POPPERIENNE DE LA DEMOCRATIE : « QUAND GOUVERNER, C'EST POUVOIR DESTITUER »	48
CHAPITRE IV : PRINCIPES DU FAILLIBILISME POLITIQUE DE POPPER	50
1. Le rationalisme critique de Popper : prolégomènes pour un Etat libéral	50
2. Le sens de l'écriture de l'histoire et ses enjeux politiques	53
3. Science et démocratie chez Popper	56
CHAPITRE V : LA CONCEPTION POPPERIENNE DE LA DEMOCRATIE	59
1. Du rejet de la théorie classique de la démocratie	59
2. La théorie démocratique de Popper	68
3. Liberté et logique d'ouverture chez Popper	75
CHAPITRE VI : FINALITE DE LA DEMOCRATIE LIBERALE DE KARL POPPER	77
1. l'Etat démocratique poppérien et l'éthique de la responsabilité.....	77
2. Multipartisme et pluralisme d'opinions chez Karl Popper	80
3. De la démocratie participative	82

TROISIEME PARTIE : LIMITES ET PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES DE LA CONCEPTION POPPERIENNE DE LA DEMOCRATIE	86
CHAPITRE VII : LES LIMITES DE LA CONCEPTION POPPERIENNE DE LA DEMOCRATIE.....	88
1. Karl Popper : du libéralisme au postmodernisme.....	88
2. Popper et le mythe du transfert pacifique du pouvoir politique	90
3. L'illusion d'une démocratie universelle chez Popper	92
CHAPITRE VIII : LES DEGATS DE LA MONDIALISATION NEOLIBERALE	94
1. La mondialisation néolibérale et ses conséquences.....	94
2. Le « consensus par recoupement » comme fondement de la démocratie libérale.....	98
3. Les enjeux du libéralisme politique de Popper.....	100
CHAPITRE IX : POUR UNE NOUVELLE ORIENTATION DE LA DEMOCRATIE EN AFRIQUE.....	103
1. Pour une politique pacifique en Afrique.....	103
2. Les enjeux du faillibilisme politique de Popper en Afrique	104
3. Le « kamitisme » et nous	106
CONCLUSION GENERALE	110
BIBLIOGRAPHIE	114